

FACULTÉ DE DROIT DE MONTPELLIER

LA PROTECTION PÉNALE DES MINEURS

Thèse pour le Doctorat en Droit
soutenue le 14 Juin 1944

AMÉDÉE ROUGIER
AVOCAT AU BARREAU D'AVIGNON

AVIGNON
IMPRIMERIE BARTHELEMY
45, rue Carreterie

1945

**La Protection Pénale
des Mineurs**

Faulté de Droit de Montpellier

MM. MORIN, Doyen, Professeur de Droit Civil
BECQUE, Professeur de Droit Civil
de NESMES-DESMARETS, Professeur de Droit Administratif
VIALETON, Professeur de Droit Civil
LEGAL, Professeur de Droit Criminel
DEMONTES, Professeur de Droit Commercial
DELBEZ, Professeur de Droit International Public
TISSET, Professeur d'Histoire du Droit
CABRILLAC, Professeur de Procédure Civile
AUBENAS, Agrégé de Droit Romain
MILHAU, Chargé de Cours d'Economie Politique
GERVAIS, Chargé de Cours de Droit Constitutionnel
ROUQUET, Chargé de Cours d'Economie Politique
ALDEBERT, Chargé d'un cours de Capacité
GENOUN, Professeur honoraire
BOSC, Secrétaire
DUBOIS, Secrétaire honoraire

JURY

MM. LEGAL, Professeur, *Président*
DEMONTES, Professeur, *Assesseur*
AUBENAS, Agrégé, *Assesseur*

FACULTÉ DE DROIT DE MONTPELLIER

LA PROTECTION PÉNALE DES MINEURS

Thèse pour le Doctorat en Droit
soutenue le 14 Juin 1944

AMÉDÉE ROUGIER

AVOCAT AU BARREAU DAVIGNON

AVIGNON
IMPRIMERIE BARTHELEMY
45, rue Caretterie

1944



INTRODUCTION

Aspect général des crimes et délits portant atteinte à la personne de l'enfant

DELIMITATION DU SUJET - PLAN

1° Protection de l'enfance : Généralités

La question de la protection de l'enfance a depuis bien longtemps déjà éveillé l'attention des pouvoirs publics, en même temps qu'elle a fait l'objet du dévouement et de la sollicitude de tous ceux qui, accessibles à la pitié, ont à cœur de se consacrer à soulager les misères humaines. Il n'en reste pas moins vrai que l'on a pu écrire, il n'y a que quelques années, que de toutes les questions qui surgissent, menaçantes, devant nous, celle de l'enfance malheureuse compte certainement parmi les plus graves.

Qui pourrait, en effet, rester insensible devant ces chroniques et ces récits lamentables (qui figurent malheureusement trop souvent parmi les faits divers relatés par nos journaux), retraçant l'odyssée toujours pitoyable de ces enfants qui, élevés dans les taudis, ou abandonnés par des parents indignes, constituent une proie facile pour la misère, le vice ou la maladie, ou doivent travailler et se suffire à eux-mêmes à l'âge où l'on a besoin d'être consolé de ses premiers chagrins, et encouragé dans ses premières initiatives. Que deviendront tous ceux qui vivent ainsi dès leur jeune âge, sans soutien, sans abri, exposés aux pires aventures, aux pires contacts, aux pires turpitudes ? Il n'y a qu'à jeter un regard sur le lamentable troupeau qui peuple nos prisons, nos hôpitaux, nos asiles, pour comprendre toute l'importance de cet angoissant problème de la protection de l'enfance.

Et l'on comprend, dès lors, qu'une attention déjà ancienne et toujours croissante ait placé au premier rang des questions sociales, dont l'étude constante s'impose au législateur, la question de condition de l'enfance malheureuse ; et l'on s'explique

la place de plus en plus grande qui est faite à cette question dans l'état actuel de nos législations et de nos mœurs.

Le cœur humain s'est toujours laissé émouvoir, en effet, par la misère d'autrui, et aucune misère n'est plus digne d'intérêt que celle de l'enfance. Aussi, sociétés charitables créées par l'initiative privée, ou organisations publiques, s'efforcent de réaliser, par une collaboration vieille déjà de plus d'un siècle, et au moyen de mesures adéquates, l'œuvre de protection dont le besoin se fait depuis longtemps très vivement sentir.

a) *Ses raisons - son but*

Il n'y a là, d'ailleurs, que l'accomplissement d'un grand devoir de justice et de réparation : Devoir social, rendu plus impérieux dans l'intérêt de l'enfant et dans l'intérêt même du pays.

Le premier des droits de l'individu, le droit primordial d'où découlent tous les autres, est le droit à la vie, dans le sens le plus large du terme. Or, l'enfant, par le seul fait qu'il est amené à vivre sans l'avoir demandé, est en droit de se voir conserver cette existence. Ce droit de vivre, que l'enfant n'a pas désiré, ne signifie pas seulement droit à la vie, mais encore et surtout droit à une famille, droit d'être réellement protégé et élevé par cette famille.

Dans ses premières années, en effet, l'état de faiblesse dans lequel se trouve l'enfant nécessite une protection incessante qui incombe naturellement aux parents, et qui ne se trouvera pleinement réalisée qu'auprès d'eux.

Cependant, il faut envisager le cas où cette protection familiale viendrait à manquer, soit que les parents indignes, ou inconscients des devoirs qu'ils ont à remplir, se dérobent, soit qu'ils se trouvent eux-mêmes dans un état de dénuement, d'incapacité ou d'insuffisance tel qu'il leur interdise d'assurer la lourde charge de la protection et de l'éducation de leurs enfants. C'est alors qu'il appartient à la Société, à l'Etat, de remplir ces devoirs de famille, de créer pour ces enfants une image de la famille. D'ailleurs, ce faisant, la société ne fait que se sauver elle-même : elle risquerait, sans cela, de se rendre plus tard inconsciemment complice des délinquants et des malheu-

reux qu'elle n'aurait pas su élever et protéger dans leur jeunesse. Puisqu'il vaut mieux prévenir que guérir, il importe de voir l'enfant protégé contre tous les dangers qui le menacent.

De plus, ainsi que nous l'écrivions plus haut, à la considération du droit de l'enfant, il faut ajouter celle de l'intérêt même du pays. Cette dernière argumentation se justifie par des causes multiples, parmi lesquelles nous nous contenterons de signaler celles qui nous ont paru les plus essentielles.

— D'une part, la richesse économique d'une nation apparaît étroitement liée non seulement au nombre mais encore à la qualité de ses habitants, à leur valeur physique et à leur valeur morale.

— D'autre part, le prestige d'un pays vis-à-vis des autres nations, ses conditions essentielles de subsistance, font que l'Etat a besoin de beaucoup d'hommes. Il importe donc que les enfants d'un pays puissent vivre, grandir, et en même temps acquérir les qualités qui feront d'eux d'honnêtes citoyens, puisqu'il y va de la force et de la sécurité intérieure et extérieure de ce pays.

b) Ses agents : la famille, l'Etat

Il importe donc de protéger l'enfance. Mais l'évidence de cette nécessité ne tranche pas définitivement la question et pose, au contraire, un problème nouveau tout aussi délicat.

Comme nous pouvons d'ores et déjà le constater, dès qu'il est question de protection de l'enfance, deux autorités, bien souvent en antagonisme à ce sujet, se dressent, revendiquant les mêmes charges et les mêmes droits : la famille, d'une part, l'Etat, de l'autre. Comment définir et préciser les modalités d'intervention de chacune d'elles ? En un mot, qui doit protéger l'enfant ? Quelles sont les personnes et les autorités qui doivent s'occuper de lui ?

Le père, incontestablement, peut, avant tout autre, revendiquer cette mission. C'est lui qui a donné la vie à l'enfant, c'est lui le chef de la famille dans laquelle l'enfant est entré du fait de sa naissance ; c'est lui qui a la douce, mais lourde tâche, d'entretenir le foyer familial. Il l'accomplira le plus naturellement du monde par l'exercice normal de ce que l'on

appelle, dans toutes les langues et dans tous les pays, la puissance paternelle.

Mais l'Etat, de son côté, peut tout aussi bien que le père justifier son intervention : des circonstances peuvent survenir telles que dans la cellule familiale l'intérêt de l'enfant se trouve matériellement ou moralement en péril. Ce sont les cas que nous envisagions plus haut, où le vice, la misère, les tares héréditaires, peuvent mettre les père et mère dans l'impossibilité d'accomplir leur devoir familial et social. Et c'est non seulement pour sauver l'enfant en péril, mais pour le préserver de ce péril, que l'Etat doit prendre en mains l'intérêt de l'enfant.

La Société doit sans doute à tous ses membres, ne l'oublions pas, une égale protection, mais cependant son droit d'intervention dans ce qui touche à l'enfance a été fort longtemps contesté. Mais, (aucune question n'intéressant d'avantage l'ordre public), non seulement la possibilité mais même la nécessité de ce droit de l'enfant à la protection de l'Etat en cas de défaillance de la famille, ne saurait être mis en doute. On comprend d'ailleurs aisément que cette nécessité de la protection de l'enfance repose sur un double fondement.

— D'une part, sur l'enfant lui-même qui en tant que personne humaine a des droits qui, comme ceux de tous les citoyens, doivent être placés sous la sauvegarde des lois. La Société a donc là un devoir des plus élémentaires, et elle manquerait à toutes ses obligations, comme elle oublierait le but dans lequel elle a été constituée, si elle méconnaissait les charges qui lui incombent de ce chef.

— D'autre part, sur l'Etat, qui, pouvoir souverain, est à même, non seulement d'assurer aux faibles et aux incapables la protection dont il est chargé par une tradition séculaire, mais encore d'exercer sur tout ce qui intéresse chacun de ses membres une surveillance constante et minutieuse. C'est donc un droit pour lui que d'exercer cette surveillance sur tout ce qui intéresse les mineurs. L'individu est une cellule de la Société et celle-ci doit s'inquiéter de ce qu'il sera quand il aura acquis la qualité de citoyen et qu'il participera comme tel à la souveraineté populaire. Comme l'a écrit J. Vancostennobel (1) :

(1) J. VANCOSTENOBEL : Le Ministère Public et la Protection de la personne des mineurs.

« Il est juste que l'Etat veille à ce que l'on enseigne à ce
« citoyen, dans sa jeunesse, à raisonner et à se décider confor-
« mément à la vérité, conformément à ses véritables intérêts et
« à ceux, bien entendu, de ses semblables, c'est-à-dire de la
« Société ».

c) Comment doit se manifester l'intervention de la Société

Mais, à ce point de la discussion, surgit une grave contro-verse sur la manière dont l'Etat doit accomplir la mission qui lui est ainsi dévolue. Cependant qu'un examen un peu approfondi de la question permette d'arriver à dégager quelques règles qui paraissent certaines :

En premier lieu, l'Etat, personne morale, ne peut surveiller lui-même le développement physique et le progrès intellectuel et moral de chaque mineur : il ne saurait, en effet, remplir efficacement ce devoir d'éducation ; il ne pourrait qu'organiser des méthodes d'instruction et soumettre tous les enfants à ce même mode d'enseignement, ce qui tendrait, inconsciemment peut-être, mais infailliblement, à façonner tous les esprits dans le même moule. Or, rien ne saurait être plus préjudiciable à la santé et aux facultés intellectuelles de l'enfant, dont il importe avant tout de sauvegarder la personnalité et d'accentuer les tendances individuelles dans ce qu'elles ont de bon, tout en s'efforçant de les corriger dans ce qu'elles ont de défectueux. Puisqu'on ne saurait concevoir cette intervention de l'Etat sous une forme autre que cette uniformité de traitement, l'intérêt du mineur exige dès lors que cette intervention ne soit ni directe, ni immédiate, en principe au moins.

D'autre part, le droit de la famille s'oppose également à cette action de la Société et à une main-mise totale de celle-ci sur l'enfant.

Nous avons vu, en effet, que le père, chef de la famille, peut et même doit revendiquer hautement ses droits et ses devoirs vis-à-vis de l'enfant en présence de la possibilité d'une intervention de l'Etat. C'est que l'enfant, avant de faire partie de la Société, appartient à sa famille. Les droits que reconnaissent aux parents toutes les législations positives découlent avant tout de la nature même des choses, du seul fait que les parents ont

donné la vie à l'enfant. De plus, l'enfant sera, tout au long de son existence, en relation étroite avec chacun des membres de sa famille.

La question de savoir jusqu'à quel point et dans quelle mesure l'Etat peut ou doit intervenir dans le domaine familial en vue de protéger l'enfant n'est pas un problème nouveau. Deux thèses opposées se sont affrontées et s'affrontent encore. La première thèse, que l'on serait tenté de qualifier de totalitaire, a été soutenue dès l'antiquité par Platon et Aristote : l'Etat serait alors le maître de la destinée des enfants. Elle a été reprise chez nous par Danton « les enfants appartiennent à la République avant d'appartenir aux parents », et Robespierre « la Patrie seule a le droit d'élever les enfants » ; Karl Marx et Engels ont repris la même idée dans le manifeste communiste et le gouvernement soviétique l'a mise en pratique.

La thèse opposée a été soutenue avec moins d'éclat mais s'est cependant traduite par une forme d'esprit dont l'individualisme était la dominante, et qui a largement inspiré les rédactions des codes du Premier Empire. Cette tendance a pour ligne générale non pas un refus caractérisé de faire place à un contrôle de l'Etat mais une conception telle des institutions que pratiquement ce contrôle est impossible.

Entre ces deux thèses il faut faire une juste moyenne. Il est certain que l'Etat et la famille ont tous les deux des droits sur l'enfant, ou, pour être plus exact, le droit de s'intéresser d'une façon active et pratique au sort des enfants.

La famille d'une part : la raison d'être du mariage est la procréation et l'éducation des enfants. C'est la notion du droit canon « *matrimonii finis primarius est procreatio atque educatio...* ». Toute autre conception du mariage est une doctrine de mort. Même si l'enfant n'est pas la propriété des parents, ces derniers ont cependant des droits de puissance sur sa personne.

L'Etat d'autre part : l'Etat n'est que l'aspect juridique de la nation. Il doit veiller à la conservation des individus et à leur remplacement par des éléments plus jeunes. Il doit empêcher les futurs citoyens de devenir des éléments nuisibles ou dangereux. Il doit leur assurer un cadre propre à leur plein épanouissement. Il peut, à ce titre, exiger que la famille fasse le nécessaire pour intégrer les enfants dans ce cadre.

Le problème est donc de rechercher s'il existe en faveur de la famille ou de l'Etat un droit antérieur préexistant. Il s'agit de reconnaître tant à l'Etat qu'à la famille des droits propres qui nécessitent, et dont le plein exercice justifie, un équilibre. Pour parvenir à cet équilibre, il n'est que de se poser la question suivante : Dans quel intérêt la protection de l'enfance est-elle assurée ? Chez les anciens c'était incontestablement dans l'intérêt du groupe social, c'est-à-dire de la famille qui est la première et souvent la seule cellule sociale. Dès la période chrétienne, c'est vers l'intérêt de l'enfant que convergent les buts de la protection. La famille est alors considérée comme le cadre naturel et idéal du développement physique et psychique de l'enfant. Mais l'intérêt de l'enfant justifie alors un contrôle. L'Etat doit exercer une haute tutelle : c'est l'intervention qu'appelle la nécessité. Louis XIV exprimait cette pensée en ces termes en 1704 : « Nous avons résolu de conserver
« à la justice et aux magistrats l'autorité dont ils ont besoin
« pour réparer les abus que ceux qui exercent la puissance
« domestique sur les mineurs peuvent faire en quelques occasions ». D'Aguesseau, un peu plus tard, renforçait encore le droit de l'Etat, et estimait que « quelque grande que soit
« l'autorité des parents, elle a cependant une autorité supérieure dans la Société ». Il va même jusqu'à la notion de la supériorité de l'Etat sur la famille : « Ceux entre les mains
« desquels on a remis le dépôt sacré de l'autorité publique ne
« doivent pas abandonner les membres de la patrie aux caprices d'un particulier ». D'Aguesseau estimerait donc qu'il y a eu délégation à la famille d'une part de l'autorité de l'Etat. Il semble pourtant qu'il y a seulement concours de la famille et de l'Etat pour réaliser un but : l'intérêt de l'enfant. La doctrine de la théologie catholique fait peut-être une juste appréciation : Son idée de base est que la famille est le premier milieu naturel voulu par le Créateur pour le développement de l'enfant. Il en découle pour la famille un droit inaliénable d'éducation. L'enfant a donc des droits dans sa famille et l'Etat doit le protéger.

Il est tout aussi important de voir régner la concorde au sein de la famille que de voir l'ordre assuré et respecté dans l'Etat. Mais il faut de toute nécessité que le chef de famille

puisse inculquer librement ses idées à chacun de ses fils et élever et diriger ces derniers comme bon lui semble ; ce sera par cette action unique et directe du père que se réalisera l'unité de la famille, condition essentielle et indispensable du progrès des individus et de la société elle-même.

Il résulterait donc de ces deux règles que la protection et l'éducation de l'enfant incombent en premier lieu à la famille ; c'est à la famille qu'appartient d'abord l'enfant ; c'est la famille qui est la première communauté naturelle ; c'est la famille qui, non seulement, nourrit l'enfant, mais c'est elle qui est la première cellule sociale dispensatrice d'éducation. Puisque c'est d'abord à la famille qu'appartient l'enfant, ce seront de même des obligations familiales qui pèseront sur l'enfant et qui pèseront ensuite sur l'homme. Cette notion d'appartenance de l'enfant à ses père et mère existait, nous allons le voir, dans certaines civilisations antiques, notamment dans la société romaine. Elle était d'autant plus nette que, dans la plupart des civilisations les plus anciennes, la notion de famille est souvent très forte et celle d'Etat parfois assez faible. Elle s'apparente également à la doctrine chrétienne et à la notion chrétienne du but du mariage.

Cependant, quelque forte et quelque nécessaire que soit la famille, elle n'est pas en mesure d'assurer d'une façon complète l'éducation et la protection de l'enfant. Même dans les familles comptant de nombreux enfants, l'enfant doit sortir du cadre trop étroit du milieu familial ; il doit, plus encore que l'homme, « limer sa cervelle contre celle d'autrui », selon la formule de Montaigne.

L'Etat, gardien naturel et gardien légal du bien commun de ses citoyens, est appelé à compléter l'œuvre de la famille et est appelé, ce qui dans notre étude sera plus important, à la compléter. Il faut même imaginer, et l'expérience montre malheureusement que ce n'est pas là une simple hypothèse, que la famille peut soit être absente, soit être incapable (pour des raisons matérielles ou morales) de jouer son rôle et de remplir sa mission.

Ce rôle de contrôle de l'Etat s'exercera donc dans tous les domaines. Mais l'intervention de l'Etat en ce qui concerne les mineurs ne se limitera pas au contrôle des agissements des

parents : il peut arriver que certaines obligations, certains devoirs, que le droit naturel lui-même impose aux parents, soient méconnus, il faut alors que l'Etat sache jouer son rôle et que le législateur impose ses règles ; il peut arriver aussi que certaines règles ainsi imposées par la loi soient violées, il faut alors une sanction pour éviter de nouvelles violations.

Nos législateurs et, les premiers d'entre eux, les rédacteurs de notre Code Civil se sont laissés guider par ces principes : en effet, le Code Civil modifié et complété par les lois postérieures, après avoir reconnu l'existence de la puissance paternelle, laisse aux parents le libre exercice de leurs droits. De l'ensemble de ces textes, les droits et les devoirs du père de famille ressortent consacrés fortement et assortis chacun de leur sanction.

Toutefois, l'intervention de la Société que nous venons de préciser et de justifier ne s'arrête pas là dans toutes les hypothèses. L'Etat ne sera pas toujours exclusivement cantonné dans cette réglementation des droits exercés sur les mineurs : il aura dans certaines circonstances un rôle vraiment actif et cela en vue de la sauvegarde de l'ordre public menacé.

Cette intervention directe de la Société se manifestera lorsque des faits délictueux auront été commis sur la personne et contre l'état du mineur, lorsque ceux qui exercent cette autorité sur l'enfant n'auront pas usé comme il convient, ou auront abusé de leurs droits.

Nous sommes alors dans le domaine de la répression abandonnant le terrain du Droit Civil pour celui du Droit Pénal. Nous n'aurons plus alors à considérer les textes du Code Civil relatifs à la puissance paternelle et à ses dérivés, mais nous aurons à appliquer le Code Pénal et les lois qui en ont modifié le texte.

L'étude de cette répression des Crimes et Délits commis contre l'Enfance : tel est notre but. Nous nous efforcerons de préciser dans quelles conditions la protection des mineurs est assurée par les textes du Code Pénal, et des lois postérieures, lorsque les personnes ayant un droit quelconque sur l'enfant outrepassent ce droit ou en font un mauvais usage, lorsque les individus usent de la faiblesse et de l'inexpérience de l'enfant pour satisfaire leurs propres passions, lorsque les règles

qui président à l'éducation de l'enfance sont violées, lorsque tout est mis en œuvre pour développer les mauvais instincts de l'enfant et en faire un homme qui n'aura de satisfaction qu'en dehors des limites tracées par la loi et par la morale.

Nous nous consacrerons à l'étude des mesures qui peuvent être prises lorsque la protection, qui devrait être normalement exercée par la personne désignée à cet effet par la loi, n'est plus assurée, ou lorsque l'enfant est en péril. Nous laissons donc délibérément de côté tout ce qui a trait à la répression des délits qu'ont pu commettre les mineurs en même temps que tout ce qui concerne le libre exercice de la puissance paternelle et la protection des intérêts de l'enfant, pour nous borner à l'étude de ce que, dans un style plutôt grandiloquent, l'opinion publique désigne sous le terme générique de « l'enfance martyre ».

Le problème de la protection pénale, en ce qui concerne au moins certains de ses aspects, présente une difficulté qu'il est nécessaire de souligner : dans le cas où des faits que l'on se propose de réprimer, sont commis par les parents de l'enfant, convient-il d'intervenir ?

Plusieurs conceptions différentes ont eu cours. Nous en étudierons la succession et l'évolution dans les paragraphes consacrés à l'histoire de la protection pénale des mineurs.

Selon une conception, celle admise notamment en droit romain, spécialement dans le droit romain antérieur à l'Empire, le père est omnipotent. Il est juge de ce que font les enfants et de ce qu'il doit lui-même faire avec eux. Dans cette conception, il n'appartient pas à l'Etat de réprimer les agissements du père, puisque le père est intervenu lui-même comme juge.

Il semble maintenant unanimement admis, à notre époque surtout où, qu'on le veuille ou non, la notion d'Etat se développe et où la notion de famille va souvent en s'amenuisant, que cette conception est périmée.

On est cependant amené à considérer une autre difficulté : ne risque-t-on pas, par une répression maladroite, de détruire la paix des familles ? Ne risque-t-on pas de décourager aussi les bonnes volontés des parents et d'aigrir ceux-ci vis-à-vis de leurs enfants ? Ne risque-t-on pas de susciter chez le père,

qu'on qualifie de coupable et qu'on va punir comme tel, plus d'aigreur et plus d'animosité que d'amour ?

Les délits d'adultère, par exemple, sont de graves atteintes à la moralité publique et intéressent au premier chef l'ordre social car ils risquent de miner les cellules sociales les plus solides : les foyers. Il est pourtant admis dans nos lois que l'époux offensé sera seul juge de l'opportunité d'une poursuite. Dans le même ordre d'idée et pour les mêmes raisons de convenance ne faut-il pas penser que la divulgation au grand jour des agissements de certains parents risque, soit d'avoir un retentissement de nature à causer du scandale, soit de détruire définitivement une unité familiale déjà ébranlée. C'est l'idée qui inspire notamment dans notre droit la législation du délit d'abandon de famille qui ne sera pas poursuivi d'office par le ministère public.

Nous sommes donc en une matière où, pour certains faits au moins, la nécessité d'une réglementation et surtout la nécessité d'une répression ne sont, en aucune façon, une évidence. C'est une difficulté nouvelle pour le législateur. C'est aussi un intérêt nouveau pour le juriste.

2° Historique de la protection de la personne de l'enfant

La question des enfants martyrs est d'ailleurs aussi ancienne que le monde, et c'est pourquoi, avant d'aller plus loin, nous retracerons un bref historique des mesures prises au cours des siècles en vue de cette protection de l'enfance en faisant remarquer avec M. Leloir (1) que : « depuis ce père « des temps héroïques qui, pour avoir laissé cruellement mal- « traiter ses fils par une marâtre, fut puni de la main d'Her- « cule, jusqu'à l'auteur du crime de la rue Vaneau (2), bien « des persécuteurs de l'enfance se sont évertués à couvrir leur « conduite dénaturée du masque de l'autorité paternelle ».

A Rome, cette puissance paternelle est, selon l'expression de M. Demolombe (3) une « espèce de despotisme qui portait l'empreinte de sa sauvage origine ». C'est un pouvoir absolu que le père exerce non seulement dans l'étendue de l'autorité

(1) Cft LELOIR : Etude de la loi de 1898 relative à la protection de l'enfance.

(2) Un des crimes ayant déclenché le mouvement d'opinion qui devait aboutir au vote de la loi du 19 Avril 1898.

(3) Cft, DEMOLOMBE : Traité de la puissance paternelle.

qui lui est dévolue, mais au préjudice de la mère, tant sur la personne que sur les biens de ses enfants. Il en résulte que le père de famille peut à son gré tuer ses enfants, les exposer, les vendre, en réalisant par une vente au profit d'un tiers le prix de leur personne, comme celle d'une bête de somme ; il peut donc à plus forte raison les maltraiter.

Sans doute, avec l'adoucissement des mœurs, vient l'atténuation des rigueurs primitives de ce despotisme paternel, tandis que les jurisconsultes proclament que l'autorité paternelle « doit se manifester par l'affection et non par la dureté ».

C'est ainsi que le droit de vie ou de mort du père sur la personne de ses enfants fut le premier réprouvé par les mœurs, avant même que les empereurs ne s'attachassent à en réprimer l'usage, et n'organisassent, par une série de lois, un système sévère de répression.

A cet égard, tandis qu'Hadrien punit de la déportation un père homicide, Constantin applique à ce crime la peine du parricide. La même sévérité se manifeste à l'égard des parents qui, dans l'exercice de leur puissance, ont commis quelque abus scandaleux :

— Trajan, apprenant qu'un fils avait été maltraité avec excès par son père, punit ce père en l'obligeant à émanciper son enfant. Ceci, pratiquement, équivaut à notre système actuel de déchéance de la puissance paternelle.

— Théodose et Valentinien infligent ce même châtimement à un père qui avait contraint sa fille à la prostitution.

— La même ligne de conduite est suivie par Justinien, vis-à-vis d'un père qui avait exposé et abandonné son enfant. En ce qui concerne cette question de l'exposition et de l'abandon des enfants, il convient d'ailleurs de remarquer que, déjà avant Justinien, Constantin avait décidé qu'en cas d'abandon la puissance paternelle passerait de celui qui aurait abandonné l'enfant à celui qui l'aurait recueilli et élevé.

La civilisation chrétienne est bien entendu arrivée, elle aussi, à améliorer le sort des enfants. Sans doute, dans le bas Empire on voit encore des ventes d'enfants comme esclaves, mais les chrétiens qui vendent leurs enfants sont tenus de les racheter, sous peine de ne plus recevoir les sacrements.

Nous trouvons donc, dans l'ensemble de ces dispositions,

une première ébauche de la répression contre les abandons d'enfants et les violences sur eux exercées, ainsi que de la protection des mineurs dont la moralité est mise en péril par les agissements de leurs parents.

Cependant, ces règles empreintes d'humanité ne pénétrèrent jamais entièrement dans les habitudes du peuple romain. Et le christianisme lui-même, encore empreint des sévérités de la loi mosaïque ne modifia pas sensiblement l'exercice abusif de la puissance paternelle chez les peuples ayant fait partie de l'Empire Romain.

C'est ainsi que nous retrouverons, *dans notre ancienne France*, dans nos pays de Droit Ecrit, ces mêmes tendances et ces mêmes dispositions rigoureuses.

Chez les Germains, le mundium barbare ne différait pas très sensiblement de la patria potestas. Cette conception impliquait notamment ce que les Romains avaient appelé le « jus vitæ necisque ». De même, ni l'avortement, ni l'infanticide n'étaient réprimés (c'est notamment ce que rapporte Tacite). Il faut d'ailleurs reconnaître que ce sont là deux délits qui visent autant la société que l'enfant, et que nous étions à une époque où le problème de la natalité n'inquiétait pas encore les sociétés, tant les familles étaient alors fécondes.

Peu à peu, cependant, comme à Rome et notamment sous la même influence du christianisme, les mœurs s'adoucirent en faveur des enfants. La famille patriarcale se désagrège un peu, elle perd de sa physionomie austère et c'est sur l'intérêt des enfants que se fonde l'autorité paternelle. Le mundium germanique donnera alors naissance à la mainbournie coutumière qui ne comporte plus que les droits nécessaires à assurer la protection des enfants. En même temps, ce pouvoir du père ne dure que tant que l'enfant a besoin d'être protégé. C'est là le trait dominant qui différenciera l'ancien droit coutumier, issu, en grande partie, du droit germanique. Alors que la patria potestas ne tenait pas compte de l'âge de l'enfant mais seulement de la qualité d'alieni juris, la mainbournie disparaît avec la majorité et cette disparition justifie l'adage « puissance paternelle n'a lieu », formule qu'il ne faut, bien entendu, pas prendre à la lettre.

En droit coutumier, le père possède, dans l'intérêt de l'en-

fant, le droit de correction. Il ne doit cependant pas le blesser grièvement et dans cette hypothèse on admet un recours à la justice. C'est à la tendance à la limitation des pouvoirs du père et à l'intervention de l'autorité publique que doit être rattaché le droit de faire incarcérer l'enfant : l'autorité publique va alors se substituer à l'autorité paternelle.

C'est enfin avec le droit coutumier que les parents prennent réellement conscience du devoir qui leur incombe d'élever leur enfant. En aucun cas, l'autorité que la loi reconnaît aux parents ne peut mettre ceux-ci à l'abri de la responsabilité pénale.

Cependant, il ne faut pas exagérer la portée de ces observations. L'opportunité d'une protection efficace de l'enfance ne semble pas être jamais venue à l'idée des rédacteurs de nos anciennes coutumes : ceux-ci n'ont pas cru devoir consacrer comme circonstance aggravante le fait que la victime du délit commis était un enfant au-dessous d'un certain âge. Ils n'ont pas davantage frappé d'un châtement plus sévère le père, le tuteur, le gardien, ou tout autre personne investie d'un droit quelconque sur la personne de l'enfant, qui aurait outrepassé ce droit ou méconnu le devoir de protection qui en est le corollaire indispensable.

Par la suite, *notre Code Civil* devait se ressentir de la double tendance qui avait ainsi persisté tout au long de l'Ancien Régime. Mais bien qu'il se soit inspiré des données ayant prévalu dans notre droit coutumier, il restreint autant que possible la part faite aux principes du droit naturel ; et ses dispositions, consacrant les privilèges de la puissance paternelle, sont l'expression exacte des traditions de la loi romaine conservée intacte à travers les âges.

De même, *notre Code Pénal de 1810* ne s'attache que de façon très superficielle à cette œuvre de protection de l'enfance. Il ne prévoit de sanctions que pour quelques cas particulièrement graves : infanticides, crimes et délits tendant à empêcher ou détruire la preuve de l'état-civil d'un enfant, crimes et délits tendant à compromettre son existence, enlèvement de mineurs.

Ce ne sont donc que des dispositions assez isolées et assez insuffisantes qui figurent dans notre Code Pénal de 1810 en

ce qui concerne la protection pénale des mineurs. Les délits que prévoit ce code ne sont, pour la plupart, que ceux qui existaient dans l'ancien droit. On se préoccupe un peu de ce qui peut nuire à la santé physique de l'enfant, mais on ne se préoccupe guère de ce qui peut nuire à son éducation ou à son instruction.

Il semble encore aux rédacteurs du Code de 1810 que l'éducation incombe à la famille et que la famille remplit effectivement ses obligations. Le libéralisme qui est de règle à cette époque conduit, en droit pénal, à ne pas multiplier les infractions.

Il est surtout regrettable que, même embryonnaire, la protection pénale des mineurs dans le Code de 1810 ne procède pas d'idées générales. On a voulu réprimer tel ou tel fait, mais on n'a pas légiféré en pensant à la situation générale de l'enfance et en recherchant le principe directeur commun qui aurait du inspirer les dispositions éparses.

Aussi, est-on en droit de se demander pourquoi nos Codes du XIX^e siècle ne se sont pas davantage inspirés à ce sujet des lois de la nature et des conditions nouvelles de la vie sociale. On doit, en effet, s'étonner de ce que leurs rédacteurs n'aient pas eu à cœur de les mettre en harmonie avec les nécessités d'éducation et de protection qui s'imposent dans la civilisation moderne en faveur de l'enfance.

Cependant, il est possible de trouver à ces lacunes regrettables, qui devaient être par la suite la cause de si nombreux conflits, de tant de luttes et d'efforts pour la conquête des droits de l'enfance, plusieurs raisons.

— D'une part, l'œuvre qui s'imposait au législateur était alors de trop grande envergure pour lui permettre de régler avec un soin minutieux chaque question dans ses moindres détails.

— On considérait encore que la cellule familiale ne requiert pas l'intervention de l'Etat et on pensait que certaines dispositions légales auraient plus de chance de troubler et de désagréger des familles que de sauver l'avenir des enfants. C'est ainsi qu'on ne prévoyait rien notamment pour remédier à des abus de la puissance paternelle et que rien ne permettait de substituer l'autorité de l'Etat à celle du père.

Cette idée de respect dû à l'autorité de la famille, et, dans la famille, de respect dû à l'autorité du père ou du mari, avait incontestablement des origines dans le droit romain dont l'esprit s'était conservé à peu près intact en pays de droit écrit. Elle cadrerait parfaitement avec la notion d'autorité que le législateur impérial voulait laisser subsister dans la famille et dans l'Etat. On estimait en 1810 que les droits de la famille étaient, comme d'ailleurs ceux de l'individu, supérieurs et préférables à ceux de l'Etat. Non seulement il paraissait inutile de prévoir un contrôle trop serré de la vie familiale, mais encore ce contrôle paraissait dangereux. L'opportunité de tout ce qui touchait aux enfants était, en principe, laissée à l'initiative de ceux qui avaient la puissance paternelle sur ces enfants.

D'ailleurs, il ne faut pas oublier que la situation des familles en 1810 était très différente de ce qu'elle est de nos jours. Le divorce existait depuis peu et n'allait d'ailleurs pas tarder à disparaître. Les familles, parmi les populations rurales surtout, étaient plus stables et plus fécondes que de nos jours. On doit même pouvoir dire que, hors des centres qui avaient été très violemment agités par la période révolutionnaire, la moralité de cette époque était encore supérieure à la nôtre.

De même, la grande transformation sociale qui, au cours du 19^e siècle, va changer la face de la France, ne s'est pas encore opérée. Il n'existe pas encore en 1810 les centres industriels où va apparaître au cours du 19^e siècle la question de la classe ouvrière. La Révolution de 1789 n'a été qu'une révolution politique et il faudra attendre 1848 pour voir la révolution sociale. Aussi, dans un pays dont presque tous les habitants sont des travailleurs ou des artisans, il n'y a pas grand intérêt à légiférer sur le travail des enfants dans les usines, de même que dans ce pays où l'immense majorité des foyers est stable, il n'y a pas encore nécessité à légiférer sur la non représentation d'enfants ou l'abandon de famille.

Heureuse époque et heureux pays, où le Code Pénal pouvait se réduire à l'application de quelques principes de droit naturel.

Enfin, même si des actes intolérables se produisaient assez souvent sous l'ancien régime, il y a toujours eu, et il y aura toujours, semble-t-il, un retard du législateur sur les faits. Or, en

1810, la sensibilité ne connaît pas encore l'éveil que lui donnera le romantisme. Ce n'est qu'un demi-siècle plus tard que la sensibilité plus développée d'un peuple avide d'émotions, en même temps qu'une presse à l'affût de tout ce qui est susceptible d'ébranler le lecteur, se mettront en campagne pour assurer de façon efficace la protection de l'enfance. C'est alors que certains incidents, ayant de jeunes enfants pour innocentes victimes, auront un retentissement profond. Ces mêmes incidents s'étaient cependant multipliés au cours des siècles précédents, car il y a eu de tous temps des crimes honteux ; mais ils étaient alors restés inaperçus, et nul n'avait songé à élever la voix pour réclamer un châtiment exemplaire des coupables.

Et cependant, à la même époque (et ceci n'est plus à la décharge du législateur de 1810), les *législations étrangères*, selon l'expression de M. Pradines (1) « se distinguent par un respect moins étroit de la puissance paternelle ».

C'est ainsi que l'on voit s'implanter dans les mœurs populaires d'Allemagne, du Danemark et de Norvège, sous l'influence de cette attention plus grande accordée aux droits de l'individu, l'obligation de l'enseignement primaire et diverses dispositions du même esprit tendant à assurer le développement matériel et moral de l'enfance.

Le même courant d'idées se manifeste en Angleterre où les conditions particulières de vie amènent à se préoccuper de la protection de l'enfance dans le travail industriel. M. Tallou (2) rapporte d'ailleurs que, bien auparavant déjà, en vertu d'un ancien Bill « le Lord Chancelier, chef de toutes les familles du Royaume Uni, a la faculté de déléguer la puissance d'un père de famille indigne à un étranger ». Par la suite de nouvelles dispositions vont assurer à l'enfant plus de sécurité en imposant aux parents de nouvelles obligations :

— Obligation de faire vacciner leurs enfants.

— Obligation de leur faire donner l'instruction élémentaire.

Peu à peu se dégageait, ainsi que le droit moderne, une notion d'autorité, supérieure à celle du père de famille, lui imposant des charges nouvelles, sous la double influence de l'in-

(1) Cf : PRADINES. Etude sur les limites de la **puissance paternelle** dans les législations étrangères : Bulletin de législation comparée, Février 1880.

(2) Cf : TALLOU. Manuel pratique et commentaire de la loi du 19 Mai 1874 sur le travail des enfants et des filles mineurs dans l'industrie.

térêt de l'enfant et de l'ordre public. Aussi, notre pays, ne pouvait rester inactif en présence de cette œuvre de protection qui s'imposait.

D'ailleurs, l'évolution des conditions de vie, et en particulier l'organisation de la grande industrie, *nécessitaient une réforme et une adaptation de notre système législatif aux mœurs nouvelles.*

Bien des résistances devaient s'élever, au nom, disait-on, « des droits sacrifiés de la puissance paternelle ». Mais l'opinion publique avait été alertée, elle allait entraîner la proclamation de principes nouveaux tendant à concilier les devoirs de respect et d'obéissance de l'enfant vis-à-vis des parents avec les obligations des parents vis-à-vis des enfants eux-mêmes. Ces principes, bien que violemment combattus, se transformèrent rapidement en propositions de lois traçant aux pères de famille des devoirs, et leur imposant des obligations pour l'instruction et la protection de leurs enfants. Les premières, des dispositions sur l'instruction primaire obligatoire, furent présentées devant les Assemblées ; et en 1874, lors de la discussion du projet qui devait aboutir au vote de la loi du 19 Mai 1874 sur le travail des enfants et des filles mineures, M. E. Tallou pouvait s'écrier dans son rapport à l'Assemblée Nationale :

« Deux principes dominent cette matière : d'abord les sentiments d'humanité que nous impose la loi morale ; en second lieu le devoir, le droit même de la Société, de protéger tous ses membres ».

« La liberté humaine est supérieure à la liberté du travail, elle arme légitimement la loi pour la répression des atteintes portées au développement naturel des facultés morales et de la constitution physique de l'enfant... ».

« Et, à Dieu ne plaise que nous voulions diminuer le respect de l'enfant, pour son père, ni amoindrir la force des institutions domestiques ; mais nous voulons faire disparaître l'abus que fait le père du travail de son enfant, l'exploitation impie à laquelle il se livre pour grossir son bien-être personnel ou assouvir ses passions. Cet abus, cette exploitation le dépouille lent de la puissance paternelle dont il a méconnu les devoirs. La Société est alors investie de la tutelle de l'enfant par la nécessité même de protéger son existence ou sa moralité... ».

Dès lors, l'attention de tous était éveillée : elle devait tendre à assurer à l'enfant, dans toutes les circonstances, le maximum de protection que réclament sa faiblesse et son inexpérience. L'opinion publique alertée devait rester prompte à s'émouvoir ; et, lorsque se renouvelèrent des incidents scandaleux, elle fut unanime à réclamer une peine sévère pour les coupables et une organisation méthodique de la répression. C'est ainsi que s'élabora peu à peu, à l'occasion de situations pitoyables signalées par l'indignation générale, tout notre système répressif actuel : pour ne citer qu'un exemple, la loi du 19 Avril 1898 sur la répression des violences, voies de fait, actes de cruauté et attentats commis envers les enfants, doit ainsi le jour à un ensemble de circonstances et en particulier à deux affaires retentissantes, l'affaire Borlet en 1891 et l'affaire Grégoire en 1896, qui soulevèrent l'opinion et amenèrent le vote de la loi.

De même, un certain nombre d'enlèvements retentissants ont amené le législateur à promulguer la loi du 14 Février 1937.

De même, aussi, la gravité sans cesse croissante en France du problème de la natalité l'a conduit à modifier les textes relatifs à l'avortement et à l'infanticide.

Lentement, un droit nouveau s'est donc constitué à la faveur des événements de la vie de chaque jour et a pénétré profondément dans les mœurs de notre pays. Il n'est plus contesté à l'heure actuelle, que l'autorité des parents doit, dans certaines circonstances, être enfermée dans de justes limites. On a reconnu à l'Etat, au nom de l'ordre public et de la mission de protection dont il est investi à l'égard de tous, un droit de tutelle sur l'enfance ; celle-ci est désormais en droit, dans certains cas bien déterminés, de voir ses intérêts défendus et sauvegardés par la Société.

C'est sur la base de ces principes qu'ont pu être successivement édictées :

— La loi du 23 Décembre 1874 sur la protection des enfants du jeune âge (modifiée par le décret-loi du 30 Octobre 1935).

— La loi du 28 Mars 1882 sur l'obligation scolaire (modifiée par la loi du 11 Août 1936).

— La loi du 24 Juillet 1889 sur les enfants maltraités ou moralement abandonnés.

— La loi du 19 Avril 1898 sur la répression des violences,

voies de fait, actes de cruauté et attentats commis envers les enfants.

— La loi du 11 Avril 1908 concernant la prostitution des mineurs.

— La loi du 1^{er} Octobre 1917 sur la répression de l'ivresse publique (art. 6 et 7).

— La loi du 7 Février 1924 sur l'abandon de famille, modifiée le 23 Août 1942.

Et toute une série de lois sur le travail des enfants.

Comme nous le faisons observer plus haut, ces différentes lois se placent directement au point de vue de la répression ; par suite, elles se sont pour la plupart incorporées non point au Code Civil, mais mieux au Code Pénal de 1810 qui ne renfermait à ce sujet que les dispositions essentielles concernant l'infanticide et l'abandon des enfants nouveaux-nés ; elles ont modifié et complété le Code Pénal en créant de nouveaux délits et en assortissant chacun d'une juste sanction et d'un sévère châtiement.

Sur ce terrain de la répression, on peut donc dire que depuis 1840 le législateur poursuit sa tâche sans relâche. Et diverses propositions déposées sur le bureau des Chambres ainsi que que la promulgation de certaines lois récentes démontrent clairement que cette protection de l'enfance est encore à l'heure actuelle en France l'objet de soins constants.

C'est ainsi qu'en Décembre 1935 s'instituait à la Chambre des Députés un débat passionné sur la question de l'enlèvement des mineurs. De même, plus récemment encore, la réforme de nos lois sur l'obligation scolaire témoigne du soin de toujours améliorer et perfectionner notre système législatif dans le sens de cette protection.

Dans cette tâche, d'ailleurs, nos législateurs ont été de tout temps largement secondés par nos Tribunaux. Pour tout délit de ce genre, en effet, la loi fait appel aux magistrats du Parquet en leur attribuant des fonctions importantes. C'est le Ministère Public qui a la délicate mission de veiller, en vertu des principes généraux sur l'action publique, à la répression des crimes et délits commis contre l'enfance ; il joue de plus, de par la volonté même du législateur, un rôle important dans les mesures de déchéance qui peuvent être prises contre les pa-

rents. Les magistrats du Parquet apparaissent donc comme spécialement désignés pour veiller sur les mineurs et au besoin agir au nom de la Société.

Cette mission, le Ministère Public l'accomplit sans faiblir. Et c'est pourquoi nous pourrons, au cours des chapitres à venir, invoquer à l'appui des textes législatifs une jurisprudence constante et nombreuse. Nos magistrats ont compris la nécessité d'une intervention énergique ; ils ont su tirer parti des textes mis à leur disposition pour assurer la juste mais sévère répression que méritent ces crimes tout particulièrement honteux qui tendent à compromettre l'existence ou la valeur morale de l'enfance.

3° Délimitation du sujet - Plan

C'est donc l'étude de ces crimes et délits contre l'enfance que nous nous sommes donnée pour but.

Nous venons de voir comment, par des transformations successives, sous l'influence des mœurs et des progrès de la vie sociale moderne, ont évalué les règles générales applicables à la puissance paternelle et ses dérivés pour assurer la juste punition de tous ceux qui se font les persécuteurs de l'enfance.

Nous avons énuméré l'ensemble des textes législatifs qui rendent possible cette répression, en signalant tout ce que ces lois avaient d'imprécis dans leur origine.

Nous aurons à relever, en même temps que leur utilité dans le présent, la voie qu'elles ouvrent pour l'avenir : ainsi que nous nous en apercevrons bientôt, en effet, ces dispositions constituent un système trop fragmentaire, fait de pièces et de morceaux rapportés, dont la juxtaposition laisse apparaître des lacunes regrettables auxquelles il faudrait au plus tôt remédier.

C'est pourquoi, après en avoir ainsi précisé le principe, nous allons nous attacher à l'étude de cette protection de l'enfance pour voir comment et dans quelles mesures l'enfant est protégé, pour apprécier l'opportunité des mesures prises, indiquer les points defectueux de notre système actuel et signaler l'aspect des réformes qui s'imposent.

Pour ce faire, nous reprendrons l'un après l'autre, pour

les examiner dans le détail, chacun des textes qui concourent à assurer cette protection, étudiant ainsi en eux-mêmes les délits qui peuvent être commis contre les mineurs : nous rechercherons quelles sont les conditions nécessaires pour que le fait incriminé puisse être considéré comme tombant sous le coup des lois pénales ; en même temps, nous préciserons quelles en seront les conséquences.

Comme nous l'avons dit, c'est uniquement sur le terrain de la loi pénale que nous allons examiner la protection de l'enfance.

Certes, il n'y a pas que des lois pénales qui soient de nature à réaliser la protection des mineurs. L'essentiel, et le plus important, dans nos sociétés, consisterait à prévenir les fautes et négligences diverses commises envers les mineurs : c'est la protection préventive qui est peut-être l'aspect le plus urgent du problème.

Toutefois, ce problème de la protection préventive ne prendra pas place dans le cadre de notre étude. Nous ne cherchons pas, en effet, à étudier les directives données par la loi à ceux qui ont charge d'enfants. Nous ne cherchons pas davantage à examiner la substitution de l'Etat aux parents dans les diverses hypothèse où le rôle de ceux-ci risque d'être mal ou incomplètement rempli. Nous nous bornons seulement à étudier les manquements aux devoirs et obligations qu'imposent la présence et l'existence des enfants.

Non point certes, que le problème de la protection préventive soit dépourvu d'intérêt. Il présente, au contraire, des aspects très divers :

En premier lieu, plus encore que pour la protection repressive, on doit se demander si la protection préventive est opportune. La protection repressive, dans la plupart des cas, répond à des nécessités exigées à la fois par le droit naturel et par la morale. S'il lui arrive de soulever des conflits entre l'autorité de l'Etat et celle de la famille, ces conflits sont, heureusement d'ailleurs, assez rares. Mais il en est tout autrement de la protection préventive. Celle-ci, en effet, a presque toujours pour effet de déposséder la famille, ou d'autres personnes ou organismes ayant autorité sur l'enfant, de droits et de prérogatives qui devraient pouvoir rester les leurs. C'est donc, chaque

fois que la protection préventive s'exerce, un conflit qui s'élève et on voit donc toute la difficulté que pose le problème de l'opportunité d'une protection préventive.

En second lieu, et comme son nom l'indique, la protection préventive, si elle est efficace, permettra de faire diminuer le nombre des délits. En ce sens, et mise à part la difficulté précédente, c'est peut-être la protection préventive qui est la protection idéale dans l'hypothèse où elle est conciliable avec les droits de la famille. C'est en tous cas vers cette protection que semblent s'orienter les législations modernes des Etats qui se sont occupés du problème de l'enfance. Mieux vaut, en effet, éviter les chances de délit que d'assurer une bonne répression de ces mêmes délits.

Ainsi donc, nous ne voulons en aucune façon sous-estimer l'intérêt ou la portée d'une étude de la protection préventive ; mais, c'est uniquement une étude de la législation répressive que nous avons entreprise. Ce ne sont que des problèmes de droit pénal que nous voulons aborder et nous nous bornons donc à étudier les conséquences des crimes ou délits *commis* envers les enfants.

Nous aurons d'ailleurs l'occasion de parler d'une institution qui tient à la fois de la protection préventive et de la protection répressive : la déchéance de la puissance paternelle. Cette déchéance constitue à la fois une peine matérielle (privation du droit de jouissance légale) et morale (privation du droit de garde) et une mesure de sauvegarde destinée à soustraire l'enfant à un milieu qui lui est néfaste.

Suivant quel plan allons-nous aborder l'étude de ces différents délits ? Nous avons vu, en effet, que les différentes mesures prises, ont été le fruit du hasard et des circonstances. Par suite, il est difficile d'en faire un ensemble cohérent et de trouver le fil conducteur ayant guidé tous ceux qui ont participé à cette tâche. Si nous passons en revue les différentes dispositions adoptées depuis 1810, nous voyons qu'elles concernent :

- L'avortement.
- L'infanticide.
- La sauvegarde de l'état-civil de l'enfant.
- Les enlèvements, abandons et expositions d'enfants.

- La protection du premier âge.
 - Les brutalités dont les enfants peuvent être les victimes.
 - La garantie de l'obligation scolaire.
 - L'excitation des mineurs à la débauche et les attentats à la pudeur.
 - L'abandon de famille.
- De même, on a réglementé le travail des enfants :
- Dans l'industrie.
 - Dans les professions ambulantes.

On a procédé à l'élaboration de ces différentes lois, sans idée directrice. Les premiers textes étaient contenus dans le Code Pénal de 1810, les autres ont fait l'objet de lois postérieures qui sont venues compléter ou modifier la législation primitive. Cependant, si l'on revoit les textes d'un peu plus près, il apparaît qu'ils tendent à assurer :

- La protection de la *personne juridique* du mineur (sauvegarde l'état-civil de l'enfant).
- La protection de la *personne physique* du mineur (avortement, infanticide, enlèvement, abandon, exposition d'enfants, brutalité dont les enfants peuvent être les victimes).
- La protection de la *personne morale* du mineur (obligation scolaire, excitation à la débauche, attentats à la pudeur).
- La protection du patrimoine de l'enfant.
- La protection contre ce que l'on peut appeler l'*exploitation économique* de la personne de l'enfant (réglementation du travail des enfants).

Ces cinq aspects différents embrassent, en effet, l'ensemble des mesures prises, en y introduisant plus de clarté. D'autre part, c'est bien à ces différents points de vue qu'il y a lieu d'assurer la protection de l'enfant : celui-ci est avant tout un être vivant, et il a droit à se voir conserver l'existence qu'il a reçue ; mais il est en même temps, un être intelligent et si l'on prend soin de son corps, il est de beaucoup plus important de prendre soin de son âme et de la diriger dans le chemin de la perfection morale ; c'est un individu qui a des droits qu'il importe de sauvegarder, or la base de la sauvegarde des intérêts juridiques de l'individu est une personnalité bien établie par une identification exacte ; enfin, il importe de mettre l'enfant hors de l'atteinte de ceux qui seraient portés à abuser de sa

faiblesse et de son inexpérience, ou d'en tirer parti, par ce que M. Talou appelle une « exploitation impie », pour grossir d'un supplément de salaire leur bien-être personnel, ou pour servir leur passion. D'ailleurs, cette classification a été unanimement approuvée par tous ceux qui se sont consacrés à cette étude.

Aussi, nous y rallierons-nous, et l'adopterons-nous comme plan. Cependant, avant d'aller plus loin, nous sommes amenés à formuler trois observations.

1° - Nous laissons délibérément de côté la protection de la personne juridique de l'enfant, c'est-à-dire l'étude des crimes et délits tendant à empêcher ou détruire la preuve de l'état-civil d'un enfant.

Les articles 343, 346, 347 et 348 du Code Pénal, modifié en ce qui concerne l'article 345 par la loi du 13 Mai 1863 étudient :

— Les cas de « suppression d'un enfant, de substitution d'un enfant à un autre ou de supposition d'un enfant à une femme qui ne sera pas accouchée ».

— L'ommission des déclarations prescrites par les articles 55, 56 et 58 du Code Civil pour « la personne qui a assisté à un accouchement, qui a trouvé un enfant nouveau-né ou qui a porté à un hospice un enfant au-dessous de l'âge de 7 ans accomplis ».

Ces différentes hypothèses ne présentent, en effet, que bien peu d'intérêt :

— D'une part, elles exigent un tel concours de circonstances qu'elles sont en pratique très difficilement réalisables.

— D'autre part, un crime de ce genre est très difficilement découvert : par suite, ce n'est que bien rarement que nos Tribunaux ont à se prononcer sur de semblables cas d'espèce.

La jurisprudence étant ainsi restreinte en cette matière, il faudrait se borner à un commentaire très strict des textes du Code Pénal et nous n'avons pas jugé utile de le comprendre dans notre étude.

2° - En ce qui concerne la protection de la personne physique de l'enfant, nous n'envisageons pas l'hypothèse de l'avortement. Puisque nous laissons de côté la protection de la personne juridique de l'enfant, nous supposons dans tous les cas que l'enfant a un état-civil bien déterminé rendant possible, en toutes circonstances, son identification. Il faut donc pour

cela que l'enfant ait vécu. Mais si nous posons comme condition indispensable que l'enfant ait vécu, pour cela même nous éliminons délibérément la question de l'avortement, puisque le fait de l'existence de l'enfant, ne fût-elle que momentanée, est la caractéristique différenciant l'infanticide de l'avortement.

3° - Nous laisserons, aussi, de côté la protection contre l'exploitation économique, qui relève davantage de la législation du travail que du droit pénal.

Nous aborderons donc l'étude de la personne de l'enfant en supposant :

1° - Que l'enfant est vivant.

2° - Que l'enfant possède une personnalité juridique bien déterminée, caractérisée par un état-civil régulièrement constitué, conformément aux règles prescrites.

Nous étudierons, ces observations préliminaires étant formulées :

— Dans une première partie, les crimes et délits tendant à compromettre l'existence de l'enfant.

— Dans une deuxième partie, les crimes et délits portant atteinte à la personne morale de l'enfant.

— Dans une troisième partie, les délits commis contre le patrimoine du mineur.

Nous examinerons, enfin, dans une conclusion, les idées générales qui dominent un certain nombre des mesures législatives concernant les délits commis contre les mineurs.

PREMIÈRE PARTIE

Crimes et Délits contre la personne physique
des mineurs

Introduction de la Première Partie

L'enfant qui a été appelé à vivre est en droit, du seul fait de sa naissance, de se voir conserver l'existence, sans que ceux qui ont reçu la mission de l'élever puissent se dérober à cette tâche. Ses premières années doivent être entourées du maximum de garanties qui lui permettront de grandir et de se développer, en dépit de sa faiblesse et de tous les germes morbides qu'il a pu apporter en naissant ; il ne faut pas davantage que la brutalité et les mauvais instincts de son entourage viennent compromettre sa croissance par de mauvais traitements ou la privation des soins les plus élémentaires.

Dans cette première partie consacrée à l'étude des crimes et délits tendant à compromettre l'existence de l'enfant, nous envisagerons :

Dans un premier chapitre : l'infanticide.

Dans un second chapitre : l'abandon et l'exposition de l'enfant.

Dans un troisième chapitre : la protection des enfants du premier âge.

Dans un quatrième chapitre : les actes de violence et de cruauté envers l'enfant.

Dans un cinquième chapitre : les enlèvements de mineurs.

CHAPITRE PREMIER

L'Infanticide

En raison de l'importance des considérations historiques auxquelles ce délit doit donner lieu, nous diviserons ce premier chapitre en deux sections :

Section I : Aperçu historique et considérations d'ordre social.

Section II : Etude du délit.

SECTION I

Aperçu historique - Considérations d'ordre social

L'homme naît faible et débile, et au cours de sa longue enfance périrait mille fois si la tendre sollicitude d'une mère n'environnait son berceau de soins assidus. Et il n'est pas superflu de constater ici que, tandis que la seule vue d'un enfant excite déjà dans tout cœur humain un vif intérêt, le « tout-petit » est le plus souvent, pour sa mère, l'objet de cet attachement ardent, profond, incomparable, que toutes les langues désignent par la même appellation : « l'amour maternel ».

D'où vient donc que l'on voit, malgré ce, tant de mères dénaturées se défaire de leur enfant ? L'infanticide est de tous les crimes celui qui choque le plus la nature humaine : en contre partie et en dépit de l'horreur qu'il inspire, il est de tous les crimes celui qui reste le plus souvent impuni.

Certains ont recherché la cause de ce désordre dans la corruption générale des mœurs. Pour d'autres, si l'infanticide a sa principale cause dans la démoralisation, il a surtout son principal mobile dans l'intérêt.

Mais il convient de signaler une source non moins profonde de ce désordre, résidant dans les lois elles-mêmes qui organisent la répression : celles-ci sont, tour à tour, ou trop indulgentes et par suite trop favorables à ces agissements criminels, ou,

au contraire, trop rigoureuses et par suite inefficaces, leur application étant éludée du fait de leur rigueur excessive.

Ceci provient de ce que, en matière d'infanticide, nous nous trouvons en présence des conceptions législatives les plus divergentes :

— d'une part, nous trouvons les systèmes législatifs ne contenant à ce sujet aucune disposition spéciale. Ce crime reste, en ce cas, soumis aux règles du droit commun : il sera simplement considéré comme un assassinat ou comme un meurtre suivant qu'il y aura ou non préméditation, et assorti des pénalités prévues par les textes généraux dans l'un et l'autre cas.

— d'autre part, un grand nombre de législations érigent l'infanticide en délit spécial. Elles lui attribuent un caractère à part du fait que l'homicide est pratiqué sur un nouveau-né. Mais elles s'opposent les unes aux autres, faisant de cette dernière circonstance tantôt un élément d'aggravation, tantôt une cause d'atténuation du crime.

Et il ne faut pas s'étonner de ces divergences qui ne font que refléter l'évolution des idées et de la morale sur cette même question de l'infanticide, évolution présentant elle aussi un caractère singulier.

— Tantôt le châtement de ce crime procède d'un sentiment de sévérité et d'indignation contre celui qui tue un être faible et sans défense, placé à raison même de sa faiblesse sous la protection de la Société.

— Tantôt, au contraire, il s'inspire d'un sentiment de pitié pour la fille-mère, odieusement trompée parfois, qui ne cherche à se débarrasser de son enfant que pour cacher son déshonneur.

C'est cette double évolution des mœurs et des lois qu'il convient donc en premier lieu de retracer en un bref historique, avant d'en arriver à l'étude détaillée de notre système actuel. Nous relèverons ainsi comment, au cours des siècles, nos législateurs ont conçu l'infanticide et organisé sa répression, avant que le meurtre de l'enfant nouveau-né ne soit devenu criminel et considéré de ce fait comme un homicide.

L'infanticide est, depuis que le monde est monde, le fait au sujet duquel la loi pénale a le plus souvent varié. Cela prouve,

sans doute, que les législations sont toutes imparfaites et que rien d'absolu ne doit être fait.

On peut dire, d'une façon générale, que le meurtre de l'enfant nouveau-né n'a pas été de tous temps considéré comme un fait répréhensible : la plupart des législations anciennes ne contiennent aucune disposition à ce sujet.

— C'est ainsi que la *loi de Moïse* ne renferme de dispositions que sur l'avortement volontaire, en faisant cependant une distinction essentielle : si l'avortement avait eu lieu depuis l'animation du fœtus, la femme qui se l'était procuré était punie de mort ; si l'avortement était intervenu avant cette première manifestation de vitalité, il restait par contre impuni. Distinction arbitraire et bizarre, qui ne faisait dépendre la criminalité du fait, ni du dommage causé à la société, ni de l'intention de l'auteur du délit, mais uniquement du moment où il était commis.

— Chez les *Egyptiens*, la peine du père qui avait fait périr son enfant consistait à rester exposé trois jours entiers aux regards du peuple, tenant en ses bras le corps de sa victime.

Mais, chez la plupart des peuples primitifs, l'infanticide revêt le caractère de meurtre par besoin : on tue les nouveau-nés, comme les vieillards, pour diminuer le nombre des bouches inutiles, et on sacrifie de préférence les filles parce qu'elles sont plus que les garçons, à la charge de leurs familles. Il ne faut donc pas rechercher de lois réprimant l'infanticide chez les peuples où il était ordonné de mettre à mort les enfants mal conformés.

— C'est ainsi qu'à *Sparte*, l'infanticide ne prendra que très tard un caractère social, alors que les enfants débiles ou contrefaits (qui auraient été, de ce fait, à charge à la Patrie) étaient jetés dans la fondrière.

— Il ne faut pas davantage chercher de système repressif chez les *Romains*, tant que le droit de vie ou de mort sur les enfants, reste l'un des attributs essentiels du *pater familias*. Par la suite, la qualification de « parricide » embrassera tout homicide volontaire commis sur les divers membres de la famille, y compris, semble-t-il, l'homicide commis par la mère sur son enfant (1). Il faudra cependant attendre la législation

(1) Cette qualification elle-même semble ne devoir s'appliquer qu'au meurtre de l'enfant adulte.

des Empereurs Chrétiens pour avoir une aggravation de la répression, et pour voir la peine de mort prononcée indistinctement contre l'infanticide et l'avortement. C'est enfin avec le code de Justinien qu'apparaît la distinction entre l'infanticide et le meurtre ordinaire, distinction fondée sur la faiblesse de l'enfant.

— A la même époque, dans les *coutumes des Germains*, l'infanticide est également considéré comme un crime, tandis que chez les Francs Saliens le meurtre d'un enfant de moins de douze ans n'est puni que d'une simple amende.

— *Les anciens Capitulaires*, s'inspirant de la législation germanique, assimilent l'infanticide à un homicide volontaire, puis, cédant au courant qui s'étendait à tous les pays d'Europe, érigent en crime « sui generis » le meurtre commis par la mère sur son enfant nouveau-né.

Nous voyons ainsi, peu à peu, se dégager une législation propre à l'infanticide ; cependant pour arriver à un système logique dans sa conception, nous devons attendre l'*édit d'Henri II, en février 1556*, qui fut considéré, lors de sa promulgation, et demeura longtemps comme un modèle de sagesse et de prévoyance. Cet édit faisait un devoir à chaque fille enceinte de faire une déclaration de sa grossesse : disposition éminemment sage, dont le but était de prévenir le crime en attirant l'attention et éveillant la surveillance sur celles qui seraient tentées de le commettre. En vertu de cet édit, deux circonstances font réputer la femme coupable et la font condamner au dernier supplice (1) :

— C'est, d'un part, la dissimulation de la grossesse et de l'accouchement.

— C'est, en outre, la privation du baptême et de la sépulture chrétienne (2).

Henri III, par l'édit de 1585, puis Louis XIV, par la déclara-

(1) C'était en général, la peine de la potence. Cependant, un très ancien arrêt condamne la femme convaincue d'infanticide à être brûlée vive.

(2) Cette disposition semble d'une extrême rigueur, car le prononcé de la peine de mort paraissait dans bien des cas uniquement fondé sur de simples présomptions. Mais la jurisprudence sut apporter de nombreux tempéraments et l'Édit se révéla dès lors comme ayant les plus heureux effets, apportant selon l'expression d'un vieux juriste : « une solide barrière à l'incontinence à une époque où le nombre des hôpitaux pour enfants trouvés était restreint et où la facilité des mœurs n'avait pas encore toléré les filles-mères ». (Quelques idées sur l'infanticide, 1823, Levêque, Avocat à Montpellier).

ration de 1708, maintinrent en vigueur l'arrêt de 1556, en ordonnant sa publication de trois mois en trois mois, dans tout le royaume, au prône des messes paroissiales : moyen ingénieux qui tendait à prévenir le crime par le rappel incessant de la peine, en ajoutant à la sanction de la loi la force de la religion.

Cependant, d'un bout à l'autre de l'Europe, une évolution n'allait pas tarder à se manifester car le besoin d'une législation plus douce se faisait sentir : partout le relâchement des mœurs avait multiplié cette sorte de crime, tandis que par d'habiles stratagèmes tout concourait à en assurer l'impunité. L'Angleterre, la première, promulgua une loi que l'on ne devait pas hésiter à qualifier de « brevet d'impudence », puisqu'il suffisait, pour que la mère fût absoute, qu'un seul témoin vînt déposer qu'elle avait accouché d'un enfant mort ; à la même époque, en Prusse, le Code Frédéric se déclara ouvertement le protecteur des filles-mères ; seule, la législation danoise sut garder une plus juste mesure en édictant (1776) que la fille-mère qui aurait caché sa grossesse serait condamnée à la détention temporaire si l'enfant vivait, tandis que serait prononcée contre elle la détention perpétuelle, si l'enfant était mort.

— Chez nous, l'Edit d'Henri II devait rester en vigueur jusqu'à la Révolution, tempéré par la jurisprudence, tandis que se multipliaient les fondations d'hôpitaux destinés à recueillir les enfants trouvés. Mais, *en 1791*, par suite de l'absence de dispositions spéciales à son sujet, l'infanticide entra dans les qualifications générales du meurtre et de l'assassinat, ce qui eut pour conséquence immédiate la ruine complète du système de l'Edit de 1556 :

En effet, d'une part, les déclarations de grossesse n'étaient plus obligatoires.

D'autre part, l'infanticide n'étant plus un crime spécial, sera purement et simplement puni comme meurtre ou comme assassinat suivant qu'il y aura ou non préméditation.

Le relâchement des mœurs qui suivit la période révolutionnaire sut tirer parti des facilités résultant d'un semblable système. Si bien, qu'après 20 ans de discussions publiques et de lois transitoires, il fallut arrêter les progrès de la criminalité et protéger l'enfant contre ses meurtriers. Et il convient de

noter ici la situation particulière des rédacteurs du Code Pénal qui furent obligés, pour frapper juste, de frapper fort.

— Avec les articles 300 et 302 du Code Pénal, l'infanticide est à nouveau placé dans une catégorie exceptionnelle, assimilé comme le parricide à l'assassinat, et puni de mort dans tous les cas, sans distinguer les personnes, les motifs, ni les circonstances. La seule cause d'aggravation du crime résulte alors de la qualité de la victime : le fait que la mort a été donnée à un nouveau-né paraît suffisant pour justifier le prononcé de la peine de mort.

La question de la préméditation n'entre pas en ligne de compte. Il n'est pas davantage tenu compte de la personnalité de l'auteur du crime : peu importe, pour qu'il y ait application de la peine capitale, que l'auteur ait été le père, la mère de l'enfant ou un étranger, puisque l'infanticide est défini : « le meurtre d'un enfant nouveau-né ».

Une telle rigueur allait provoquer une réprobation générale et permettre aux criminels de se dérober à un tel châtiment (1).

On allait, en effet, rencontrer une extrême indulgence de la part des jurés ; ceux-ci, ne pouvant qu'opter entre la peine de mort ou l'acquittement, préféraient, le plus souvent, rendre des verdicts négatifs plutôt que de prononcer une peine leur paraissant exorbitante. Aussi, une réaction devait bientôt se dessiner et aboutir au vote de textes permettant certaines atténuations.

Il est intéressant de noter ici que toutes les modifications qui ont été apportées à la législation de l'infanticide tiennent compte davantage, peut-être, des imperfections du système de

(1) Nous relevons dans une étude en date de 1823 : « Quelques idées sur l'infanticide », par Levesque, Avocat à Montpellier, la justification suivante d'une telle attitude :

« Si la loi doit la blâmer (l'indulgence des jurés), il lui faut cependant l'attribuer tout entière à sa propre rigueur. L'expérience a prouvé, en effet, que les grands crimes emportant la peine de mort sont moins réprimés que les crimes moins graves, et cela parce que la nature humaine se révolte à l'idée de frapper plus sévèrement qu'il ne le mérite l'individu convaincu d'un crime. Que la loi se relâche de sa rigidité, qu'elle devienne humaine, indulgente même et elle sera appliquée avec franchise et fermeté. Pourquoi négliger les leçons de l'expérience ? Si l'infanticide est le crime de l'honneur, réprimez-le par l'infamie. Que la mère dénaturée soit enfermée pour toujours, et que sa honte, tant qu'elle vivra, reçoive la plus grande publicité. Une telle peine sera autant ou plus répressive que la peine de mort. D'un côté, elle met la coupable hors d'état de commettre des crimes pareils et, de l'autre, l'exemple de son châtiment prolongé toute sa vie, aura plus d'effet cent fois que celui d'une peine instantanée.

« Ainsi, en modérant sa rigueur, la loi ne trouvera plus qu'une exécution franche et facile ; elle aura le double avantage de multiplier les châtiments et d'en rendre l'exemple plus efficace ».

répression que constitue le jury de la cour d'assises que de l'imperfection du texte légal lui-même qui réprime l'infanticide. Nos législateurs, depuis le Code Pénal, et jusqu'au 25 Novembre 1941, n'ont, en effet, jamais voulu toucher à la cour d'assises et se sont contentées de légiférer sur les diverses infractions.

C'est ainsi, qu'en 1824, il fut édicté que la peine portée par le Code Pénal contre *la mère* coupable d'infanticide pourrait être, par l'admission en sa faveur des circonstances atténuantes, abaissée à la peine des travaux forcés à perpétuité, une telle réduction de peine ne pouvant jouer en faveur d'aucun autre individu.

Il y a d'ailleurs là quelque chose de choquant : le Code de 1810 se ralliait délibérément à la théorie selon laquelle l'infanticide est un meurtre commis avec cette circonstance aggravante que la victime est un être sans défense. On a voulu punir à la fois le meurtre proprement dit et la lâcheté avec laquelle ce meurtre est commis. Or, cette lâcheté est manifestement plus grave encore lorsque c'est la mère qui tue l'enfant. Il y aurait en outre, contre la mère, une raison de plus d'être sévère, car non seulement la mère commet un crime en tuant un enfant, mais elle viole un devoir d'assistance, qui devrait être sacré à ses yeux, en tuant son propre enfant.

Si on croit utile de légiférer sur l'infanticide, il faut manifestement admettre soit que le meurtre de l'enfant nouveau-né est un meurtre plus grave que les autres, soit que ce meurtre est plus facilement excusable. Le Code de 1810 a adopté la première idée ; le législateur est donc assez mal inspiré en 1824, d'adoucir les pénalités encourues par la mère sans modifier le caractère dominant général de ces pénalités. Il est vrai que tout en admettant, en principe que l'infanticide était plus grave que le meurtre ordinaire, le législateur voyait déjà que dans certaines circonstances il doit être largement excusé. C'est la difficulté de concilier à la fois le besoin de sévérité et la nécessité de pouvoir faire preuve parfois d'une très large indulgence qui provoqueront les hésitations législatives dont nous allons avoir un peu plus loin à parler.

On a peut-être cherché une solution opportune. Il n'est pas certain qu'on y soit parvenu, mais il faut avouer qu'on semble avoir sacrifié la solution purement juridique.

Une nouvelle modification fut apportée à ce système repressif par la loi du 28 Avril 1832 : *toute personne* accusée d'infanticide était, sous l'empire de ce texte, passible de la peine de mort, mais le châtement pouvait être moindre du fait de l'octroi des circonstances atténuantes, sans cependant pouvoir jamais être inférieur à 5 ans de travaux forcés.

C'est encore là une modification qui, à son heure, a peut-être pu justement paraître opportune ; il ne semble cependant pas qu'elle corresponde à des notions très juridiques. En 1832, le bénéfice des circonstances atténuantes tel que l'a imaginé la loi de 1863 n'existait pas encore. On a donc, à la fois, en matière d'infanticide, des sanctions plus sévères qu'en matière de meurtre ordinaire et une possibilité plus grande de ne pas appliquer ces sanctions. On ne sait donc pas encore si l'infanticide doit être plus sévèrement puni ou plus facilement excusé que le meurtre ordinaire.

D'ailleurs, les deux réformes de 1824 et de 1832, quel que soit le sentiment d'opportunité qui ait animé leurs rédacteurs, se révèlent aussi inefficaces l'une que l'autre : elles ne parviennent pas à éviter l'impunité de l'infanticide.

Vers la même époque, l'infanticide devenait peu à peu un fléau social. Le 19^{me} siècle a vu les progrès de l'immoralité, il a vu l'affaiblissement du sens religieux, il verra, à partir de 1884 les progrès extrêmement rapides du divorce. Tous ces phénomènes d'ordre moral, joints à la transformation sociale, joints à cette misère dans laquelle commence à vivre le prolétariat, multiplient le nombre des filles-mères abandonnées. Par là, les cas d'infanticide deviennent plus nombreux. Si ce n'est pas dans les classes pauvres que les naissances sont les plus rares, c'est malheureusement là que les cas de séduction ou d'abandon des filles-mères sont les plus nombreux. La classe pauvre s'accroît en nombre au 19^{me} siècle, notamment dans les grandes agglomérations industrielles qui s'organisent et le nombre des infanticides suit une évolution dans le même sens.

En même temps et pour des raisons plus complexes, le problème de la natalité va se poser en France. Immédiatement la question de l'infanticide revêt un aspect social qui efface l'aspect juridique. On va, dès lors, en présence du nombre crois-

sant des infanticides et du préjudice croissant qui en résulte pour la nation, imaginer une répression nouvelle : le système de l'indulgence en faveur de la mère, que consacra le texte du 21 Novembre 1901. En même temps, la loi de 1901 consacre le principe que l'infanticide n'est jamais plus grave que le meurtre ou l'assassinat ordinaire.

Nous allons étudier le régime du 21 Novembre 1901 : C'est cette loi qui a d'abord prévu et donné la définition actuelle de l'infanticide : « l'infanticide est le meurtre ou l'assassinat d'un enfant nouveau-né ». Elle a également prévu la répression de la manière suivante : le coupable autre que la mère, est puni des peines de l'assassinat (mort) s'il y a eu préméditation, ou du meurtre (travaux forcés à perpétuité) s'il n'y a pas eu préméditation. Si le coupable est la mère, elle sera punie dans la première hypothèse des travaux forcés à perpétuité et dans la seconde des travaux forcés à temps.

Ce système prévoyait donc une solution plus indulgente en faveur de la mère, une véritable excuse atténuante ; il prévoyait, cependant, que les co-auteurs ou complices de la mère, seraient punis des peines applicables à l'assassinat ou au meurtre. C'était là une dérogation aux règles générales de la complicité.

Ce système a reçu la critique de ne pas faire de distinction entre la mère légitime ou la mère naturelle. C'était peut être un tort de ne pas faire une situation plus bienveillante à la fille-mère qui veut cacher son déshonneur qu'à la femme mariée qui veut tout simplement se soustraire sans excuse aux charges de la maternité. Il est vrai que le jeu des circonstances atténuantes laissait aux Cours d'Assises la possibilité de descendre très bas dans l'échelle des peines (2 ans de prison à la place des travaux forcés à temps).

Cette loi apparaissait comme un adoucissement des peines prévues autrefois à l'ancien article 302. L'expérience avait montré qu'en punissant l'infanticide de peines plus sévères que le meurtre ordinaire les criminels étaient le plus souvent impunis, tant il était facile d'obtenir un verdict négatif des jurés. On espérait donc qu'en prévoyant des peines moins sévères, ces peines, au moins, seraient appliquées. C'était encore une illusion et les Cours d'Assises furent toujours libérales : à

mesure que la moralité publique s'abaissait, le niveau moral des jurys s'abaissait aussi.

En 1901, l'indulgence en faveur de la mère pouvait aussi avoir un autre motif ; nous avons vu que les cas d'abandon des filles-mères s'étaient manifestement multipliés au cours du 19^{me} siècle. On était donc naturellement conduit à excuser plus facilement des femmes dont on voyait plus souvent la détresse : par là, on excusa toutes les mères.

Cependant, le système de 1901 apparaît encore comme une œuvre d'opportunisme.

Le législateur s'est-il réellement beaucoup préoccupé de la question de savoir si l'infanticide était plus ou moins grave que le meurtre ordinaire ? Ce n'est pas certain. Mais il s'est manifestement ému du nombre croissant des infanticides et de la faiblesse constante de la répression.

Malgré cela, la loi de 1901 a été comme les précédentes incapable de limiter l'accroissement du nombre des infanticides.

Sous ce régime, comme sous les divers régimes précédents, la gravité des peines effraya encore les jurés, et les Cours d'Assises rendaient souvent des décisions faisant preuve d'une indulgence exagérée.

C'est alors qu'un essai nouveau et hardi a été tenté par la loi du 2 Septembre 1941. On a soustrait l'infanticide à la compétence des Cours d'Assises qui avaient si souvent montré leur incapacité à le réprimer et on a prévu une peine de 3 à 10 années d'emprisonnement qui sera prononcée seulement par les Tribunaux Correctionnels. En même temps, on étendait ces mesures à tous les auteurs du délit et on arrivait au texte répressif suivant : « Toutefois, l'auteur principal ou complice de « l'assassinat ou du meurtre d'un enfant nouveau-né sera puni « d'un emprisonnement de 3 à 10 ans et d'une amende de « 10.000 à 100.000 francs. Le Tribunal pourra, en outre, prononcer l'interdiction des droits mentionnés à l'article 42 du « présent Code pour une durée de 10 à 20 ans et l'interdiction « de séjour pendant le même temps ».

Le principe se trouve donc consacré que le meurtre d'un enfant nouveau-né est moins grave et doit être moins sévèrement puni que le meurtre ordinaire, car c'est souvent une infraction qui a pour but de sauver l'honneur de la mère (dit-on).

En réalité, nous l'avons dit, le législateur du 2 Septembre 1941 n'a peut-être pas recherché quelle était la portée sociale ou philosophique du texte qu'il promulguait ; il s'est, à notre avis, contenté de voir qu'il donnait aux juges correctionnels, en qui il a confiance, les pouvoirs de repression qu'il redoutait de laisser aux jurés.

Examinons quel est le sens exact de la loi de 1941.

Il est clair, maintenant, que l'infanticide est moins sévèrement puni que le meurtre ordinaire. Après un certain nombre de variations depuis le Code de 1810, notre droit a peu à peu admis pleinement cette idée.

Cependant, il faut peut-être se poser la question d'une autre façon : l'infanticide est-il moins sévèrement puni que le meurtre ordinaire parce qu'il est moins grave ? Logiquement, il faudrait pouvoir répondre oui. Il ne semble pourtant pas qu'en 1941 l'affirmative soit la réponse du législateur. L'indulgence que mérite la femme abandonnée ou la fille-mère coupable d'un infanticide qui est quelquefois nécessaire pour sauver son honneur, pour sauver même son avenir tout entier, était assez facilement dans le cadre des thèmes habituels du 19^{me} siècle. C'était tout à fait dans l'esprit des romantiques mais c'était manifestement un argument que rejetaient trop facilement les jurés des Cours d'Assises. De nos jours, au contraire, on s'est justement ému de tous les délits qui touchent à la famille et à la natalité. On se plait volontiers, surtout depuis que la politique familiale est à l'ordre du jour, à souligner l'importance sociale et nationale de problèmes tels que celui de l'infanticide : on ne tend certainement pas, avec cette politique, à sous estimer la gravité de l'infanticide.

Il semble donc bien que ce n'est pas parce qu'on veut le considérer comme moins grave que le meurtre ordinaire que l'infanticide est puni moins sévèrement que ce crime. La raison de l'atténuation des peines est certainement en premier lieu la défiance que le législateur de 1941 montrait à l'égard du jury de la Cour d'Assises. Ce jury ne correspondait peut être pas toujours à une élite, ni du point de vue de l'intelligence, ni du point de vue de la moralité. Il se laissait souvent impressionner par l'hypothèse de la disproportion entre la peine prévue par la loi en l'absence de circonstances atténuantes et les excuses

partielles que ne manquait pas d'exagérer l'accusé. Il en résultait un déséquilibre que les défenseurs exploitaient et qui entraînait un verdict négatif. Cette erreur de raisonnement du jury avait en grande partie pour cause un défaut de pondération de ce collège de 12 citoyens. Elle s'explique cependant un peu par cette circonstance que le jury statuait sur la culpabilité séparément de la Cour qui statuait sur l'application de la peine. Le jury avait peur que la Cour le suive mal ; il avait le droit de déclarer qu'il y « a des circonstances atténuantes » mais il ne savait pas bien, ou ne comprenait pas bien, de quelle façon la Cour allait tenir compte de ces circonstances atténuantes.

En dehors de cette défiance certaine du législateur de 1941 pour le jury, il y a peut-être aussi une raison qui explique la correctionnalisation : on ne pouvait pas, par le jeu des circonstances atténuantes, aller au-dessous de 2 ans de prison. Manifestement la pénalité nouvelle de 3 à 10 ans et de 10.000 à 100.000 francs d'amende, avec le jeu des circonstances atténuantes peut n'être que de 6 jours de prison ou de 16 francs d'amende. Ainsi donc c'est une répression à la fois ferme et souple, qui sera celle de l'infanticide. On réalisera à la fois la bienveillance qui est parfois nécessaire, et la fermeté, et même la sévérité, qui peuvent se traduire par 10 ans de prison. On peut, à la fois, infliger sans l'appareil tapageur de la Cour d'Assises, une légère peine d'emprisonnement si les circonstances atténuantes la justifient ou aller jusqu'aux dix années de prison qui, par leur sévérité, ne sont pas éloignées des travaux forcés.

Enfin les raisons pratiques d'administration de la justice incitent à déférer le plus possibles de délinquants devant les juges correctionnels.

On est seulement étonné de cette peine d'emprisonnement supérieure à 5 années. En effet, jusqu'à ces dernières années, il n'existait d'équivalent dans nos codes qu'en matière d'avortement, lorsque le délit revêt le caractère de délit d'habitude.

Pourquoi cette nouvelle peine ? A vrai dire, c'est peut-être parce que l'échelle des peines était un peu étroite. Il n'y avait pas de raison bien sérieuse pour ne pas appeler réclusion et pour traiter d'une façon spéciale l'emprisonnement de 5 à 10 ans ; différence de traitement qui est d'ailleurs plus apparente

que réelle et qui, depuis les difficultés auxquelles se heurte l'administration pénitentiaire depuis 1940, a même complètement disparu en pratique. Signalons, d'ailleurs, que pareille peine de 10 ans de prison est prévue, depuis le décret du 30 Octobre 1935, par l'article 405, par exemple. Elle l'est aussi, en matière d'usurpation de titres de fonctionnaires ayant des pouvoirs de police, avec la loi du 17 Octobre 1943 qui a modifié l'article 259 du Code Pénal.

Il est d'ailleurs possible que si la réforme du 25 Novembre 1941 avait été réalisée quelques mois plus tôt la législation sur l'infanticide n'aurait peut-être pas été modifiée. Le contact des trois magistrats sur les six jurés et l'ascendant incontestable qu'ils vont désormais exercer en fait, sinon en droit, au cours de la délibération éviteront à l'avenir des verdicts contraires à la fois à la morale dans leur conséquence et au bon sens dans leurs termes mêmes.

Disons enfin, que le législateur, pour toutes les raisons que nous avons essayé d'analyser, avait été amené à correctionnaliser l'avortement qui était dans le Code 1810 puni de la réclusion.

SECTION II

Etude du délit

Eléments constitutifs de l'infanticide

1° - *Homicide*. — La question est intéressante lorsque l'enfant n'était pas né vivant. Si les violences ont été exercées sur un cadavre que l'on croit vivant, la jurisprudence et la doctrine ont été longtemps unanimes à dire qu'il ne pouvait pas y avoir homicide volontaire. Ce serait un cas de délit impossible. Remarquons, en passant, qu'en Allemagne il a été jugé que celui qui frappe un enfant mort en le croyant vivant est coupable d'un infanticide. Quoi qu'il en soit, si l'enfant doit, chez nous, être né vivant, rien n'exige qu'il soit né viable. En réalité, tout être vivant, même s'il ne vit que pendant quelques instants, a droit à la vie. Un procédé souvent usité pour rechercher si l'enfant a vécu est de rechercher s'il a respiré. (Ce n'est pas cependant un critérium absolu). D'ailleurs, il ne s'agit pas né-

cessairement de la vie extra-utérine, et le meurtre de l'enfant naissant doit être aussi qualifié infanticide. C'est, en effet, un fait qui doit être puni et il ne peut être puni des peines de l'avortement car la délivrance de la mère a été naturelle.

2° - *Enfant nouveau-né.* — S'il y a eu meurtre ou assassinat d'un enfant qui n'est plus à sa naissance, il n'y a plus infanticide mais meurtre ou assassinat ordinaire. Mais la loi ne donne pas de définition de l'expression « enfant nouveau-né ».

Dans la discussion de la loi de 1901, on avait proposé au lieu de l'expression « nouveau-né », celle « au moment de la naissance ». Cette modification n'a pas été retenue. On est donc dans l'obligation, pour définir le mot « nouveau-né » de se référer à la jurisprudence antérieure à 1901. Il y a là, d'ailleurs, quelque chose de choquant car cette jurisprudence s'est formée au moment où la qualité de nouveau-né de la victime du meurtre était une circonstance aggravante.

Sous le régime du Code Pénal on avait donc admis (Cassation 24 Décembre 1835, B. 438 ; 14 Avril 1837, B. 114) qu'il y avait infanticide tant que le crime pouvait faire disparaître les traces de l'enfant : c'est-à-dire pendant le délai de 3 jours pendant lequel la naissance doit être déclarée. C'est là, malheureusement, une limite trop absolue. Si la notoriété de la naissance n'est pas prouvée, il doit y avoir infanticide même après ce délai de trois jours. En réalité, il y a là une question de fait sur laquelle la jurisprudence s'est assez mal prononcée par suite du mécanisme de la procédure devant les Cours d'Assises. Il y aura peut-être désormais, devant les tribunaux correctionnels un autre critérium de la qualité de nouveau-né.

3° - *Intention de donner la mort* : le fait matériel de l'homicide ne suffit pas, il faut que cet homicide soit volontaire. Cette nécessité de l'intention a d'ailleurs donné lieu à de nombreuses difficultés car la mort d'un nouveau-né peut souvent paraître naturelle. A l'heure actuelle, si l'infanticide a été commis par une simple imprudence ou une maladresse, il n'est réprimé que par l'article 319.

Les circonstances spéciales qui ont pu accompagner la grossesse ou l'accouchement sont des présomptions mais ne

sont pas des preuves. Aussi, dans de nombreux cas, en l'absence de preuves suffisamment certaines, et par suite de la sévérité des peines, les jurys répondaient « non » à la question de culpabilité. C'est la raison pour laquelle, afin d'éviter certains acquittements, des Parquets avaient pris l'habitude de correctionnaliser et de poursuivre soit sur le terrain de l'article 319, soit sur celui de l'article 345, soit même sous l'inculpation de défaut de déclaration de naissance ou d'inhumation non autorisée. Au reste, la jurisprudence admettait, sous l'empire du Code Pénal, que la personne acquittée du chef d'infanticide pouvait être poursuivie correctionnellement sous l'une des préventions ci-dessus (Cassation 8 Janvier 1892, S. 92-1-168 ; 3 Août 1855, S. 56-1-82).

En ce qui concerne la répression, quelques remarques restent à faire :

D'abord la loi du 14 Septembre 1941 a décidé que le bénéfice du sursis ne serait jamais appliqué en matière d'infanticide. On a voulu, peut-être, se méfier des juges correctionnels comme on s'est méfié des jurés.

Ensuite, il nous faut signaler la déchéance de puissance paternelle. Celle-ci, par application de l'article 1^{er} de la loi du 24 Juillet 1889, modifiée par celle du 17 Juillet 1927, était automatique tant que l'infanticide était un crime. Elle n'est plus que facultative depuis la loi du 12 Septembre 1941.

Signalons aussi, que la préméditation ne joue plus sur la qualification ou sur la nature de la peine applicable. Elle ne jouait pas sous l'empire du Code Pénal, mais jouait avec la loi de 1901. Elle ne joue plus désormais que dans l'application des peines par le juge.

Signalons enfin que, si l'infanticide a été commis par omission, il constitue non le délit prévu par la loi du 2 Juillet 1941, mais le délit beaucoup plus général prévu par l'article 4 (second alinéa) de la loi du 25 Octobre 1941. Cette loi n'entre pas dans le cadre de notre étude car elle ne vise pas spécialement les enfants.

CHAPITRE II

Abandon et exposition d'enfants

L'enfant, nous l'avons vu, a droit à la vie. Il a droit à ce que cette vie soit protégée dès la conception et qu'elle le soit au moment de la naissance. Il a le droit, par la suite, d'être protégé tant qu'il n'est pas, par lui-même, en mesure d'assurer sa propre défense et de veiller lui-même à sa propre sécurité et à sa propre conservation.

C'est ainsi que le Code Pénal avait fait un délit du fait de se soustraire volontairement à la garde que l'on doit avoir d'un enfant de moins de sept ans. Il prévoyait, dans son article 349, que « ceux qui auront exposé et délaissé en un lieu solitaire un enfant au-dessous de l'âge de sept ans accomplis, ceux qui auront donné l'ordre de l'exposer ainsi, si cet ordre a été exécuté, seront, par ce seul fait, condamnés à un emprisonnement de six mois à deux ans et à une amende de 16 à 200 francs ». Dans son article 352, il prévoyait que « ceux qui auront exposé et délaissé en un lieu non solitaire un enfant au-dessous de l'âge de sept ans accomplis, seront punis d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de 16 à 100 francs ». En outre, les articles 350 et 353 préoyaient et réglaient les circonstances aggravantes résultant de la qualité de l'auteur de l'infraction ; l'article 351 prévoyait, dans l'hypothèse de l'abandon et de l'exposition en un lieu solitaire, l'éventualité de circonstances aggravantes résultant des conséquences dommageables du délit. Enfin, dans une autre disposition, l'article 348 du Code Pénal, dès sa rédaction première, prévoyait le délit qui consiste à abandonner à un hospice un enfant qu'on est dans l'obligation de soigner.

Ces textes présentaient diverses lacunes : en ce qui concerne la nature même des faits incriminés on exigeait à la fois, l'abandon et l'exposition alors que la simple morale condamnerait l'un ou l'autre de ces deux actes.

On ne prévoyait non plus pas de circonstances aggravantes pour un abandon en lieu solitaire lorsque cet abandon n'entraînait qu'une simple maladie de durée temporaire.

Une autre lacune consistait aussi à ne pas se préoccuper des conséquences dommageables du délit commis en un lieu non solitaire, lacune mise en lumière dans une affaire Grégoire qui motiva une proposition de loi Odillon Barot, le 16 Janvier 1897. Enfin, les formules employées étaient pour la plupart un peu rigides tant en ce qu'elles visaient les « tuteurs ou tutrices, instituteurs ou institutrices », qu'en ce qui concerne « l'enfant audessous de l'âge de sept ans accomplis » ou ceux qui ont « donné l'ordre » de commettre le délit.

La loi du 19 Avril 1889 a, partiellement du moins, comblé ces lacunes. C'est l'ensemble des dispositions de l'article 348 et des nouveaux articles 349 à 353 (tels qu'ils résultent de la loi du 18 Avril 1898), que nous allons examiner.

Délit de l'article 348. — Nous ne nous attarderons guère sur ce délit pour lequel le texte de l'article 348 se suffit à lui-même et ne soulève pas d'équivoque :

« Ceux qui auront porté à un hospice un enfant au-dessous de l'âge de sept ans qui leur avait été confié pour qu'ils en prissent soin ou pour toute autre cause, seront punis d'un emprisonnement de six semaines à six mois et d'une amende de 16 à 50 francs. Toutefois, aucune peine ne sera prononcée s'ils n'étaient pas tenus ou ne s'étaient pas obligés de pourvoir gratuitement à la nourriture et à l'entretien de l'enfant, et si personne n'y avait pourvu ».

Ce délit frappe donc un abandon d'enfant commis d'une façon particulière : l'abandon à un hospice.

Les éléments constitutifs de ce délit sont les suivants :

1°) Il faut que l'enfant ait été confié à l'auteur du délit. Le mot confié doit être pris, comme tous les termes d'un texte pénal, dans un sens étroit. Ceux qui ont en fait la garde effective d'un enfant ne sont pas nécessairement ceux à qui cet enfant est « confié ». Ainsi les père et mère d'un enfant ne sont pas susceptibles de tomber sous le coup de l'article 348 (S. 1844-1-317 et S. 1835-1-80).

L'article 348 s'applique seulement aux personnes auxquelles

l'enfant a été confié pour en prendre soin ou pour toute autre cause. Il s'agit donc de celles qui se trouvent chargées de l'enfant en une autre qualité que celle dont sont investies les personnes ayant autorité sur l'enfant. Il en résulte que les père et mère ne sont pas visés par l'article 348 (Cr. 7 Juin 1934). La jurisprudence a même décidé que l'article 348 ne s'applique pas au tiers qui a porté l'enfant à l'hospice sur l'ordre du père ou de la mère.

2°) Il faut que l'enfant ait été porté à l'hospice. S'il a été porté en un autre lieu, il peut y avoir abandon ou exposition d'enfant au sens des articles 349 et suivants, mais il n'y aura pas le délit de l'article 348.

3°) L'enfant doit avoir moins de sept ans. Nous allons voir plus loin que les articles 349 et suivants visent, depuis leur modification par la loi du 19 Avril 1898, des agissements sur des personnes incapables, à raison de leur faiblesse, « de se protéger » elles-mêmes. Ici il ne s'agit que d'un cas spécial de cette incapacité : l'âge de moins de sept ans.

Qu'elle est la raison de cette différence ? Peut-être est-ce un oubli du législateur du 19 Avril qui aurait négligé de mettre le texte de l'article 348 en harmonie avec le nouveau texte des articles suivants. Peut-être aussi la différence est-elle volontaire : en effet, le délit de l'article 348 n'est guère susceptible, en fait, d'être commis autrement que sur de jeunes enfants. Une répression plus large ne serait cependant pas illogique mais demeurerait certainement d'une portée pratique assez restreinte.

La loi suppose, sans doute, qu'à partir de l'âge de sept ans, l'enfant est capable de donner, sur les personnes qui sont en droit de le réclamer, des renseignements assez précis pour éviter les conséquences du délit de l'article 348.

4°) Le coupable doit avoir été tenu de pourvoir par lui-même à l'entretien de l'enfant abandonné. C'est là une disposition qui ne se rencontrera plus dans les articles 349 et suivants. La différence est facilement explicable car le délit de l'article 348 ne vise qu'un abandon sans conséquence sur la vie physique de l'enfant et par là assez bien admissible chez certaines personnes, alors que toute personne douée du sens

moral le plus élémentaire ne pourra que réprouver l'abandon ou l'exposition au sens des articles 349 et suivants.

Disons enfin que les complices de l'abandon d'un enfant à un hospice ne sont pas l'objet d'un texte particulier, mais sont dans la situation générale visée par l'article 60 du Code Pénal.

Délits des articles 349 à 353. — Les articles 349 à 353 modifiés par la loi du 19 Avril 1898 incriminent le fait d'exposer ou de délaisser un enfant ou un incapable « hors d'état de se protéger par lui-même à raison de son état physique ou mental ».

L'article 348 vise uniquement le tiers qui s'est chargé de l'enfant moyennant des conditions qui ont été exactement remplies. Si la personne à laquelle l'enfant était remis s'était chargée gratuitement de cet enfant, elle tombe sous le coup de l'article 348. Dans le cas où une rémunération quelconque a été stipulée, il n'y a délit que si les conditions de la rémunération sont remplies. En effet si elles ne sont pas remplies, l'enfant entre dans la catégorie des enfants « abandonnés » admissibles dans les hospices.

Ces textes répriment les faits d'exposition (exposer ou faire exposer) et de délaissement (délaisser ou faire délaisser). Il convient donc, avant toute étude de préciser et de définir les mots « délaisser » et « exposer ». Délaisser un enfant, lisons-nous dans Garaud, c'était, avant 1898, l'abandonner sans s'être assuré qu'il a été recueilli ou sans avoir la certitude qu'il va être recueilli. C'était la définition qu'avait élaborée la jurisprudence. C'est celle qu'a reprise, au cours des travaux parlementaires, le rapporteur de la loi de 1898. Délaisser un enfant, selon la jurisprudence, c'est cesser ou interrompre les soins ou la surveillance dont cet enfant a encore besoin. Exposer un enfant selon le même auteur, c'est le déposer dans un lieu autre que celui où se trouvent les personnes obligées de le soigner, c'est le placer dans un lieu autre que celui que son état réclame. Dans le système du Code Pénal, le délit consistait à se rendre coupable à la fois de l'exposition et du délaissement. Le fait, par exemple, de remettre à un voisin ou à un ami, et de disparaître ensuite pour ne plus revenir, n'était pas punissable car il y avait délaissement mais non exposition.

L'un ou l'autre de ces deux actes ne constituait jamais l'infraction. La loi de 1898 a séparé les deux faits mais n'en a pas modifié la nature. Elle aboutit à un système beaucoup plus prévoyant que celui du Code Pénal puisqu'elle sanctionne à la fois les deux obligations qui incombent à toute personne à qui un enfant a été confié.

Dans le système de la loi nouvelle, l'élément matériel du délit est donc l'un ou l'autre des deux éléments dont la co-existence était nécessaire. C'est un système qui est plus repressif et plus prévoyant puisqu'il sanctionne tout manquement grave aux devoirs de surveillance.

La gravité des délits d'abandon ou d'exposition d'enfant dépend, bien entendu, des circonstances dans lesquelles les faits ont été commis. Ce sont ces hypothèses qui ont fait distinguer le délit de l'article 349 et celui de l'article 352.

Délit de l'article 349. — Outre l'exposition ou le délaissement, les éléments constitutifs sont les suivants :

1°) Lieu solitaire. Le texte ne donne pas de définition du « lieu solitaire ». Les tribunaux ont, bien entendu, leur pouvoir d'appréciation : il en résulte qu'ils tiendront souverainement compte des circonstances. Le même lieu sera selon les circonstances solitaire ou non solitaire : ainsi un corridor de maison d'habitation, une rue, une place publique. C'est ce pouvoir d'appréciation que soulignait à la Chambre M. de Folleville, rapporteur de la loi en 1898. Certains auteurs paraissent admettre des présomptions : tout délaissement commis de nuit sera, souvent, présumé solitaire ; cependant, cette présomption n'a rien d'absolu car elle serait alors en contradiction avec le pouvoir d'appréciation des tribunaux répressifs. Un bon critérium du caractère « solitaire » du lieu du délit est la gravité du risque que court l'enfant de ne pas être recueilli.

2°) Incapacité par la victime de se protéger elle-même. Le Code Pénal limitait la protection aux enfants de 7 ans. C'est sur la proposition de M. Béranger au Sénat, que l'on adopta la formule plus large « hors d'état de se protéger par eux-mêmes ». C'est un nouveau pouvoir d'appréciation donné au Tribunal qui devra juger si le sujet est en mesure de suppléer par lui-même au défaut de garde. Signalons ici que, dans les

législations étrangères, seules l'Italie et l'Espagne ont paru demeurer fidèles au critérium de l'âge.

3°) Élément moral. Pour que l'acte de délaissement ou d'exposition soit un délit il faut que son auteur l'ait commis uniquement dans le but de se soustraire aux soins qu'exige l'entretien ou la garde de l'enfant. L'article 349 ne réprime ni l'acte qui a pour but de faire disparaître l'enfant (ce serait la suppression d'enfant), ni l'acte qui a pour but de le faire périr (ce serait alors un meurtre ou un infanticide). Cependant, la Cour de Cassation (31 août 1855) a estimé que dans certaines circonstances une exposition d'enfant pouvait être en même temps une tentative d'infanticide.

Délit de l'article 352. — Il diffère de celui de l'article 349, outre l'échelle des pénalités, en ce qu'il est commis dans un lieu « non solitaire ». Il n'en diffère que par cet élément. Bien entendu, les tribunaux ont ici encore leur pouvoir d'appréciation en ce qui concerne le lieu « non solitaire ».

Points communs aux deux articles 349 et 352

1°) Complicité. Nous savons, d'une part, que la complicité est, en règle générale, régie par les articles 59 et 60 du Code Pénal. Sont réputés complices ceux qui auront « provoqué » l'action ou « donné » des instructions pour la commettre par « dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables ». L'article 349 et l'article 352 ont adopté une autre formule à la fois plus précise et plus simple ; ils déclarent punissables ceux qui ont « fait » délaisser ou exposer un enfant.

On pourrait, à première lecture, croire que l'ordre de commettre un délit constitue chez celui qui le donne, un abus d'autorité de nature à constituer une complicité. Mais, en réalité, les articles 349 et 352 voient dans le mot « fait » non seulement une injonction impérative du supérieur à son inférieur, mais aussi une simple invitation, faite et acceptée, de commettre le délit. C'est ce que les criminalistes appellent un « mandat ». Celui qui a donné l'ordre est toujours punissable, même si cet ordre n'a été accompagné d'aucune manœuvre de la nature

de celles énoncées en l'article 60. Le rapporteur du projet de 1898 à la Chambre, s'était exprimé en ces termes sur la complicité : « Une exception aux principes généraux de la complicité est à signaler en cette matière. La provocation est punissable même lorsqu'elle s'est traduite par une simple invitation à abandonner l'enfant sans même être accompagnée de dons, promesses, menaces, abus d'autorité, machinations ou artifices coupables exigés par l'article 60 pour constituer la complicité légale en droit commun. C'était là déjà un régime spécial consacré par la disposition de l'article 349 ancien, qui punissait, à titre distinct, le fait de donner l'ordre d'abandonner en un lieu solitaire un enfant, si cet ordre avait été exécuté. Il y a lieu d'étendre la même règle au cas d'un abandon dans un lieu non solitaire et de la sanctionner sous forme plus brève et plus nette par les mots « ceux qui ont fait exposer ou délaisser ».

Outre que la formule nouvelle a mieux défini l'esprit qui doit animer la répression, elle a eu le mérite de faire disparaître une différence inconcevable entre le délit commis en un lieu solitaire et le délit commis en un lieu non solitaire, car le texte applicable au second délit ne prévoyait pas de complicité autre que celle de l'article 60.

2°) Circonstances aggravantes résultant de la qualité de l'agent. Sous l'empire des textes anciens des articles 350 et 353, les circonstances aggravantes ne résultaient que de la qualité de « tuteur » ou d' « instituteur ». Dans les travaux préparatoires on avait expliqué qu'il y avait de la part de ces personnes-là, outre le délit proprement dit, une sorte d'abus de confiance. Cette idée était juste mais la formule des articles 350 et 353 était malheureuse car elle ne visait pas tous ceux que l'idée de l'abus de confiance pouvait atteindre. Elle ne visait même pas tous ceux qui étaient seulement chargés de la garde de l'enfant. Depuis la loi de 1898 la formule est plus heureuse puisqu'elle vise tous ceux qui ont autorité sur l'enfant.

D'une manière générale, le texte des articles 350 et 353 vise tous ceux qui, en fait ou en droit, doivent garder et surveiller un enfant. C'est aussi la situation du ménage irrégulier qui élève l'enfant de l'un des concubins comme on élèverait

un enfant légitime. Cette solution est d'autant plus justifiée que l'enfant de l'un des concubins risque souvent, dans ces sortes de ménages, de se trouver en butte à la jalousie du nouvel amant de sa mère ou de la nouvelle maîtresse de son père.

Bien entendu, c'est au moment où les faits se passent que doit s'apprécier la qualité de l'agent. Il n'y aura pas de circonstance aggravante si la qualité de personne ayant autorité sur l'enfant n'a pas été préalable au délit. Il n'y en aura pas non plus, si cette qualité a été acquise au cours des faits qui constituent le délit. C'est ainsi que si les parents de l'enfant remettent ce dernier à un tiers avec mission de l'abandonner, le délit de ce tiers n'est pas susceptible de tomber sous le coup des circonstances aggravantes car les parents, auxquels ce tiers prête son concours, sont encore ceux qui ont autorité sur l'enfant. Il y a d'ailleurs dans cette solution, une dérogation à la règle de l'article 59 sur la complicité. La combinaison des articles 349 et 352 ne laisse aucun doute sur cette dérogation.

Sanctions pénales

C'est en fonction des conséquences dommageables que va se mesurer, dans chaque hypothèse, la sévérité de la répression.

Voici un tableau résumant les pénalités :

Abandon en un lieu non solitaire

Abandon en un lieu solitaire

Code Pénal		Loi du 19 Avril 1898	
Fait commis par une personne quelconque	Fait commis par un tuteur ou instituteur	Fait commis par une personne quelconque	Fait commis par personnes désignées à l'article 350
<i>Fait simple.</i> Prison : 6 mois à 2 ans Amende : 16 à 200 francs	Prison : 2 à 5 ans Amende : 50 à 400 francs	Prison : 1 an à 3 ans Amende : 16 à 1.000 francs	Prison : 2 à 5 ans Amende : 50 à 200 francs
»	»	Maximum	Maximum
<i>Incapacité de plus de 20 jours.</i>			Travaux forcés à temps
<i>Infirmité permanente.</i>	Réclusion	Réclusion	Peine du meurtre
<i>Mort causée sans intention de la donner</i>	Peine du meurtre	Peine du meurtre	
	Prison : 3 mois à 1 an Amende : 16 à 100 francs	Prison : 3 mois à 1 an Amende : 16 à 200 francs	Prison : 6 mois à 1 an Amende : 25 à 200 francs
<i>Fait simple.</i>			
<i>Incapacité de plus de 20 jours.</i>	»	Prison : 1 à 5 ans Amende : 16. à 2.000 francs	Réclusion
<i>Infirmité permanente.</i>	»	»	»
<i>Mort causée sans intention de la donner</i>	»	Travaux forcés à temps	Travaux forcés à perpétuité

Ajoutons enfin à ce tableau, la peine accessoire de la déchéance de la puissance paternelle que motivent ou que peuvent motiver les condamnations pour abandon ou exposition d'enfant. Nous en dirons un mot au chapitre de conclusion en sensiblement les mêmes que dans la loi de 1874.

CHAPITRE III

Infraction à la Législation de la Protection des Enfants en bas âge

Vers la seconde moitié du 19^{me} siècle, le législateur n'a pas manqué de s'apercevoir de ce que l'une des causes de la dépopulation dont commençait à souffrir la France résidait dans la mortalité des jeunes enfants. C'est alors que la loi du 23 Décembre 1874 organisa la protection de ces enfants. Cette loi a été modifiée peu après sa promulgation par celle du 27 Février 1877, puis, de nos jours, par l'un des décrets du 30 Octobre 1935. Elle a été enfin remplacée par celle du 16 Décembre 1942 qui régit actuellement la matière. La loi du 16 Décembre 1942 édicte un certain nombre de prescriptions. Craignant que ces prescriptions qui, au moins dans certains milieux sociaux, ne sont considérés que comme des atteintes à la paix des familles, ne restent lettre morte, elle les assortit pour la plupart de sanctions pénales.

Voici une série d'infractions érigées en délits.

Nous allons donc examiner ces divers délits : Ce sont les titres IV et V de la loi du 16 Décembre 1942 qui régissent la protection des enfants.

Le plan de la loi, beaucoup plus net que dans la loi de 1874, va régler notre étude.

I. — Placement des enfants en nourrice

a) Obligation des parents :

1°) Faire à la mairie de leur domicile une déclaration : Cette obligation est sanctionnée par un emprisonnement de 6 jours à 6 mois et d'une amende de 200 à 3.600 francs.

2°) En outre, remettre à la nourrice le carnet de santé de l'enfant.

3°) Enfin, ne pas maintenir l'enfant chez une nourrice in-

terdite par l'inspecteur de la santé. Cette interdiction est sanctionnée par un emprisonnement de 6 à 10 jours.

b) *Obligations de la nourrice ou la gardienne qui reçoit un enfant chez elle :*

1°) Posséder un certificat du maire constatant sa moralité.

2°) Posséder un certificat du médecin constatant qu'elle présente des garanties d'hygiène suffisantes et éventuellement qu'elle est apte à allaiter.

Ces deux obligations sont sanctionnées, en cas de fausse déclaration ou de fausse énonciation, par les peines de l'article 155 (emprisonnement de une année à 4 années).

3°) Faire en mairie une déclaration.

Le défaut de cette déclaration est sanctionné par une peine de 6 jours à 6 mois de prison et de 200 à 3.600 francs d'amende.

c) *Obligations de ceux qui prennent chez eux une nourrice :*

En faire la déclaration en mairie.

d) *Obligations des personnes se plaçant comme nourrice :*

Justifier qu'elles sont aptes à allaiter et que leur enfant n'a plus besoin d'être allaité (sauf exception).

Les deux dernières séries d'obligations (paragraphe c et d) sont sanctionnés par une amende de 75 à 180 francs.

La loi prévoit en outre un contrôle des nourrices et des nourrissons par le médecin inspecteur de la santé. Ce médecin a le pouvoir de suspendre ou de supprimer l'allaitement.

Elle prévoit aussi la tenue dans les mairies des registres destinés à recevoir les déclarations dont nous avons parlé.

II. — *Etablissements concourant à la protection*

Dans son titre V la loi prévoit une sanction pénale sévère (amende 200 à 3.600 francs et en cas de récidive emprisonnement de 6 à 15 jours) contre ceux qui exercent, sans autorisation, la profession de directeur d'un bureau de nourrices.

III. — Parmi ses dispositions diverses la loi de 1942 soumet au secret professionnel les personnes collaborant à la protection

de la maternité et de la première enfance. En outre, pour faciliter l'exécution du rôle dévolu à chacune de ces personnes, elle punit d'une amende de 200 à 3.600 francs (sans préjudice éventuellement des peines du délit de rebellion) tous ceux qui ont mis les « fonctionnaires » et agents qualifiés par la loi dans l'impossibilité d'exercer leur contrôle ou leur surveillance.

Les prescriptions de la loi de 1942, en ce qui concerne les obligations relatives aux nourrissons ou aux nourrices, sont sensiblement les mêmes que dans la loi du 1874.

La modification essentielle dans l'esprit de la loi est la suivante :

Dans la loi de 1874, la surveillance était exercée officiellement par le Préfet et effectivement par un médecin inspecteur, là où une surveillance effective paraissait nécessaire. Dans la loi nouvelle, au contraire, c'est un personnage spécial, le délégué régional à la famille et à la santé qui dirige cette surveillance qu'il fait exercer en fait par divers organismes publics ou privés. Il y a là un progrès manifeste.

CHAPITRE IV

Violences commises à l'égard des enfants

Jusqu'en 1898, les actes de violence commis à l'égard des enfants n'étaient punis par aucun texte spécial. Les articles 309 à 311 étaient seuls applicables. Il en était ainsi dans tous les cas, même si l'auteur des faits était un des ascendants de l'enfant. Un texte, l'article 312 ancien, prévoyait bien une aggravation des peines dans le cas où des violences étaient commises par un fils à l'égard de ses ascendants, mais aucun texte ne prévoyait la situation inverse.

Par ailleurs, la jurisprudence, appliquant les articles 309 et 312 stricto sensu, décidait que seuls les actes de violence étaient punissables à l'exclusion des actes consistant dans un défaut volontaire de soins ou une privation volontaire de nourriture.

La loi du 19 Avril 1898, dont nous avons vu l'œuvre en ce qui concerne les délits d'exposition et d'abandon d'enfant, a prévu la répression spéciale des violences ou privations de soins ou de nourriture dont des enfants seraient victimes.

Les éléments constitutifs du délit ou du crime de l'article 312 (à l'égard des enfants) sont au nombre de deux : un élément matériel et un élément intentionnel.

1°) *Elément matériel.* — Cet élément consiste dans le fait d'avoir fait des blessures, porté des coups, privé de soins ou de nourriture et dans le fait que la victime est un enfant de moins de quinze ans. Le texte voté par la Chambre en 1898 contenait l'expression « violences quelconques ». Cette expression a été écartée car elle dépassait l'esprit de la loi en risquant d'atteindre dans sa généralité les violences légères qui, nous allons le voir, demeurent régies uniquement par la loi du 3 Brumaire An IV. La proposition Cochin parlait des « violences et voies de fait commises sur un enfant d'une façon habituelle quand elles

sont de nature à compromettre la santé ou quand elle ont un caractère de gravité ou de cruauté exceptionnelle ». Le Sénat a trouvé qu'on dépassait là la volonté du législateur et sur la proposition de M. Béranger, on a adopté seulement la formule « coup » et « blessures ». On a d'ailleurs créé un délit nouveau par la loi du 9 Avril 1898, en assimilant aux coups et aux blessures la privation d'aliments ou de soins lorsque cette privation a compromis la santé de l'enfant. La définition des blessures est une lésion du corps humain produite par le rapprochement ou le choc d'un objet physique. Les coups seront portés directement par la personne de l'agent, ou indirectement au moyen d'un objet ou d'un agent physique dont on a la disposition. Ces coups et ces blessures doivent avoir une gravité certaine. C'est à ce caractère de gravité qu'on va reconnaître les blessures et les coups de l'article 312 et les différencier des violences légères de la loi du 3 Brumaire An IV. Une question qui se pose est de savoir si les violences (expression générale qui vise à la fois les coups et les blessures), doivent avoir été exercées directement sur la personne physique, ou si, au contraire, des actes assez graves pour influencer gravement la personne psychologique constituent en eux-mêmes des violences. La jurisprudence est unanime à décider que les actes même non matériels susceptibles d'impressionner vivement la personne psychologique tombent sous le coup de la répression (ainsi le fait de montrer une arme). Mais il faut immédiatement ajouter que de simples gestes menaçants ne sont pas des violences lorsqu'ils n'ont été suivis d'aucun commencement d'exécution.

Faut-il incriminer aussi le fait d'altérer, par des moyens moraux, la santé physique de quelqu'un ? Généralement non, car la relation de cause à effet entre ce qu'on pourrait alors appeler la violence morale et le trouble constaté est rarement certaine.

Enfin, disons que le texte de l'article 312 est assez précis par lui-même quand il parle de la privation d'aliments ou de soins au point de compromettre la santé. Il y a là une définition qui se suffit à elle-même.

En outre, pour que les peines prévues à la seconde partie de l'article 312 soient encourues, il faut que l'enfant soit âgé de moins de 15 ans. On admet donc, semble-t-il, que lorsqu'il a

atteint cet âge l'enfant est en mesure de se protéger lui-même et de riposter si cela est nécessaire. On se demande pour quelle raison la loi de 1898 n'a pas laissé ici, aux Tribunaux, la même latitude que pour les délits des articles 349 et suivants. A vrai dire, cette différence s'explique assez mal.

2°) *Elément intentionnel*. — La volonté de blesser ou de porter atteinte à la santé est certainement nécessaire chez l'auteur des faits incriminés.

Si les faits ont été commis d'une façon involontaire, ils ne tombent que sous le coup des articles 319 et 320, même s'ils sont graves. De plus, le fait que des blessures involontaires ont été faites à un enfant plutôt qu'à un adulte, ne change rien à leur gravité.

Pour que ces faits soient « volontaires », il faut que leur auteur ait su que la victime était âgée de moins de 15 ans. Dans le cas contraire ce ne sont que les délits des articles 309 et 311 qui sont commis.

Il faut donc que les faits et leurs conséquences soient volontaires. Une question intéressante est alors celle de la correction paternelle.

Bien entendu, ce droit de correction paternelle existe : il est nécessaire. Mais il doit avoir des limites, qui font l'objet, notamment, de ce que nous dirons relativement à certaines circonstances aggravantes des délits ou crimes de l'article 312.

Le simple bon sens écarterait les excuses tirées de ce droit de correction, si les coups ou les privations de soins ou de nourriture ont eu pour effet une incapacité de plus de 20 jours, ou, à fortiori, des conséquences plus graves encore. Nul ne peut reconnaître, en effet, le droit de mutiler l'enfant que l'on a sous son autorité ou sous sa garde.

Ce n'est donc que sur le terrain des violences légères ou des coups de l'espèce de ceux de l'article 311 que la correction paternelle va jouer. En droit romain, le droit de correction n'avait pas de limite, au moins dans la première période ; il en eut cependant plus tard sous diverses influences et en premier lieu sous l'influence chrétienne. Il demeura tout de même large et, jusque dans notre ancien droit, seules les violences

graves étaient interdites. La loi moderne n'a pas parlé de ce droit qu'en proposant les termes généraux « coups et blessu-

Le législateur semble d'autant mieux avoir maintenu ce droit qu'en proposant ses termes généraux « coups et blessures », le sénateur Béranger disait : « Nous éviterons ainsi le « danger de soulever inutilement la question du droit de correction paternelle qui demeure l'un des attributs incontestables de la puissance paternelle ou de ses délégations ». On est, en effet, unanime à penser que certaines personnes doivent avoir de l'autorité sur les enfants et il n'est pas d'autorité sans sanction répressive. Tout se ramène donc à étudier les limites de ce droit. Il n'est pas douteux, au moins depuis la révision de 1863, que tout acte de violence grave excède les limites de ce droit. Les violences moins graves et surtout celles qui seraient visées par la loi de Brumaire An IV rentreraient, au contraire, dans ces limites.

Quant au rapporteur au Sénat de la loi du 19 Avril 1898, M. de Folleville, il s'exprimait en ces termes : « Il faut ici, « naturellement, réserver le droit modéré de correction qui « découle soit de l'investiture de la puissance paternelle, soit « de celle de la tutelle. Dès lors, pour que les ascendants, tuteurs, etc... tombent sous le coup de la loi répressive, la commission exige le caractère anormal des voies de faits commises sur un enfant de moins de quinze ans révolus. Elle « veut que les mauvais traitements reprochés au coupable présentent un caractère de brutalité et de cruauté manifeste. « S'il a paru bon, en effet, de protéger l'enfant jusqu'à l'âge de « 15 ans, toutefois, votre commission n'a pas voulu qu'un fait « peu grave, et parfois excusable, d'empchement, entraînant « pour les parents l'application des peines rigoureuses édictées par la loi actuellement en préparation. Cette loi vise les « parents barbares et dénaturés ; elle ne saurait atteindre les « tuteurs ou les parents coupables de quelques vivacités, quelque coupables qu'elles puissent être ». Ces prévisions montrent bien dans quel esprit doit être apprécié le texte de 1898.

La jurisprudence a décidé (Cour de Nîmes, 31 Janvier 1879) que l'article 311 est applicable aux parents qui se livrent à « des voies de fait excessives » sur leurs enfants. Par ailleurs, le Tribunal de la Seine a jugé que le fait, pour un maître, de placer

un élève sur une chaise en lui attachant les mains derrière le dos, peut être nécessité par l'attitude de l'élève ou la tenue de la classe. Il faut donc s'en remettre à l'appréciation des tribunaux.

Enfin, précisons que ce droit de correction s'applique : aux parents (père et mère) à l'égard de leurs enfants, au tuteur à l'égard du pupille, au patron à l'égard de l'apprenti, au maître à l'égard de son élève.

Circonstances aggravantes

Elles sont au nombre de trois :

1°) Celles tirées de la qualité de l'auteur : Les peines sont aggravées dans le cas où les auteurs sont les « père et mère légitimes, naturels ou adoptifs, ou autres ascendants légitimes ou tout autre personne ayant autorité sur l'enfant ou l'ayant sous sa garde ». La raison de cette aggravation est celle que nous avons déjà signalée au chapitre sur l'abandon et l'exposition d'enfant. La Chambre avait employé la formule « ascendants », « ou personnes auxquelles l'enfant était ou se trouvait confié en fait ou en droit », le Sénat a voulu des expressions de la nature de celles que la loi de 1863 avait incorporées à l'article 339, qui avaient le mérite d'être à la fois assez vagues et assez précises, et qui présentaient l'avantage d'avoir été déjà interprétées par la jurisprudence. La formule adoptée, qui est celle que proposa M. de Folleville à la commission, atteint bien ceux qui ont un pouvoir de fait ou de droit sur des enfants et qui abusent de ce pouvoir. Elle atteint notamment celui des concubins qui n'est pas le parent de l'enfant, comme elle atteint ceux qui ont simplement recueilli l'enfant.

2°) Celles tirées des conséquences dommageables des faits : Nous allons voir, en effet, que les peines sont, comme dans les délits, des articles 349 et suivants, fonction de ces conséquences dommageables.

3°) La préméditation ou le guet-apens : Comme dans les délits commis à l'égard des adultes, cette circonstance, ou mieux l'une de ces deux circonstances, entraîne une aggravation de la répression. Comme pour les délits commis contre la personne des adultes, la préméditation ou le guet-apens dénotent, en

effet, une volonté particulièrement perverse et empêchent de mettre les faits incriminés sous le coup d'un emportement parfois partiellement excusable. Il résulte, cependant, d'une maladresse des rédacteurs du texte, que cette circonstance n'est effectivement aggravante que lorsqu'il s'agit de faits ayant entraîné ou incapacité ou une maladie de moins de 20 jours. C'est d'autant plus regrettable que c'est lorsque la préméditation a consisté à prendre la résolution d'une mutilation grave qu'il devrait y avoir une sanction doublement sévère. Le texte est cependant formel et ne prévoit aucunement l'hypothèse d'actes commis avec préméditation et ayant entraîné autre chose qu'une incapacité de moins de 20 jours.

On peut réparer cet oubli de l'une des deux manières suivantes, lorsqu'il y a eu préméditation :

1°) On peut admettre l'application de droit commun en matière de violences (art. 310) : réclusion, travaux forcés à perpétuité selon les cas (mort, infirmité permanente, incapacité de plus de 20 jours).

Il y a là un inconvénient : on ne fait pas de distinction entre les divers auteurs des violences. Or, cette distinction est désormais essentielle aux yeux de la loi de 1898. De plus, dans le cas des violences ayant entraîné une mutilation et commises par les parents, l'article 310 conduirait aux travaux forcés à temps alors que l'article 312 exige les travaux forcés à perpétuité.

2°) On peut admettre aussi que, pour les cas de mort, infirmité permanente ou incapacité de plus de 20 jours, on n'a pas à tenir compte de la préméditation. Il y a alors une anomalie car l'article 312 conduit le non-parent aux travaux forcés à temps dans le cas de mort, alors que l'article 310 conduit aux travaux forcés à perpétuité. De même, si la conséquence a été une incapacité de plus de 20 jours et si l'auteur est un non-parent, l'article 312 prévoit un emprisonnement de 2 à 5 ans et une amende de 16 à 2.000 francs alors que l'article 310 prévoit la réclusion.

Il faut donc en arriver à une distinction.

Pour le parent ou gardien, on appliquera, en cas de préméditation, les peines de la loi de 1895 (art. 312), pour le non-parent on appliquera en cas de préméditation, les peines de

l'article 310. Si, cependant, le fait incriminé consistait dans une privation de soins ou de nourriture, on serait bien obligé d'appliquer l'article 312.

Peines. — Nous avons eu l'occasion, partant de la préméditation, de parler des peines. Le tableau suivant les résume en les comparant à celles des délits commis sur les adultes.

		à un adulte (art. 308 et 311)	à un enfant (art. 312)	
			par un non-parent	par un parent
Sans préméditation	Fait simple	Prison : 6 jours à 2 ans Amende : 16 à 2.000 francs	Prison : 1 à 3 ans Amende : 16 à 2.000 francs	Prison : 2 à 5 ans Amende : 16 à 2.000 francs
	Maladie de plus de 20 jours.	Prison : 2 à 5 ans Amende : 16 à 2.000 francs	Prison : 2 à 5 ans Amende : 16 à 2.000 francs	Réclusion
	Infirmité perma- nente.	Réclusion	Travaux forcés à temps	Travaux forcés à perpétuité
	Mort sans intention de la donner.	Travaux forcés à temps	Travaux forcés à temps	Travaux forcés à perpétuité
Avec préméditation	Fait simple.	Prison : 2 à 5 ans Amende : 50 à 5.000 frs	Prison : 2 à 5 ans Amende : 16 à 2.000 francs	Prison : 2 à 5 ans Amende : 16 à 2.000 francs
	Maladie de plus de 20 jours.	Réclusion	Réclusion	Réclusion
	Infirmité perma- nente.	Travaux forcés à temps	Travaux forcés à temps	Travaux forcés à perpétuité
	Mort sans intention de la donner.	Travaux forcés à perpétuité	Travaux forcés à perpétuité	Travaux forcés à perpétuité

Exercice de l'action publique. — La loi de 1898 compte sans doute sur l'effet d'intimidation des peines qu'elle a prévues; malheureusement, l'expérience l'a montré, la loi sera sans effi-

cacité tant qu'on n'organisera pas une surveillance des enfants. On a souvent pensé à faire suivre et surveiller les enfants par des œuvres charitables qui auraient le droit de citer devant les tribunaux les auteurs des infractions qu'elles auraient constatées. On aurait là, notamment, l'avantage de ne pas effrayer des témoins qui savent que des infractions se commettent dans des foyers voisins du leur, mais qui n'osent pas en aviser le Procureur de la République, ni même les commissaires de police, alors qu'ils les signaleraient à une œuvre présentant au premier chef un caractère social. Ce projet qui avait été l'objet de l'approbation du Comité de Défense des Enfants traduits en justice, a été repoussé en deuxième lecture par le Sénat : on a estimé que le rôle de protecteur de l'intérêt général appartenait seulement au ministère public. On peut se demander toutefois s'il n'y aurait pas lieu d'en charger, dans certains cas, des œuvres charitables qui auraient été désignées et contrôlées par le Garde des Sceaux. Nous reviendrons sur cette délicate question dans un de nos chapitres de conclusion.

CHAPITRE V

Enlèvements de Mineurs

Notre Code Pénal consacre à l'enlèvement des mineurs quelques articles.

Art. 354. — « Quiconque aura, par fraude ou violence, « enlevé ou fait enlever des mineurs, ou les aura entraînés, détournés ou déplacés, ou les aura fait entraîner, détourner ou déplacer des lieux où ils étaient mis par ceux à l'autorité ou à la direction desquels ils étaient soumis ou confiés, subira la peine de la réclusion ».

L'article 355 prévoit des circonstances (le mineur a moins de 15 ans ou une rançon a été demandée) dans lesquelles la peine est celle des travaux forcés à perpétuité sauf si le mineur est retrouvé vivant. Il prévoit également la peine de mort si l'enlèvement a entraîné la mort du mineur.

Art. 356. — « Quand la fille au-dessous de 16 ans aurait « consenti à son enlèvement ou suivi volontairement le ravisseur, si celui-ci était majeur de vingt-un ans ou au-dessus, « il sera condamné aux travaux forcés à temps. Si le ravisseur « n'avait pas encore vingt-un ans il sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans ».

L'article 357 apporte une disposition relative au cas où le ravisseur aura épousé la fille qu'il avait enlevée : la poursuite ne pourra être exercée que sur la plainte de ceux qui avaient le droit de demander la nullité du mariage et la condamnation ne pourra être prononcée qu'après le prononcé de cette nullité.

Dans l'addition qui résulte de la loi du 23 Mars 1928, l'article 357 prévoit un cas spécial d'enlèvement dont nous parlerons plus loin.

Crimes et délits des articles 354 à 356

Ces textes, suivant en cela notre ancienne législation, prévoient et distinguent le rapt de violence et le rapt de séduction.

Les éléments constitutifs sont les mêmes pour les deux infractions, à l'exception de la violence qui n'existe pas dans le crime ou le délit de l'article 356.

1^o) Il doit y avoir « enlèvement ». L'article 354 exige le déplacement des mineurs « des lieux où ils étaient mis par ceux à l'autorité desquels ils étaient soumis ou confiés ». Il ne faudrait pas, dans un sens par trop restrictif, croire que si l'enfant était d'une façon purement occasionnelle dans les lieux d'où il a été enlevé, il n'y aurait pas lieu à application de l'article 354. En réalité, il faut entendre l'article 354 comme visant toute translation de mineur. Il n'y a pas à distinguer selon que le mineur aura été enlevé, détourné, entraîné ou déplacé, puisque la désignation des lieux d'où s'est produite la translation est la même dans tous les cas (arrêt de Cassation du 25 Avril 1939, B. 135). Le texte a voulu comprendre tous les modes d'enlèvements. Il ne visait cependant pas les cas d'enlèvement commis par les père et mère. C'est ce qu'avaient reconnu les auteurs du texte au cours des travaux préparatoires. Il a donc fallu la loi du 5 Décembre 1901, modifiée par la suite le 23 Mars 1928, pour viser ces cas dans une addition à l'article 357.

L'article 354 parle du mineur qui a été enlevé du lieu où il avait été « mis ». La question paraît donc délicate de savoir si le crime est consommé si le mineur est enlevé sur la voie publique. Le bon sens semble bien indiquer que la loi entend protéger le mineur dans quelque situation qu'il se trouve. Il suffit qu'il y ait effectivement déplacement du mineur.

Le mineur doit, en outre, avoir été enlevé du lieu où l'avaient mis les personnes ayant autorité sur lui. Parmi ces personnes il faut comprendre non seulement les père, mère ou tuteur mais par exemple aussi les parents naturels. Le crime existe encore si l'enfant a été enlevé du lieu où il avait été placé par l'autorité judiciaire. Si le mineur avait été déplacé par une personne ayant encore autorité sur lui le crime ne serait pas consommé. Mais encore faut-il que celui qui opère le déplacement soit en droit de le faire. Il a été jugé (Cr. 14 décembre

1860, D.P. 1861-1-234) qu'en cas de second mariage d'une veuve ayant un enfant, on doit considérer comme détournement de mineur le fait, par le second mari, de déplacer l'enfant pour le soustraire à l'influence de la mère.

2°) Il doit y avoir « fraude ou violence ». La violence vise les moyens matériels ou moraux (menaces) employés pour entraîner le mineur malgré sa résistance. La fraude consiste dans l'emploi de promesses fallacieuses, de machinations, de pièges tendus à l'inexpérience du mineur. Elle peut avoir été mise en œuvre soit à l'égard du mineur, soit à l'égard des personnes qui en avaient la garde (arrêts de Cassation des 30 mars 1930, B. 119 et 9 novembre 1893, B. 298). Il ne faut cependant pas confondre la fraude de l'article 354 et la séduction préalable à l'enlèvement de l'article 356.

La fraude résulte de toutes les machinations tendant à obtenir de la victime un consentement qu'elle n'aurait pas donné sans ces machinations. Tel est le cas, par exemple, où le consentement du mineur a été obtenu à l'aide de liqueurs enivrantes, de fausses lettres missives (Cr. 24 mars 1838, B. 288) ou encore si le ravisseur a trompé sa victime sur la destination qu'il lui réservait. Dès que le consentement de la victime a été obtenu par fraude il y a acte criminel (à plus forte raison s'il a été obtenu par la violence physique ou morale). On a même jugé (Cr. 12 mars 1925, B. 88) que l'article 253 est applicable aux individus qui, par une publicité trompeuse, ont abusé de la crédulité de certains parents dont ils se sont fait confier les enfants.

3°) La loi s'applique à tous les mineurs, sans distinction des catégories des mineurs de 13, 16 ou 18 ans comme pour d'autres matières. Remarquons seulement que si l'enfant enlevé à moins de 7 ans c'est l'article 345 qui sera applicable à l'exclusion de l'article 334. Remarquons aussi que, selon certains auteurs (Hélie), les mineurs émancipés (émancipation volontaire par les parents ou émancipation par le mariage) ne sont pas désignés par les articles 334 et suivants (arrêts de Cassation des 1^{er} Juillet 1831, B. 153, 16 Janvier 1852, B. 20 et 7 Janvier 1898, B. 3).

4°) Intention. Les faits sont répréhensibles dès que leur

auteur a voulu soustraire le mineur à l'autorité des parents. L'élément moral du crime ou du délit se trouve justement dans ce but de faire échec à cette autorité ou à la surveillance de ceux qui avaient la garde de l'enfant. Si, par contre, le fait de l'enlèvement n'avait pour but que de réaliser une disparition momentanée de l'enfant, ou s'il était commis par une personne ayant un pouvoir légitime sur l'enfant, il ne tomberait pas sous le coup de l'article 354.

L'intention criminelle existe, bien entendu, si le ravisseur agit dans un but de spéculation immorale (Crim. 8 Avril 1888) mais cette circonstance n'est pas nécessaire. Pour que l'infraction soit caractérisée il suffit que l'enlèvement ait été effectué pour soustraire l'enfant à l'autorité paternelle (Crim. 9 novembre 1893).

Notons que si l'enlèvement a été accompagné ou suivi d'un fait constituant par lui-même un crime ou un délit (attentat à la pudeur, excitation à la débauche), il n'en demeure pas moins sanctionné par l'article 354 sans préjudice d'une poursuite distincte pour l'autre infraction.

Circonstance aggravante : Alors que l'infraction n'est, en règle générale, punie que de la peine de la réclusion prévue à l'article 354, c'est la peine des travaux forcés à temps qui est encourue lorsque le mineur est une fille de moins de seize ans. Cette sévérité se conçoit car un tel enlèvement ne peut avoir le plus souvent d'autre but que d'abuser de la mineure. C'est à la fois plus grave et plus dangereux.

Cas particulier du rapt de séduction

Nous avons vu que l'un des éléments constitutifs du délit de l'article 354, appelé rapt de violence, est justement la fraude ou la violence. Si cet élément, mais celui-là seul, fait défaut, l'infraction devient alors le « rapt de séduction ».

Dans l'infraction de l'article 356, le consentement de la fille mineure est présumé surpris à l'inexpérience de cette mineure. Il suffit pour que le crime existe que la mineure quitte les lieux dans lesquels elle avait été placée. La loi ne punit pas la séduction en elle-même, mais le simple fait que la victime a suivi le ravisseur, indépendamment de toute fraude et

de toute violence. Ce que la loi a voulu punir, c'est la corruption présumée pratiquée sur la volonté de la victime.

Le consentement de la mineure âgée de moins de 16 ans ne fait pas disparaître la criminalité de l'enlèvement, car ce consentement, même en l'absence de toute fraude et de toute violence, est réputé surpris à la faiblesse ou à l'inexpérience de la victime. Cette présomption n'admet pas la preuve contraire. Peu importe même que ceux qui avaient autorité sur la fille aient consenti à l'éloignement de celle-ci, si leur consentement a été enlevé par fourberie ; peu importe même qu'ils aient laissé le rapt s'accomplir et qu'ils aient seulement envisagé de faire appliquer plus tard l'article 356 au ravisseur pour le contraindre à des dommages-intérêts.

Une autre différence peut être signalée entre le rapt de l'article 354 et celui de l'article 356 : ce dernier ne peut avoir été commis que par un homme sur une fille. Il est vrai que si l'enlèvement sans violence a été commis par une femme à l'instigation d'un homme, ce dernier peut, cependant, être puni des peines de l'article 356 pour avoir « fait enlever » la fille. De plus, le crime de l'article 356 n'existe que si la fille a moins de 16 ans. Si elle a de 16 à 21 ans, le fait peut tomber seulement sous le coup de l'article 354 dans le cas où il y a eu fraude ou violence.

On a signalé aussi, comme différence entre le rapt de violence et le rapt de séduction, la distinction suivante : il ne serait pas nécessaire pour l'application de l'article 356 que la fille ait été enlevée des lieux où elle a été mise par ceux à l'autorité desquels elle a été soumise. On a dit, en effet, que l'article 356 a pour but de protéger la fille contre ses passions et non de venger les atteintes à l'autorité paternelle. La Cour de Cassation s'était d'abord prononcée en ce sens (Cr. 8 avril 1858, D.P. 58-1-292) mais elle a, par la suite, adopté la solution contraire et a décidé que sur le sens du mot « enlèvement » l'article 356 se réfère nécessairement à l'article 354.

En outre, l'infraction de l'article 356 peut n'être qu'un délit si l'auteur est mineur de 21 ans.

Une situation intéressante, s'appliquant généralement au rapt de séduction, mais susceptible de se rencontrer dans certains rapt de l'article 354, est le cas où le ravisseur a épousé

la fille qu'il a ravie. Dans ce cas, la poursuite ne peut être exercée que sur la plainte de ceux qui ont le droit de demander la nullité du mariage et après que cette nullité aura été prononcée par les juges civils. Ceci s'applique à tous les cas d'enlèvement. Il faut ici se garder d'une confusion : c'est seulement la poursuite pénale qui ne peut pas être exercée par le ministère public seul, par contre l'action en nullité du mariage peut être engagée par le ministère public.

Cas d'enlèvements spéciaux - Non présentation

Nous avons vu dans quelles conditions est intervenue la loi du 5 Décembre 1901. Assez souvent les père et mère qui s'étaient vu retirer la garde de leurs enfants, soit au cours d'une procédure en séparation de corps ou en divorce, soit par application des dispositions de la loi du 24 Juillet 1889 ou de celle du 19 Avril 1898, refusaient de remettre les enfants, ou au contraire enlevaient ou faisaient enlever ces mêmes enfants.

Lorsqu'il s'agissait d'un père qui refusait de livrer ses enfants on ne pouvait songer à faire jouer l'article 354 (alinéa 4). Ce texte prévoit bien une peine de réclusion contre ceux qui, étant chargés d'un enfant, ne le présentent point aux personnes qui ont le droit de le réclamer, mais il est étranger aux rapports des père et mère entre eux au sujet de leurs enfants. (Cr. 22 mars 1900). De même, lorsqu'il s'agissait d'un enlèvement commis par le père ou la mère, il ne pouvait être fait application de l'article 354 car l'enfant était le plus souvent consentant et car l'élément fraude ou violence faisait défaut (Cour de Paris, 11 mai 1838).

La loi du 5 Décembre 1901 a ajouté à l'article 354 une disposition prévoyant des peines correctionnelles dans ces deux hypothèses.

Cette loi prévoit deux délits :

1°) Enlèvement ou détournement de mineurs commis par le père ou la mère entre les mains de ceux auxquels la garde a été confiée, ou des lieux où les attributaires du droit de garde les ont placés.

Ce délit est consommé en l'absence même de toute fraude ou violence.

2°) Non présentation des enfants par les père et mère aux personnes qui sont en droit de réclamer ces enfants.

La loi n'a pas prévu de façon expresse l'hypothèse du conjoint qui ne fait pas effectuer à l'autre conjoint les visites des enfants prévues par le jugement de divorce. Il n'y a pas lieu à application de la loi du 5 Décembre 1901 s'il est établi que le conjoint défaillant s'est seulement borné à ne pas user de son autorité pour vaincre la résistance des enfants et pour combattre le désir de ces derniers de se soustraire aux visites prévues par la décision judiciaire.

D'autre part, la loi de 1901 ne trouve pas application au cas où il s'agit d'un enfant naturel pour lequel la puissance paternelle est régie par l'article 383 du Code Civil. Elle ne s'applique pas davantage si le conjoint qui s'en prévaut a engagé une action en divorce ou en séparation de corps, a obtenu la garde de l'enfant par une ordonnance de non conciliation, mais a négligé d'assigner dans le délai de 20 jours à dater du prononcé de cette ordonnance.

Par contre, au regard de la loi du 5 Décembre 1901, doit être considéré comme définitif tout jugement qui a statué sur une garde d'enfant tant qu'un appel de ce jugement n'a pas été interjeté. En conséquence, si un jugement contradictoire confiant à un époux, dont il prononce le divorce, la garde d'un enfant, sous réserve d'un droit de visite de l'autre époux, n'a pas été frappé d'appel, le délit de la loi de 1901 est commis si l'époux attributaire de la garde refuse de se prêter à l'exercice du droit de visite de son conjoint sur la sommation signifiée par ce dernier, même si cette sommation est faite avant l'expiration du délai d'appel.

Réforme de 1937

A la suite de divers enlèvements retentissants commis en 1935 par des individus qui cherchaient en premier lieu à se faire verser une rançon par les parents, divers projets de loi ont été déposés sur les bureaux des Chambres.

Le 30 Décembre 1935, à la Chambre, M. le Député Pernot présentait à la suite de ces projets et au nom de la commission de législation civile et criminelle, un rapport dont voici les passages essentiels :

« Les enlèvements d'enfants, naguère inconnus en France, se multiplient depuis quelques mois. L'opinion publique en est justement indignée. De toute part on réclame des châtiments sévères contre les criminels qui ne craignent pas d'infliger à un père et à une mère la plus affreuse torture en leur enlevant leur enfant, parfois dans le seul but d'extorquer de l'argent.

« A la vérité, le Code Pénal, dans ses articles 354 et suivants, a prévu et réprimé le crime d'enlèvement de mineurs, mais en dehors des cas où le mineur enlevé est une fille âgée de moins de 16 ans, le coupable n'est passible que de la peine de la réclusion, d'où il suit que s'il bénéficie des circonstances atténuantes, il pourra n'être condamné qu'à un an de prison... Aussi, dans la seule journée du 3 Décembre, 5 députés (MM. Archimbaud, Chatenet, Feyssat, Héraud et Pernot) ont-ils saisi la Chambre de propositions de loi qui, toutes, ont pour but essentiel d'aggraver les pénalités actuellement en vigueur. Quelques jours plus tard, le Gouvernement a saisi la Chambre, à son tour, d'un projet de loi ayant le même objet. Votre commission, qui a examiné l'ensemble des textes, a été unanime à estimer, avec le Gouvernement et les auteurs des propositions, qu'un renforcement des peines prévues par le Code Pénal s'imposait... Les auteurs des propositions de loi dont la Chambre est saisie ont tous envisagé la modification de l'article 354, la peine de la réclusion étant remplacée par celle des travaux forcés à temps, celle des travaux forcés à perpétuité et même la peine capitale. Le Gouvernement a conçu d'une façon différente la réforme à réaliser : pour lui, l'article 355 seul serait modifié. Le rapt d'enfant resterait, donc, en principe, puni de réclusion. Mais deux circonstances aggravantes seraient créées par l'article 355 nouveau :

« La première résulterait du fait que l'enfant enlevé, fille ou garçon, est un enfant au-dessous de 13 ans accomplis : dans ce cas, le coupable serait puni de mort.

« La seconde, également fondée sur l'âge du mineur, jouerait toutes les fois que le crime aurait été accompli sur la

« personne d'un enfant âgé de 13 à 16 ans accomplis. La peine applicable serait celle des travaux forcés à perpétuité.

« Enfin, pour favoriser la restitution rapide de l'enfant vivant, le projet du gouvernement renferme une disposition finale, aux termes de laquelle la peine sera seulement des travaux forcés à temps si le mineur est retrouvé vivant avant la fin des débats ».

La commission proposait à la Chambre de retenir, contrairement au projet du gouvernement, trois circonstances aggravantes : l'âge du mineur, d'une part, et le but poursuivi par le ravisseur, d'autre part, et enfin les conséquences du crime sur la santé ou sur la vie de l'enfant.

Le rapporteur a ensuite émis le vœu de voir en ces matières une procédure plus rapide que la procédure ordinaire et celui (beaucoup plus urgent, peut-être) de voir une certaine censure s'exercer sur la presse et le cinéma.

Bref, le projet proposé par la commission consistait, sans modifier l'article 354, à remplacer, par les dispositions suivantes, l'article 355 : « Si le mineur enlevé ou détourné est âgé de moins de 15 ans, la peine sera celle des travaux forcés à perpétuité. La même peine sera appliquée, quel que soit l'âge des mineurs, si le coupable s'est fait payer ou a eu pour but de se faire payer une rançon par les personnes sous l'autorité ou la surveillance desquelles le mineur était placé.

« Toutefois, dans les cas prévus aux alinéas précédents, la peine sera celle des travaux forcés à temps si le mineur est retrouvé vivant avant qu'eut été rendu l'arrêt de condamnation. L'enlèvement emportera la peine de mort s'il a été suivi de la mort du mineur ».

Ce projet a été adopté et est devenu la loi du 14 Janvier 1937.

Pénalités

Compte tenu de la réforme de 1937, les peines encourues sont les suivantes :

1°) Rapt de violence. Cas général : réclusion.

Cas particulier du mineur de 15 ans ou de l'exigence d'une rançon : travaux forcés à perpétuité (avec réduction aux tra-

vaux forcés à temps si l'enfant est retrouvé vivant avant l'arrêt ou aggravation à la peine de mort si l'enfant est mort des conséquences de l'enlèvement.

2°) Rapt de séduction. Cas général : travaux forcés à temps.

Cas particulier où l'auteur de l'enlèvement est mineur :
2 à 5 ans d'emprisonnement correctionnel.

DEUXIÈME PARTIE

Crimes et Délits commis contre la personne
morale des mineurs

Introduction de la Deuxième Partie

Dans les chapitres qui précèdent, nous avons étudié les faits qui portent atteinte à la vie de l'enfant, à sa santé, à ce que nous avons appelé sa personne « physique ».

Mais, si l'enfant a droit à cette sorte de protection, il a droit aussi à ce que ses facultés intellectuelles et sa moralité ne soient pas mises en péril. On ne saurait tolérer que certains actes immoraux soient commis en présence de mineurs, on ne saurait encore moins tolérer que les mineurs soient incités à les commettre.

Le rôle de tous ceux qui s'occupent de l'enfance et de la jeunesse n'est-il pas, en effet, un rôle d'éducateurs et cette éducation ne doit-elle pas veiller en premier lieu, à la formation intellectuelle et morale de l'enfant ?

C'est la raison pour laquelle le législateur s'est préoccupé des atteintes à la personne morale de l'enfant : il a prévu et puni un certain nombre de crimes ou de délits que nous allons étudier.

Dans un premier chapitre, nous étudierons les sanctions de l'inexécution de l'obligation scolaire.

Dans un second, les délits d'excitation de mineurs à la débauche.

Dans un troisième, les attentats à la pudeur.

Nous aurions pu faire entrer dans ce chapitre ce que nous avons appelé le rapt de séduction, tant il est vrai que les conséquences de ce fait atteignent peut-être plus souvent la moralité que la santé ou la vie de l'enfant. Nous n'avons, cependant, pas voulu dissocier l'étude du rapt de séduction de celle du rapt de violence à laquelle elle est nécessairement liée.

CHAPITRE I

Inexécution de l'obligation scolaire

Parmi les devoirs des parents on ne doit pas oublier celui de donner ou de faire donner aux enfants l'instruction dont ils ont besoin. Diverses mesures législatives ont sanctionné cette obligation. C'est bien un signe de la décadence d'une époque que de voir la multiplicité des mesures législatives en cette matière et de constater le plus souvent l'inefficacité de ces mesures. En dehors, en effet, de nombreuses lois sur le travail des enfants (loi du 22 Mars 1841 sur l'admission des enfants à l'usine, loi du 22 Février 1851 sur le contrat d'apprentissage, loi du 19 Mai 1874 sur le travail des enfants dans les usines, loi du 2 Novembre 1892 sur le même objet), la loi du 28 Mars 1882 est venue essayer d'assortir de sanctions pénales l'obligation faite aux parents de faire fréquenter une école à leurs enfants. On prévoyait pour les parents récalcitrants un blâme infligé par un « comité cantonal », et, dans certaines conditions, une amende de 3 à 15 francs et un emprisonnement de 1 à 5 jours. Cette loi n'a pas été appliquée et les commissions scolaires instituées pour en organiser l'application n'ont plus été réunies depuis 1890 environ. La loi du 28 Mars 1882 était donc depuis longtemps lettre morte, lorsqu'elle a été profondément remaniée par la loi du 11 Août 1936.

C'est de la loi du 11 Août 1936 que nous allons rapidement faire l'étude.

Bien entendu, nous limiterons notre étude à l'examen des situations dans lesquelles des sanctions pénales sont prévues.

La loi du 11 Août 1936 cherche à assurer l'observation effective de l'obligation scolaire par deux moyens principaux :

C'est à ces deux moyens que nous limiterons notre étude car là, seulement, se rencontrent les sanctions pénales.

I. — *Inscription obligatoire de tous les enfants sur la « liste scolaire »*

Les personnes responsables d'un enfant âgé de 6 ans au moins et non encore dispensé de l'obligation scolaire, doivent déclarer à la mairie si cet enfant recevra l'instruction à domicile et, dans la négative, à quelle école il sera inscrit. Par ailleurs, les directeurs d'école adressent au Maire la liste de leurs élèves. Enfin, le Maire dresse la liste des enfants qui, à sa connaissance, ont de 6 à 14 ans. Tous ces renseignements donnent ce qu'on appelle « la liste scolaire ». Les parents qui ne feraient pas inscrire leurs enfants seraient rappelés à l'ordre par le Maire. En cas de récidive, des amendes sont prévues qui peuvent aller jusqu'à cent francs. En outre, une déchéance partielle des droits des parents est prévue.

La loi apporte, dans la poursuite de l'infraction, une idée nouvelle qu'il serait opportun de voir se généraliser dans le plus grand nombre possible de cas : les poursuites seront exercées à la diligence de l'inspecteur primaire. Ainsi donc, dans une infraction dont la connaissance intéresse au premier chef la famille et dont les conséquences peuvent être très importantes pour cette famille, on a imaginé de donner à un personnage qualifié pour donner son avis sur l'éducation et l'instruction des enfants le pouvoir de décider souverainement de l'opportunité des poursuites.

II. — *Fréquentation effective de l'école*

La loi veut que les parents soient avertis des absences, mêmes momentanées, de l'enfant. Elle veut aussi que dès qu'une absence leur est signalée, les parents en fassent connaître le motif. Des relevés trimestriels des absences sont établis et si les absences injustifiées sont trop fréquentes (4 au moins par mois) l'inspecteur primaire peut, s'il le juge opportun, faire adresser aux parents une admonestation par le Juge de paix. Si les absences persistent à être trop nombreuses, l'inspecteur primaire peut encore, comme dans l'hypothèse ci-dessus de non-inscription sur la liste scolaire, faire déférer les parents devant le Tribunal de simple police, ou devant le Tribunal correctionnel et, en cas de nouvelle récidive, si les absences persistent

encore, les parents peuvent être déchus de certains de leurs droits. On peut même aller jusqu'à la déchéance complète de la puissance paternelle et, en même temps, jusqu'au placement du mineur, pendant une année, dans un établissement d'éducation. En outre, dans son article 9, la loi de 1936 prévoit que ceux qui, d'une façon habituelle, emploient des enfants au cours des heures de classe sont susceptibles d'être complices des parents qui ne veillent pas à faire fréquenter l'école par leurs enfants.

La loi de 1936 constitue-t-elle une garantie efficace et suffisante de la satisfaction des obligations scolaires ? Ce n'est pas certain car, l'expérience le montre, des poursuites ne sont en fait pas toujours exercées. Il ne faut surtout pas se leurrer sur l'opportunité ou l'utilité de poursuites judiciaires en pareille matière.

Sous le régime des lois de 1882, les commissions cantonales étaient complètement tombées en désuétude. Leur oubli provient certainement de raisons assez complexes dont la principale est qu'elles étaient composées de personnes que rien ne rendait particulièrement compétentes en matière d'éducation.

La loi de 1936 remédie, en grande partie, à cet inconvénient en donnant à l'Inspecteur primaire et au personnel de l'enseignement la charge du contrôle. Il faut cependant se demander si les Inspecteurs primaires et les instituteurs sont en mesure d'assurer ce contrôle. Quand les élèves sont peu nombreux, dans les régions de population rurale, les instituteurs seront assez bien placés pour connaître les familles de leurs élèves et éventuellement pour surveiller et signaler les parents défaillants. Dans ces milieux donc, le but de la loi de 1936 paraît atteint.

Par contre dans les grandes citées, là où les élèves sont nombreux, il sera difficile pour l'instituteur de dire si les absences de tel ou tel de ses élèves sont justifiées ou non. Par suite, l'Inspecteur primaire sera impuissant à remplir le rôle qu'on attend de lui. Il faudrait ici que le personnel enseignant soit doublé d'assistantes qui visiteraient les familles et qui seraient à même d'apprécier si les absences des enfants sont justifiées.

Nous sommes donc amenés à la question de la surveillance

des familles sur laquelle nous reviendrons dans nos conclusions.

Signalons que depuis la loi du 11 août 1936, ce sont des cas nombreux d'infractions aux obligations scolaires qui sont soumis aux juges de paix des villages. Dans les villes, les cas d'infractions sont également assez nombreux mais, pour la raison que nous avons signalée ci-dessus, beaucoup de familles qui violent systématiquement la loi ne sont jamais inquiétées. Disons enfin que les parquets, en cas de récidive, ne poursuivent jamais ou presque jamais devant le Tribunal Correctionnel. C'est peut-être la preuve de ce que les peines correctionnelles ne devraient pas avoir leur place ici.

CHAPITRE II

Délits d'excitation à la débauche

Sans doute, l'individu est maître de son corps comme de son esprit, mais s'il ne lui est peut-être pas (pénalement du moins) interdit de se dépraver, il ne s'en suit pas qu'il lui soit permis de faire partager à de jeunes gens ses habitudes obscènes, habitudes obscènes.

L'article 334, dans ses paragraphes 1 et 2, réprime certains actes commis à l'égard de mineurs.

À l'heure actuelle, en l'état des modifications apportées par les lois du 20 Décembre 1922, du 6 Août 1942 et du 8 Février 1945 aux dispositions de l'article 334, il existe, lorsque les faits sont commis à l'égard des mineurs, les délits suivants :

1°) Excitation des mineurs à la débauche.

2°) Embauchage d'une fille en vue de la débauche.

I. — *Excitation des mineurs en vue de la débauche :*

Le premier élément matériel du délit consiste dans le fait d'avoir « excité, favorisé ou facilité habituellement la débauche ou la corruption » de la jeunesse. Il convient, pour préciser cet élément, de l'examiner tant au point de vue des personnes qui sont les auteurs des faits, qu'au point de vue des faits proprement dits.

De toute évidence ceux qui cherchent à corrompre la jeunesse, soit pour cette corruption en elle-même, soit pour satisfaire les passions d'autrui, sont visés par le texte. Il s'agit de tous ceux qui spéculent sur les passions d'autrui, en d'autres termes des proxénètes. Jusqu'à la réforme de la loi du 6 Août 1942 un point intéressant était de voir quelle était la situation de ceux qui avaient corrompu ou débauché la jeunesse en vue de la satisfaction de leurs propres passions. La jurisprudence a marqué là une évolution intéressante : elle a d'abord décidé

(par des arrêts du début du 19^m siècle) que le texte de l'article 334, paragraphe 1^{er}, était applicable à ces catégories de personnes ; on condamnait alors ceux qui faisaient des mineurs des instruments de leur débauche ou les rendaient victimes de leurs propres dérèglements. Un peu plus tard, par des arrêts de 1840 à 1850, on n'a plus voulu condamner celui qui en corrompant le mineur n'a eu d'autre but que de satisfaire ses propres passions. On avait alors restreint la portée de l'article 334. Finalement, la jurisprudence adopta une solution intermédiaire en condamnant tous ceux qui font propager le vice. Sans doute, elle donnait à l'article 334 un sens restrictif, refusant de punir les agissements de celui qui avait agi dans le but de satisfaire ses propres passions, mais elle exigeait, pour que l'individu échappât à la répression, qu'il ait agi *uniquement* et *exclusivement* dans ce but. C'est ainsi qu'on a fait application de l'article 334 à ceux qui ont satisfait leurs passions avec des mineurs en présence d'autres mineurs, à ceux qui ont accompli des actes immoraux en présence d'un mineur. Dans tous ces cas on a trouvé un rôle d'intermédiaire, un rôle d'agent corrompateur qui est répréhensible.

Parmi les décisions qui constituent les étapes de cette évolution on peut citer :

Pour le premier état de la jurisprudence les arrêts de la Chambre Criminelle des 2 Octobre 1813, 9 Août 1816, 10 Avril 1828, 5 et 25 Juillet 1834, 4 Janvier 1838, 22 Février 1838, qui, tous, décidaient que l'article 334 doit être appliqué à tous ceux qui excitent habituellement les mineurs pour satisfaire leurs propres passions.

Pour le deuxième état, les arrêts de la Chambre Criminelle des 11 Mai 1832, 11 Juin 1841, 12 Juillet 1841 et des Chambres réunies du 18 Juin 1840 qui décidaient, au contraire, que l'article 334 est inapplicable à celui qui, même habituellement, fait concourir des mineurs à la satisfaction de ses propres passions. C'est ainsi que la Cour a jugé que l'article 336 n'est pas applicable à l'individu qui s'est livré habituellement sur la personne d'une jeune fille mineure à ces actes obscènes pour satisfaire ses propres passions, ni à l'instituteur qui se livre à des actes personnels d'immoralité sur la personne de ses élèves,

ni au directeur d'un établissement charitable qui, par des discours obscènes, a incité au vice les jeunes filles de son établissement, pourvu que dans ces deux derniers cas l'auteur de ces actes ait le soin d'isoler les mineurs les uns des autres.

Enfin, pour le dernier état, il faut citer les arrêts de la Chambre Criminelle des 25 Août 1855, 25 Novembre 1855, 13 Novembre 1856, 18 Novembre 1892, 10 Décembre 1896, selon lesquels on continue à affirmer le principe suivant lequel article 334 est inapplicable à l'individu qui excite habituellement des mineurs à la débauche en vue de satisfaire ses passions personnelles. Mais ces mêmes arrêts exigent, pour écarter l'application du texte, que les actes de débauche aient eu exclusivement pour but de satisfaire les passions de leur auteur. Si, des faits de la cause, il peut résulter que le prévenu a été, pour les mineurs, un intermédiaire ou un agent de corruption, l'article 334 devient applicable. Ainsi on a jugé souvent que l'individu qui, tout en ne recherchant aucune jouissance personnelle, excite habituellement des mineurs, qu'il prend pour compagnons de débauche, à satisfaire eux-mêmes leurs propres passions sur d'autres mineurs doit, à raison de ce fait qui constitue une véritable entremise, être frappé des peines de l'article 334. On a jugé aussi que l'article 334, paragraphe 1^{er}, doit recevoir son application lorsque les faits reprochés n'ont point le caractère de simple acte de satisfaction de la passion naturelle de leur auteur, notamment lorsque le prévenu a assouvi sa passion avec sa victime qu'il a ainsi incitée et excitée à la débauche.

Le texte de l'article 334 tel qu'il résultait de la modification apportée par la loi du 6 Août 1942 réprimait les faits d'excitation à la débauche lorsqu'ils avaient pour but de satisfaire les passions d'autrui. Est-il nécessaire que les faits aient ce *seul* but : de toute évidence, non. Ceux qui commettent des actes de débauche qui satisfont leurs propres passions mais qui, en même temps, servent à satisfaire les passions d'autrui, demeureraient certainement visés par la loi du 6 Août 1942, comme ils l'étaient, en l'état de la dernière jurisprudence, par les dispositions du texte antérieur. Sur ce point la loi du 6 Août 1942 n'a, semble-t-il, eu pour but que de confirmer la jurisprudence dans le dernier état que nous avons analysé.

A l'heure actuelle, par l'effet de la loi du 8 Février 1945, les dispositions de la loi du 6 Août 1942 sont toutes abrogées. Nous pensons que cette abrogation in globo est inopportune mais, en ce qui touche le délit d'excitation habituelle de mineurs à la débauche, le mal n'est pas bien grand si, comme nous le voyons, la loi du 6 Août 1942 avait eu seulement pour but de confirmer une jurisprudence qui, malgré la réforme du 8 Février 1945, ne paraît pas avoir à évoluer.

La loi ne donne pas de définition des faits qui consistent à « exciter », « favoriser », ou « faciliter » la débauche ou la corruption de la jeunesse. Les juges du fait ont certainement là un pouvoir souverain. Parmi les faits qui constituent une « excitation », il y a bien entendu, les actes obscènes subis ou vus par les mineurs. Il y a aussi les paroles et les conseils, si ces paroles et ces conseils sont persistants. Dans les faits qui ont favorisé ou facilité, il s'agit d'actes pour lesquels l'auteur a donné au mineur la possibilité de se débaucher. Il faut cependant, qu'il y ait une relation directe entre l'aide apportée au mineur et la corruption. Bien entendu, il n'est pas nécessaire que la corruption ait été la conséquence effective des faits. La loi punit les faits dès qu'ils sont répétés et de nature à provoquer cette corruption, même s'ils ne l'ont pas provoquée en fait, ou même si le mineur était déjà corrompu.

En ce qui concerne les faits constituant une excitation :

L'article 334 a été jugé applicable à ceux qui, par une coupable insouciance, donnent à un mineur le contagieux exemple de leur immoralité, (Cr. 27 Avril 1854. DP. 54-1-261). Ainsi, l'homme et la femme qui se livrent habituellement à des rapports intimes en présence d'un enfant mineur, commettent le délit de corruption habituelle de mineur encore que cet homme et cette femme vivent habituellement en concubinage et que le mineur présent à leurs relations illicites soit l'enfant de l'un d'eux.

Jugé également que la vente de dessins ou photographies obscènes à des mineurs constitue le délit d'excitation à la débauche.

En ce qui concerne les actes ayant pour but de favoriser ou de faciliter la débauche : on a jugé que l'article 334 vise non seulement les proxénètes mais même ceux qui, sans pen-

sée de lucre, se font intermédiaires de débauche pour servir la passion d'autrui. (Cr. 22 Juillet 1880 - D. P. 97-1-269). Ainsi l'individu qui attirant et retenant des mineurs chez lui par les distractions qu'il leur offrait a, en connaissance de cause, facilité à une personne habitant chez lui les actes de débauche, auxquels celle-ci s'est livrée avec ces jeunes gens, est à bon droit considéré comme ayant joué un rôle d'intermédiaire au sens de l'article 334.

L'admission d'une mineure dans une maison de tolérance constitue un acte de nature à faciliter la débauche de cette mineure. De même, le fait de mettre à la disposition de mineures des chambres où celles-ci se livrent à la prostitution tombe encore sous le coup de l'article 334.

Un autre élément constitutif du délit est l'habitude. Il faut que les actes d'excitation aient été habituels. C'est certainement la conduite habituelle du corrupteur qui est dangereuse, et un acte isolé, quelle qu'en soit la gravité, ne tombera pas sous le coup de l'art. 334, paragraphe 1^{er}. Il faut noter, cependant, qu'en l'état actuel de la jurisprudence, l'habitude est seulement requise chez l'auteur des actes d'excitation et non dans les rapports de ces actes et d'un mineur déterminé. Des actes répétés à l'égard des mineurs différents sont donc considérés comme « habituels ».

L'habitude exige, pour exister, la répétition de plusieurs faits successifs. Bien entendu les juges ne sont pas tenus de spécifier les faits qui, suivant eux, constituent l'habitude : ils peuvent se borner à déclarer que l'excitation à la débauche a été habituelle.

Suivant une opinion aujourd'hui abandonnée, le délit était consommé par le concours de deux conditions : 1^o répétition des actes ; 2^o pluralité des victimes. Cette seconde condition était exigée notamment par un arrêt des Chambres réunies du 26 juin 1838.

Cependant, la jurisprudence est devenue plus sévère et punit ceux qui ont commis des actes habituels d'excitation, si ces actes n'affectent qu'un seul mineur. Ainsi la Chambre Criminelle a jugé (1^{er} Mai 1863) qu'il y a habitude dans le fait de l'individu qui a toléré pendant douze jours que le séducteur d'une jeune fille dont il connaissait l'état de minorité parta-

geât avec elle la chambre et le lit donnés à bail à cet individu.

Inversement, d'ailleurs, la pluralité des victimes ne suffit pas à constituer, à elle seule, l'habitude exigée par la loi. Des actes même réitérés, accomplis en un seul trait de temps, et formant une scène unique, ne sont pas des actes habituels, même s'ils ont eu lieu avec le concours successif de plusieurs mineurs. (Cr. 12 Février 1890). Il ne faut pas croire cependant, que pour être habituels les actes doivent être échelonnés sur une longue période de temps. On a ainsi jugé (Cr. 27 octobre 1901) que des faits qui se sont produits au cours d'une même soirée peuvent être habituels.

L'âge de la victime est un autre élément constitutif du délit. Le mineur peut appartenir à l'un ou à l'autre sexe mais doit avoir moins de 21 ans. Peu importe qu'il soit émancipé ; c'est son âge seul qui compte. Enfin, il y a pour ce délit, comme pour tous les autres, un élément intentionnel ; c'est justement la connaissance par l'auteur des faits de l'état de minorité de la victime.

Peines. — En dehors de la peine d'emprisonnement ou d'amende, l'article 355 prévoit des peines accessoires. Pour ces peines, d'ailleurs, le texte de l'article 335 se suffit à lui-même.

Circonstances aggravantes. — Comme le font d'ailleurs la plupart des législations étrangères la loi Française voit une circonstance aggravante du délit d'excitation à la débauche dans la qualité de l'auteur du délit, si cet auteur est une personne ayant autorité sur l'enfant. Alors qu'en général l'excitation des mineurs à la débauche est punie d'un emprisonnement de 6 mois à 3 ans et d'une amende de 50 à 5.000 francs, ces peines sont portées à un emprisonnement de 3 à 5 ans lorsque le délit a été commis par les père, mère, ou tuteur, ou, plus généralement, s'il a été commis par l'une des personnes énumérées à l'article 333.

On s'est demandé si le délit prévu pour ces personnes était le même que celui du premier paragraphe de l'article 334 ; en d'autres termes on s'est demandé si les actes commis par les père et mère, avaient, pour devenir délictueux, besoin d'être habituels. La Cour de Cassation a varié. Dans une première

espèce (arrêt du 11 Septembre 1829), elle adopta l'affirmative. Puis, dans un arrêt du 26 Juin 1838, elle adopta la négative, mais revint ensuite à sa première position par un arrêt du 10 Mars 1848.

On admet donc que la qualité de l'agent est, dans l'hypothèse présente, une circonstance aggravante du délit d'excitation habituelle de mineurs à la débauche. Il est, en effet, inadmissible que ceux qui sont chargés d'un enfant se rendent coupables de ce délit. C'est la sorte d'abus de confiance que nous avons déjà signalée avec d'autres délits. On peut d'ailleurs se demander si des actes isolés d'excitation commis par des parents ne devraient pas être réprimés ; ce serait certainement là une solution moralement et socialement souhaitable mais ce n'est cependant pas la solution qui résulte du texte de l'article 334. La jurisprudence a, d'ailleurs, cherché à étendre le sens du mot « habituellement ». Ainsi, des parents qui consentent à la prostitution de leur fille ont été condamnés dès que leur consentement a été jugé persistant.

Complicité. — Le complice du délit d'excitation habituelle de mineurs à la débauche sera celui qui aura satisfait aux conditions de l'article 60 du Code Pénal. Cependant, il faut que le complice ait participé à tous les actes nécessaires pour constituer le délit. Il faut donc que son action ait été habituelle.

II. — *Embauchage d'une fille en vue de la débauche*

Outre les faits dont nous avons parlé ci-dessus, l'article 334 punit ceux qui consistent à embaucher une femme ou une fille mineure en vue de la débauche. Il prévoit et punit encore d'autres délits, mais ceux-ci, ne concernant pas spécialement les mineurs, doivent demeurer en dehors du cadre de notre étude.

Nous avons donc à étudier le délit d'embauchage de mineures en vue de la débauche ; ce délit consiste à obtenir d'une mineure un contrat immoral, tendant à la débauche de la mineure. C'est, en quelque sorte, le contrat conclu entre le proxénète et sa victime.

Les éléments constitutifs sont les suivants :

Sexe féminin de la victime : le texte ne vise pas les mineurs en général, comme les deux délits dont nous avons parlé. Il n'est question que des « mineures ».

Satisfaction des passions d'autrui : cette condition est essentielle. Alors que pour le délit d'excitation habituelle à la débauche il y a lieu à discussion sur ce point, il est bien certain que la satisfaction des passions d'autrui est ici un élément indispensable.

But de la débauche : nous n'avons pas dans le texte de définition de cette débauche. Il s'agit, sans doute, de tout embauchage fait dans un but honteux :

Fait d'embauchage : la première remarque qui s'impose est la suivante : nous ne nous trouvons pas ici en présence d'un délit d'habitude : un fait isolé suffit. Le délit est consommé dès que l'accord de la victime a été donné à l'offre ou à la demande du séducteur. La loi ne donne pas de définition des mots embaucher, détourner ou entraîner. On peut, pour les mots détourner et entraîner, se reporter utilement à ce que nous avons dit des enlèvements et des rapt. Enfin, signalons que même si les faits ont été commis du consentement de la victime, ils sont cependant constitutifs du délit. Cela résulte de l'expression « même avec son consentement ». Bien entendu, les tribunaux doivent préciser les faits qui constituent le délit (Cour de Cassation 7 Janvier et 23 Mai 1904, B. 11 et 221).

Sauf dans le cas où les faits sont commis avec fraude ou violence, la minorité de la fille est un élément constitutif du délit. Il s'agit de la minorité de 21 ans, même pour une fille étrangère dont la loi nationale connaît une majorité à un âge inférieur à 21 ans. C'est au moment où les faits ont commencé à se produire qu'il faut se placer pour rechercher s'il y a « minorité » de la victime. Si la femme est devenue majeure au cours des faits incriminés, ceux-ci conservent cependant leur caractère délictueux.

En ce qui concerne la tentative, elle est punissable, au moins depuis la loi du 20 Décembre 1922. Il y a tentative dès que le prévenu a usé de moyens d'embauchage, même si ces moyens n'ont pas été suivis d'effet. On doit admettre que le délit est consommé, indépendamment du résultat lui-même, dès que la victime a donné son consentement « en vue » de la débauche, même si, en définitive, l'évènement prévu ne s'est point réalisé. C'est ainsi que la Cour de Cassation, dans un arrêt du 16 Avril 1908 (B. 69) a décidé que le délit est consommé si un individu

a donné rendez-vous à une jeune fille en vue de la conduire dans une maison de tolérance et s'il n'a pas pu donner suite à ce projet de placement par suite de l'intervention de tiers.

En ce qui concerne les circonstances aggravantes, la situation est la même que pour les deux délits précédents.

Les pénalités sont également les mêmes que pour ces deux délits.

Une conséquence intéressante des délits de l'article 334 est l'ensemble des pénalités accessoires édictées par l'article 335 :

1°) Dans tous les cas, impossibilité d'exercer une tutelle, une curatelle, ou de faire partie d'un conseil de famille, à qui-conque a été condamné pour l'un des délits de l'article 334 ou même pour la tentative de l'un de ces délits.

La durée de cette incapacité est de 2 à 5 ans en général, elle est de 10 à 20 ans lorsque le délit est commis par le père ou la mère du mineur.

2°) Une interdiction de séjour est également obligatoire. Elle a la même durée que ces incapacités.

3°) Enfin, si le délit a été commis par le père ou la mère du mineur, le coupable est privé des droits résultant de la puissance paternelle. Cette déchéance de la puissance paternelle est de plein droit.

Outre cette déchéance de la puissance paternelle, prononcée contre ceux qui ont été condamnés pour un délit commis sur un de leurs enfants, il y a deux autres cas de déchéance prévus seulement par la loi du 24 Juillet 1889 et auxquels il est malheureux que l'article 335 ne renvoie pas :

1° Déchéance de plein droit contre ceux qui ont été condamnés soit une fois pour embauchage de mineurs en vue de la débauche, soit deux fois pour excitation habituelle de mineurs en vue de la débauche.

2° Déchéance facultative laissée à l'appréciation des juges contre ceux qui ont été condamnés une première fois pour excitation habituelle de mineurs en vue de la débauche.

Il est malheureux de souligner ici une anomalie : alors que le délit d'excitation habituelle de mineur en vue de la débauche entraîne ou peut entraîner la déchéance de la puissance paternelle, le délit qui consiste, pour un individu qui veut

satisfaire ses propres passions, à commettre des actes contre nature avec un mineur de son propre sexe, ne l'entraîne pas : C'est que la loi du 24 Juillet 1889 n'a pas été modifiée après la promulgation de celle du 6 Août 1942. Il serait urgent qu'elle le soit.

CHAPITRE III

Attentats à la pudeur

En dehors des faits dont nous avons parlé au chapitre précédent, les actes contraires aux bonnes mœurs et que notre législation incrimine, se divisent en quatre groupes :

1°) *Outrages publics à la pudeur.* — Ce sont là des actes immoraux qui ne lèsent pas une personne ou un groupe de personnes déterminé et dans lesquels c'est la publicité qui constitue le principal élément. Ces faits, à la différence de ceux qui vont suivre, ne sont punis que de peines correctionnelles. Nous ne nous en occuperons pas car ils n'intéressent pas les mineurs d'une façon spéciale.

2°) *Attentats à la pudeur.* — Ce sont des actes immoraux qui lèsent une personne déterminée. Nous allons voir que l'âge de cette victime et sa minorité sont des éléments constitutifs du crime d'attentat à la pudeur. Nous remarquerons aussi que la loi prévoit trois crimes distincts : l'attentat à la pudeur sans violence commis par une personne quelconque sur un enfant de moins de 13 ans, l'attentat à la pudeur commis sans violence sur un mineur de moins de 21 ans par un ascendant de ce mineur, et l'attentat à la pudeur avec violence.

La minorité de la victime constitue un élément constitutif du premier et du second crime, et une simple circonstance aggravante du troisième. Nous n'étudierons donc que les deux premiers crimes.

3°) *Actes contre nature commis sur un mineur.* — Ce sont les délits prévus par la loi du 8 Février 1945.

4°) *Viols.* — Ce sont les rapprochements des sexes commis par la violence. Ici, la minorité de la victime est une simple circonstance aggravante.

Pour demeurer dans le cadre de notre étude, nous nous bornerons à étudier les deux crimes dans lesquels la minorité de la victime est un véritable élément constitutif. Nous dirons ce-

pendant un mot de l'attentat à la pudeur avec violence et du viol.

Les deux attentats à la pudeur sans violence sont prévus et punis par l'article 331 : « tout attentat à la pudeur consommé » ou tenté sans violence sur la personne d'un enfant de l'un » ou l'autre sexe âgé de moins de treize ans, sera puni de la » réclusion. Sera puni de la même peine, l'attentat à la pudeur commis par tout ascendant sur la personne d'un mineur, même » âgé de 13 ans, mais non émancipé par le mariage ».

I. — *Attentat à la pudeur sans violence*

Les éléments constitutifs sont les suivants :

Fait attentatoire à la pudeur :

Il s'agit là, d'une façon très générale, de tous les faits commis sur un individu de l'un ou l'autre sexe, par un auteur qui est, lui aussi, de l'un ou l'autre sexe. Le crime est constitué non seulement lorsque c'est le mineur qui a été victime de l'attentat à la pudeur, mais aussi si l'acte a été commis par l'enfant sur la personne de celui qui le souille. Si la jurisprudence a pu, un moment, manifester sur ce point des incertitudes, elle n'en présente plus depuis longtemps et, par des arrêts des 2 Avril 1832 (S. 1835-1-396) et 27 Septembre 1860 (D. 1660-1-469), la Cour de Cassation a admis que l'attentat à la pudeur résulte aussi bien des actes à la perpétration desquels le mineur a servi d'auxiliaire ou d'instrument que les actes obscènes commis sur le mineur. Cette solution est conforme à l'unanimité de la doctrine et il semble bien que par son silence la loi indique qu'il suffit que l'enfant soit offensé en tant que victime ou seulement en tant qu'instrument.

Il faut, cependant, que l'attentat consiste en un acte contraire aux bonnes mœurs, exercé directement sur un enfant de l'un ou l'autre sexe. Le mot « attentat » implique une action immédiate sur la personne qui en est victime. Il n'est pas nécessaire que le fait ait été commis en public. La publicité n'est pas, en effet, un élément constitutif des crimes des articles 331 et 332.

L'intention coupable doit, bien entendu, accompagner le fait attentatoire à la pudeur de l'enfant. Mais le juge n'a pas à se préoccuper de savoir quel est le mobile auquel a obéi l'agent

(Cr. 24 Juillet 1874). Peu importe que ce mobile soit une pensée injurieuse, un sentiment de brutalité, ou le désir de se procurer des jouissances sexuelles. Il résulte de cette idée que l'attentat à la pudeur peut notamment exister dans des actes que des femmes ont exercés sur une autre femme par pur esprit de haine. (Cr. 14 Janvier 1826).

Le fait incriminé sous la qualification d'attentat à la pudeur suppose que le dessein d'attentat à la pudeur a reçu un commencement d'exécution. Les actes qui précèdent ce commencement d'exécution ne sont que des faits préparatoires qui ne tombent pas sous le coup de la loi pénale. Mais, dès qu'il y a eu commencement d'exécution, la pénalité est encourue : la loi assimile en effet l'attentat tenté à l'attentat consommé. La loi, au lieu de laisser la tentative soumise seulement à la disposition générale de l'article 2 du Code Pénal, a entendu expressément déroger à ce texte en employant les mots « consommé » ou « tenté » (Cr. 21 Mai 1819).

Age de la victime. — L'attentat à la pudeur de l'article 331 n'existe que s'il est commis sur la personne d'un enfant de moins de 13 ans. Selon certains auteurs la loi établit une sorte de présomption de violence toutes les fois que les actes ont été commis sur des mineurs de moins de 13 ans. La fixation de cette limite a donné lieu à d'assez nombreuses discussions : la loi du 28 avril 1832 fixait à 11 ans l'âge maximum de l'enfant. C'est la loi de 1863 qui l'a porté de 11 à 13 ans. Au moment de la discussion de la loi du 19 Avril 1898, des propositions demandaient de porter encore cet âge de 13 à 15 ans. Monsieur Béranger faisait remarquer au Sénat qu'à 13 ans le développement de l'enfant n'est pas complet et qu'il y a lieu de protéger encore l'innocence et la sécurité de l'enfant. La Chambre refusa toute modification à l'article 331 et le Sénat céda.

Le Code de 1810 ne punissait l'attentat à la pudeur que s'il était commis par la violence. Même commis sur un mineur, il n'était pas punissable si le mineur s'était laissé entraîner sans violence. Ce n'est que la loi du 28 Avril 1832 qui a imaginé de punir l'attentat commis sans violence sur le mineur.

II. — Attentat à la pudeur commis sans violence par un ascen-

dant sur un mineur, même âgé de plus de 13 ans et non émancipé par le mariage.

Lors de la rédaction de la loi de 1863, certains membres du corps législatif firent remarquer que « s'il est permis de « poser une volonté intelligente chez un enfant de plus de treize « ans, cette volonté libre n'est plus certaine si la sollici- « tation lui arrive d'un de ses ascendants, c'est-à-dire d'une per- « sonne qui exerce sur elle une autorité naturelle. Qu'un père « soit assez dégradé pour attenter lui-même à la vertu de sa « fille, il commet à la fois une immoralité révoltante et un acte « digne d'une punition salutaire, tant il est permis de supposer « que l'autorité et l'état de dépendance sont venus en aide à ses « mauvais desseins ». On a donc eu l'idée de punir l'abus d'autorité. On a sans doute voulu aussi punir l'inceste car, pour une mineure de 19 ou 20 ans, il est rare que, sans violence, celle-ci puisse céder à l'autorité paternelle. Notons d'ailleurs, que la plupart des législations modernes ont estimé que l'inceste ne doit pas figurer dans la liste des délits ou des crimes. Ni le mariage incestueux ni les rapports incestueux hors mariage ne sont réprimés. On a pensé, avec quelque raison semble-t-il, que la répression de tels faits était plus dangereuse que les faits eux-mêmes en étalant au grand jour les turpitudes et les hontes d'une famille. Mais, cependant, l'inceste n'a pas disparu du nombre des crimes lorsqu'il affecte un mineur. Il est englobé dans la catégorie des attentats à la pudeur du second paragraphe de l'article 331.

Les éléments constitutifs du crime de l'article 331, second alinéa, sont les suivants :

- a) Attentat à la pudeur.
- b) Qualité d'ascendant de l'auteur.
- c) Etat de minorité de la victime.

Nous nous sommes déjà expliqués sur les faits constituant le crime d'attentat à la pudeur.

La qualité d'ascendant n'est pas seulement une circonstance aggravante comme nous allons le voir plus loin dans d'autres crimes. La loi vise certainement tous les ascendants légitimes, ou naturels. Vise-t-elle les ascendants par alliance : si la loi a eu pour but de réprimer l'inceste, la solution négative s'impose; si elle a voulu punir l'abus d'autorité, la solution affirma-

tive est plus soutenable car un beau-père a manifestement quelque autorité sur les enfants de sa femme. Quant à la jurisprudence, elle a jugé qu'il s'agit uniquement du lien du sang, des descendants légitimes ou naturels, et que, si la loi avait voulu désigner les autres catégories d'ascendants, elle l'aurait dit (Cour de Cassation 17 Mars 1881, D.P. 1881-1-277).

La minorité de la victime est le troisième élément constitutif. Même si le mineur a donné son consentement, le délit existe tout de même. La seule circonstance qui efface le crime est l'émancipation à condition que celle-ci résulte du mariage et ne soit pas une émancipation volontaire. En ce qui concerne la violence, elle n'est pas nécessaire pour caractériser l'un ou l'autre des crimes dont nous venons de parler.

III. — *Questions communes aux deux crimes d'attentat à la pudeur*

Les deux crimes dont nous venons de parler sont l'un et l'autre punis de la réclusion.

Cependant, lorsque l'auteur est l'une des personnes désignées à l'article 333 la peine prévue sera celle des travaux forcés à temps. L'article 333 est ainsi conçu : « si les coupables
« sont les ascendants de la personne sur laquelle a été commis
« l'attentat, s'ils sont de la classe de ceux qui ont autorité sur
« elle, s'ils sont ses instituteurs ou ses serviteurs à gages, ou
« serviteurs des personnes ci-dessus désignées, s'ils sont fonctionnaires ou ministres d'un culte, ou si le coupable, quel qu'il
« soit, a été aidé dans son crime par une ou plusieurs personnes, la peine sera celle des travaux forcés à temps dans le
« cas prévu par le paragraphe premier de l'article 331... ».

Cette circonstance aggravante ne s'applique donc qu'à l'attentat à la pudeur sur la personne du mineur de moins de 13 ans.

Le principe, en ces matières, de l'aggravation des peines pour les délits commis par certaines catégories de personnes est fort ancien. On le trouve déjà dans la législation romaine impériale qui punit gravement le stupre commis par le tuteur ou le curateur sur son pupille, l'esclave sur sa maîtresse, le juif sur la chrétienne. L'ancien droit français respecta ce principe et une déclaration royale du 22 Novembre 1730, dans son article

3, prévoit que la peine de mort pourra être prononcée eu égard à la « qualité » des coupables. Les législateurs modernes ont suivi la même tendance et l'ont consacrée dans les rédactions, successivement élargies, du Code de 1810, de la loi du 28 Avril 1832 et de la loi du 18 Mai 1863.

Voyons maintenant, de quelles personnes il s'agit :

Pour certaines (serviteurs à gages, fonctionnaires, ministres du culte), l'énumération suffit. Pour les autres, quelques précisions sont utiles :

Ascendants. — Les incertitudes qui pouvaient exister sous le régime du Code de 1810 ont disparu et les ascendants sont désignés de façon précise. Il s'agit de tous les ascendants légitimes, naturels ou adoptifs.

Personnes ayant autorité sur la victime. — Il s'agit d'abord de ceux qui ont autorité légale. C'est une autorité qui prend sa source dans la loi elle-même (parents sur l'enfant, tuteur sur le pupille, maître sur l'apprenti, patron sur l'employé). Il s'agit aussi de l'autorité morale qui résulte non de la loi mais des circonstances et de la position (concubin sur les enfants de la concubine, oncle ou père nourricier sur l'enfant recueilli, curateur sur le mineur émancipé). Les deux autorités ont le même effet sur l'aggravation (Cassation 22 Décembre 1892 - D.P. 93-1-432). En effet, la loi ne précise pas ce qu'est « l'autorité ».

Il y a cependant, une différence entre les deux autorités : les circonstances aggravantes font l'objet, bien entendu, de questions posées au jury. Dans le premier cas (autorité légale) il suffit que le jury constate la qualité de tuteur ou de patron du coupable ; dans le second (autorité morale) il faut qu'il soit interrogé non sur la qualité du coupable (oncle ou concubin de la mère) mais sur la situation de fait d'où dérive l'autorité. Il ne faut pas dire que le coupable, en sa qualité de père nourricier avait autorité, il faut en outre que la question porte sur les éléments de fait d'où résulte l'autorité (Cassation 11 Décembre 1856 D.P. 1857-1-72).

Instituteurs. — Ce mot désigne tous ceux auxquels est confiée l'éducation ou l'instruction de la jeunesse, soit dans des établissements, soit dans les familles. Il désigne aussi ceux que les véritables responsables de l'instruction ou de l'éducation de l'enfant se sont substitués ou adjoints.

IV. — *Actes contre nature commis sur la personne d'un mineur*

La loi du 6 août 1942 avait prévu, par une modification du premier alinéa de l'article 331, la repression des actes impudiques commis avec un mineur de 21 ans. Ce nouveau délit était frappé des mêmes peines que l'excitation habituelle de mineurs à la débauche et l'embauchage de mineures en vue de la débauche. Etant frappé des mêmes peines il se trouvait, à tort ou à raison, prévu par une disposition du même article du code pénal.

Le texte nouveau du 8 Février 1945 opère une transposition et prévoit l'acte impudique dans une disposition spéciale de l'article 331. Il est peut être plus logique en effet de réprimer de tels actes par les textes qui légifèrent sur des faits qui sont de même nature sinon de même gravité.

Ceci posé, il est certain que l'acte impudique ou contre nature commis par un individu sur un mineur de son sexe risquerait, en l'état des anciennes dispositions des articles 331 et 334, de demeurer impuni, et les lois du 6 août 1942 et du 8 février 1945 ont eu le mérite de les réprimer. Sans doute, nous l'avons vu avec l'étude du délit d'excitation habituelle de mineurs à la débauche, la jurisprudence tendait à combler les lacunes de notre droit. Des lacunes existaient tout de même et la plus grave d'entre elles concernait l'acte contre nature, commis sur un mineur de 21 ans. Cet acte ne tombait pas sous le coup de l'article 331 s'il s'agissait d'un enfant de 13 à 21 ans. Il ne tombait pas davantage sous le coup de l'article 331 s'il s'agissait d'un acte non habituel, mais il n'en révoltait pas moins la conscience et il n'en méritait pas moins une sanction.

A l'heure actuelle les éléments constitutifs du nouveau délit sont les suivants :

1° Acte impudique ou contre nature. Le mot impudique couvre certainement tous les actes que la morale réproouve, la qualification est ici plus large encore que dans la définition de l'attentat à la pudeur.

Ici il n'est pas question des actes habituels et un acte isolé est punissable. La loi du 6 août 1942 prévoyait d'une façon expresse qu'elle visait « un ou plusieurs actes » mais ce n'est pas parce que la loi du 8 Février 1945 a abandonné la formule « un ou plusieurs » que l'esprit du texte est changé. Cette expres-

sion était nécessaire lorsque l'acte impudique était puni par une disposition incidente d'un texte qui dans son ensemble vise un délit d'habitude ; elle ne l'est plus désormais.

2° Sexe du mineur. Il ne s'agit que de l'acte commis par un individu sur un mineur de son sexe. Sans doute il y aura encore des actes qui ne tomberont pas sous le coup de la répression mais fort heureusement les actes les plus graves sont ceux qu'a prévus la loi.

3° Age de la victime. Il s'agit du mineur de 21 ans, ce qui étend considérablement le champ d'action de l'article 331 ancien.

Circonstances aggravantes : lorsque, sous l'empire de la loi du 6 août 1942, l'acte contre nature se trouvait réprimé par l'article 334, les circonstances aggravantes de l'article 335 lui étaient toujours applicables et la peine était de 3 à 5 ans d'emprisonnement. La question est plus délicate en examinant les articles 331 et suivants tels qu'ils sont modifiés par la loi du 8 février 1945. Si les coupables sont les ascendants, les faits tombent en même temps sous le coup de l'article 331 alinéa 2 et la peine est la réclusion si le mineur n'est pas émancipé. Si par contre le mineur est émancipé ou si les coupables sont au nombre des personnes énoncées à l'article 334, autres que les ascendants, il n'y aura aucune aggravation. Ainsi, par une inadvertance, le législateur du 8 février 1945 a fait disparaître des circonstances aggravantes dans un assez grand nombre d'hypothèses. Sur ce point sa réforme est malheureuse et il est à souhaiter qu'elle soit prochainement modifiée.

V. — *Attentat à la pudeur avec violence et viol*

L'article 332 prévoit ces crimes. Nous n'avons pas à en faire une étude complète car la minorité ou l'âge de la victime n'est pas un élément constitutif. Nous nous bornerons à signaler ce qui intéresse les mineurs : les circonstances aggravantes.

Celles-ci sont au nombre de deux :

1° La qualité des auteurs du crime : personnes désignées à l'article 333. Nous nous sommes expliqués sur ces personnes.

2° Minorité de la victime : La circonstance aggravante est cette circonstance que le crime a été commis sur un enfant de moins de 15 ans. Cette limite est plus élevée que dans l'attentat à la pudeur sans violence. C'est compréhensible car l'enfant de 13 ans à 15 ans résistera peut-être à une simple sollicitation,

mais résistera mal à la violence. Il appartient souverainement au jury de décider si l'enfant a moins de 15 ans et ce droit n'appartient qu'à lui. Mais en présence d'un acte de naissance la Cour ne peut rendre une décision contraire à ce qu'il résulte de cet acte. L'arrêt serait cassé dans le cas contraire (Cassation 1^{er} Octobre 1934, S. 1834-1-167).

CHAPITRE V

Excitation des mineurs à l'ivrognerie

Le législateur a, depuis longtemps, reprimé l'ivresse publique. Il a surtout et d'abord voulu prévenir cette ivresse chez les enfants.

C'est ainsi que la loi du 23 Janvier 1873 avait pris les mesures suivantes :

Défense de servir dans les cabarets des liqueurs alcooliques à des enfants de moins de 15 ans (à moins que le débitant ne justifie de son erreur sur l'âge de l'enfant). La sanction est une amende de 1 à 5 francs. En cas de récidive, peines correctionnelles.

Pénalités plus graves pour quiconque a fait boire jusqu'à l'ivresse le mineur de 16 ans (emprisonnement de 6 jours à un mois et amende de 16 à 300 francs). Si le délit a été commis par un débitant, les pénalités sont aggravées (maximum).

Malgré cette loi, l'alcoolisme fit des progrès. Aussi la loi du 1^{er} Octobre 1917 a essayé de s'attaquer à nouveau au problème.

Elle a pris en ce qui concerne les mineurs, les dispositions suivantes :

1^o Interdiction aux débitants de servir ou de vendre des boissons alcooliques à des mineurs de 18 ans (sauf s'ils sont trompés sur l'âge du mineur). La sanction sera : pour le premier délit, amende de 1 à 5 francs ; pour la récidive dans les 12 mois, emprisonnement de 6 jours à 1 mois et amende de 16 à 300 francs ; pour la seconde récidive, dans les 12 mois qui suivent la première condamnation, maximum qui pourra être porté au double. (En outre, peines accessoires prévues à l'article 6 de la loi, modifiée par la loi du 20 Décembre 1933).

2^o Répression du fait de faire boire un mineur de 18 ans jusqu'à l'ivresse. La sanction est un emprisonnement de 6 jours à un mois et une amende de 16 à 300 francs avec aggravation en cas de récidive (art. 7).

3° Interdiction d'employer des filles ou des femmes mineures de 21 ans (depuis la loi du 24 Septembre 1941) dans un débit (hors les membres de la famille du débitant). La sanction (article 9) est l'application des articles 475 et 478 du Code Pénal.

Enfin, devant les progrès que l'alcoolisme a continué à faire en France, la loi du 24 Septembre 1941, dans son article 8, interdit dans tous les cas de servir aux mineurs des boissons alcooliques autres que les vins naturels, le cidre, la bière, l'hydromel et le poiré (sanction : amende de 10 à 80.000 francs). Notons ici un fait justificatif : l'erreur du débitant sur l'âge du consommateur. S'il a été « induit en erreur » aucune pénalité ne sera appliquée.

TROISIÈME PARTIE

Délits contre le patrimoine des mineurs

Introduction de la Troisième Partie

Il nous reste maintenant à voir les délits portant atteinte au patrimoine du mineur. En effet, l'enfant est, pendant de longues années, dans l'impossibilité matérielle en même temps que dans l'incapacité légale, d'administrer son patrimoine. La loi civile a pourvu d'une façon très attentive à la gestion de ce patrimoine soit par le père, administrateur légal, soit par un tuteur. Dans tous les cas, cependant, le mineur peut être tenté d'engager ce patrimoine. La loi pénale s'est donc préoccupée des dangers que le mineur peut courir du fait de ceux qui ont des visées sur ce patrimoine. C'est ainsi qu'elle a été amenée à la répression de l'article 406.

Par ailleurs, l'enfant est, bien entendu, dans l'impossibilité de se procurer des moyens d'existence. Il est du devoir des parents d'y suppléer. Dans l'hypothèse où cet appui matériel des parents fait défaut, la loi du 7 Février 1924 a prévu le délit d'abandon de famille.

Ce délit ne vise pas exclusivement les mineurs comme tous ceux dont nous avons parlé jusqu'ici. Il mérite cependant de rentrer dans le cadre de notre étude car c'est tout de même un délit qui ne peut être commis à l'égard de n'importe quel individu ; c'est manifestement un délit qui affecte la famille. Par ailleurs, depuis la loi du 23 Juillet 1942, le délit d'abandon de famille n'est plus nécessairement un défaut de paiement de subsides, mais peut n'être qu'un défaut de surveillance ou de direction des enfants par les parents. Il n'affecte donc pas toujours le patrimoine de l'enfant. Nous l'étudierons cependant sous le titre des délits contre le patrimoine de l'enfant car, sous son aspect de 1924, il entre raisonnablement dans cette partie, et car il est difficile de distinguer les unes des autres les différentes dispositions de la loi du 23 Juillet 1942.

Nous allons donc étudier :

Dans un premier chapitre, l'abus des faiblesses d'un mineur

Dans un second chapitre, les délits d'abandon de famille.

Ainsi que nous l'avons exposé, nous laisserons de côté tout ce qui touche au salaire ou à la profession de l'enfant car, bien que cela se rapproche de la protection du patrimoine, il s'agit de dispositions qui se rattachent beaucoup plus à la législation du travail qu'au droit pénal.

CHAPITRE I

Abus des faiblesses d'un mineur

Nous arrivons maintenant au délit qui consiste à abuser des passions ou des faiblesses d'un mineur. Evidemment, si les faits par lesquels on porte atteinte au patrimoine du mineur en faisant abusivement souscrire à ce dernier une obligation ou une décharge comportent par eux-mêmes des manœuvres frauduleuses de la nature de ceux prévus à l'article 105, le délit constituera, outre l'infraction de l'article 406, une escroquerie. La minorité de la victime n'est en aucune façon un élément constitutif, ni même une circonstance aggravante de l'escroquerie. Nous allons donc nous occuper de faits qui, en eux-mêmes et considérés abstraction faite de l'âge de ceux auxquels ils s'appliquent, ne constituent pas des escroqueries.

Ces faits sont ceux que réprime l'article 406 modifié dans le détail par un décret du 30 Octobre 1935.

Les éléments constitutifs de ce délit sont les suivants :

1°) *Minorité de la victime.* — Il s'agit ici de la minorité de 21 ans. Le majeur, même pourvu d'un conseil judiciaire, n'est pas visé par l'article 406, de même que l'interdit judiciaire. Le mineur émancipé, s'il y a « abus », bénéficie de la protection mais par contre cette protection sera refusée au mineur habilité à faire du commerce.

Notons, en ce qui concerne la minorité, que si l'engagement est ratifié à la majorité du souscripteur, l'infraction demeure néanmoins, et que l'engagement est d'ailleurs nul malgré la ratification car il a pour cause une infraction à la loi pénale.

2°) *Abus des besoins, des faiblesses ou des passions.* — Il est nécessaire que le prévenu ait « exploité » la situation du mineur. Les juges ont d'ailleurs le pouvoir souverain d'apprécier le caractère abusif des agissements incriminés. Il n'est pas nécessaire que ces agissements soient frauduleux car le texte de l'article 406 n'est pas le même que celui de l'art-

ticle 405. Il semble bien d'ailleurs que si les faits constituent des agissements frauduleux, le prévenu pourra être inculpé à la fois des délits des articles 405 et 406. Ce cumul d'infractions est d'ailleurs sans grand intérêt par l'effet du principe de la confusion des peines. Il y a cependant cette particularité que le fait tombant non seulement sous le coup de l'article 406, mais encore sous le coup de l'article 405, sera puni de peines plus sévères (un an à cinq ans de prison en général au lieu de deux mois à deux ans).

3°) *Souscription d'engagement.* — L'article 406 exige en outre que l'obligation souscrite par le mineur ait pour cause un prêt. Il faut donc que l'obligation ait pour but de procurer directement ou indirectement de l'argent au mineur. Il ne s'applique pas, par exemple, à celui qui consent au mineur une vente à crédit et fait souscrire un engagement de payer (Cour de Rennes, 6 Décembre 1865. D.P. 1866-1-237). Mais cependant peu importe que le prêt soit dissimulé sous un autre contrat.

En outre, l'article 406 exige que l'engagement soit écrit. Aucun engagement verbal n'est suffisant.

L'article 406, s'il exige un engagement, n'exige pas que cet engagement soit souscrit au profit de celui qui est l'auteur des pressions abusives.

4°) Il faut en outre, que les engagements souscrits causent, par leur exécution inévitable, un préjudice certain au patrimoine du mineur. Ainsi, des engagements qui, pour une autre cause que la minorité du souscripteur, sont nuls, ne sont en aucune façon préjudiciables au mineur et en aucune façon délictueux.

5°) Il faut enfin, bien entendu, une intention frauduleuse chez l'auteur des faits incriminés.

Peines. — Le délit d'abus de la confiance des mineurs et puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 1.000 à 10.000 francs. L'amende pourra cependant dépasser le maximum de 10.000 francs et être égale au quart des restitutions ou des dommages-intérêts, même s'il n'y a pas de partie civile.

En outre, les dispositions du second paragraphe de l'article 405 seront applicables au délit de l'article 406.

CHAPITRE II

Abandon de famille

Nous avons vu à plusieurs reprises, depuis le début de notre étude, que la notion des devoirs de famille et la notion de solidarité familiale, tendaient malheureusement à s'amenuiser quelque peu. De nos jours, les familles sont certainement moins stables qu'aux siècles précédents et beaucoup d'individus sont tentés de violer ou tout au moins d'oublier les devoirs que leur imposent la morale, que la loi civile définit et que la loi pénale est nécessairement amenée en conséquence à sanctionner. Il est malheureux d'être obligé de rappeler par des textes repressifs une attitude que l'affection suffirait à commander. Il n'en reste pas moins que devant de tels oublis la répression est indispensable.

Cette sanction pénale d'obligations civiles, signe certain de la décadence des institutions, était notamment nécessaire en ce qui concerne les obligations alimentaires. C'est ainsi que la loi du 7 Février 1924 réprimait le fait de demeurer trois mois sans payer la pension dûe en vertu d'une décision d'une juridiction civile à un ascendant, descendant ou conjoint.

Certes, le délit prévu par la loi du 7 Février 1924 était destiné à protéger la famille en général. Il ne faisait pas partie des mesures ayant spécifiquement trait à la protection de l'enfance. Depuis la loi du 23 Juillet 1942, il n'en est peut-être plus de même, et, au moins en ce qui concerne l'abandon matériel, nous nous trouvons en présence d'un délit commis envers l'enfant.

Nous allons donc étudier l'ensemble des dispositions de la loi du 23 Juillet 1942 :

En examinant ce texte dans l'ordre même de ses articles, nous allons étudier :

1° L'abandon matériel.

2° L'abandon pécuniaire.

1°) *ABANDON MATERIEL*. — C'est là que réside l'innovation de la loi. Sous le régime de la loi de 1924, l'abandon par un époux de son foyer et de ses enfants ne constituait pas une infraction. La Semaine Internationale de Droit, tenue à Paris en 1937, a montré, par les rapports des juristes de la plupart des pays d'Europe, la nécessité d'instituer la répression d'un délit commis avec une fréquence croissante.

L'abandon consiste dans le fait matériel, par l'un ou l'autre des époux, de quitter la résidence où se trouvent les enfants. Ce n'est pas seulement le fait de se soustraire au devoir d'élever et d'entretenir matériellement les enfants. C'est aussi le fait de se soustraire aux devoirs d'éducation ou de surveillance.

Eléments de fait du délit :

1° Le premier est le fait d'abandonner la « résidence familiale » ; cette résidence est un lieu concret, ce n'est pas une abstraction juridique comme le domicile. C'est le lieu où se trouvent les enfants. Il est nécessaire que les enfants soient abandonnés et le conjoint qui abandonne le domicile en emmenant avec lui les enfants communs ne tombe pas sous le coup des dispositions pénales.

2° Le second élément constitutif est l'existence d'enfants : enfants nés ou à naître, puisque le délit existe si la femme est enceinte et si le mari a connaissance de son état. Il faut, bien entendu, que les enfants soient mineurs puisque le texte vise le fait de se soustraire aux obligations résultant de la puissance paternelle ou de la tutelle légale.

3° Le troisième élément est la durée de l'abandon. Cette durée doit avoir été au moins de deux mois. Ce délai ne peut être interrompu que par un retour susceptible de manifester la volonté de reprendre la vie commune. Bien entendu, l'interprétation de cette volonté peut donner lieu à beaucoup d'hésitations.

4° Mise en demeure. — Le délit n'est consommé que si le coupable a été mis en demeure de rentrer par une sommation ou une interpellation d'un officier de police judiciaire (une sommation par huissier ne suffit donc pas). Passé cette interpellation, le délai pour rentrer est de 8 jours (il est cependant porté à 4 semaines jusqu'à la fin des hostilités).

Elément intentionnel. — Il ne faut pas que l'abandon soit justifié par un motif grave. Les juges sont ici maîtres de leur opinion sur la gravité des motifs invoqués par l'inculpé.

Conditions de la poursuite. — Plainte de l'époux demeuré au foyer :

Nous nous trouvons, en effet, en présence d'un délit dont la poursuite peut affecter irrémédiablement la paix d'une famille. On comprend qu'ici, comme par exemple en matière d'adultère, le ministère public ne soit pas seul juge de l'opportunité de la poursuite.

Aucune disposition de la loi du 23 Juillet 1942 ne vise la complicité. Ce sera donc l'application du droit commun.

Pénalités. — Emprisonnement de 3 mois à 1 an ou amende de 1.000 à 20.000 francs. Par application de la loi nouvelle, il n'y aura pas application de l'article 463 en cas de récidive.

Cas de défaut de soins ou d'éducation. — La loi nouvelle, par une disposition incidente, revêt une importance exceptionnelle. Aux termes, en effet, de l'article 1^{er}, in fine, de la loi du 7 Février 1924, modifiée par celle du 23 Juillet 1942, sont punis des peines de l'abandon matériel les parents qui, en dehors même de toute action de déchéance de puissance paternelle, auront compromis « par de mauvais traitements, par des exemples pernicieux d'ivrognerie habituelle ou d'inconduite notoire, par un défaut de soins ou un manque de direction nécessaire, soit la santé, soit la sécurité, soit la moralité de leurs enfants ou d'un quelconque de ces derniers ». C'est là une disposition d'une extrême importance. Désormais, tout manquement sérieux aux devoirs d'éducation sera sanctionné. Il n'y aura plus seulement application de la loi pénale lorsque les faits seront d'une gravité telle qu'ils pourront entrer dans le cadre d'un des délits dont nous avons eu à parler ; il y aura une repression toutes les fois que le rôle d'éducateur du père ou de la mère ne sera plus rempli.

Il faut voir dans ce texte le début d'une protection véritable de l'enfance. Jusqu'ici des textes épars dans nos codes réprimaient les agissements qui causaient directement un préjudice matériel ou moral à l'enfant. Ils laissaient malheureusement de côté ces abstentions qui sont tolérables chez ceux qui n'ont

aucun lien de parenté avec les enfants mais qui deviennent graves chez les père et mère. Ce texte est un des premiers de notre législation à faire mieux que punir tel ou tel acte; il sanctionne le défaut d'accomplissement d'un devoir qui est autant moral que matériel. A une époque où on commence à vouloir instaurer en France une politique et une législation familiales, au moment où on veut donner à la famille la place qu'elle mérite dans la cité et dans l'Etat, il importe de rappeler à ceux qui ont la charge d'élever leurs enfants, qu'ils ont le devoir d'appliquer tout leur effort vers leurs enfants. Sans doute, les parents doivent-ils être libres de choisir le genre d'éducation, sans doute l'Etat n'a pas à leur imposer une idéologie plutôt qu'une autre, mais, en présence du nombre croissant des familles mal dirigées par leur chef, il était nécessaire d'instituer un contrôle et l'expérience montre que ce contrôle, pour être efficace, ne doit pas être dépourvu de sanctions. Souhaitons, d'ailleurs, que le remède fasse disparaître le mal et que nous arrivions à une abrogation sans danger de la loi nouvelle.

La formule de la loi nouvelle ne fait que reprendre celle de l'alinéa 6 de l'article 2 de la loi du 24 Juillet 1889, qui a le mérite de chercher à viser toutes les défaillances. En ce qui concerne le dommage qui en résulte pour l'enfant, elle parle de la santé, de la sécurité ou de la moralité des enfants. Le mot sécurité doit viser la mise à l'abri des dangers à la fois physiques et moraux. Peut-être aurait-on pu employer aussi le mot éducation : on aurait eu, évidemment, un ensemble plus complet, mais il y aurait eu là une source d'assez sérieuses difficultés. S'il s'agit de définir la bonne ou la mauvaise moralité, on est facilement toujours ramené à un petit nombre de principes unanimement admis. Il en serait autrement s'il s'agissait de définir la bonne ou la mauvaise éducation.

En ce qui concerne les faits réprimés, la formule du législateur paraît heureuse. Après les faits les plus graves qui ne peuvent pas prêter à équivoque, les mots « manque de direction nécessaire » paraissent s'appliquer à toutes les négligences graves. Cette formule a le mérite d'imposer peut-être à chacun une conduite en rapport avec sa condition.

La jurisprudence n'a pas encore eu à préciser souvent la portée de la loi nouvelle. L'expérience nous dira si les formules

ont été heureuses. Il serait éventuellement facile de les améliorer. Il est en tout cas incontestable que l'esprit du nouveau texte est excellent.

Pour être complet, le législateur aurait peut-être pu envisager de quelle façon seraient engagées les poursuites contre ceux qui auront ainsi compromis la santé ou la moralité de leurs enfants.

Nous parlerons, en effet, plus loin de la question de savoir si les délits touchant aux enfants ne devraient pas, en ce qui concerne les poursuites, faire l'objet d'une procédure spéciale.

Ici, la difficulté est double : d'une part tous les magistrats ne seront peut-être pas en mesure d'apprécier la gravité des manquements. Il est aussi difficile de juger des parents indignes que des mineurs délinquants. Or, au moins depuis la loi du 2 février 1945, appliquée depuis le 1^{er} octobre 1945, ce sont des magistrats spécialisés, assistés de personnes spécialement qualifiées qui composeront les tribunaux pour enfants. Dans des poursuites contre des parents négligents, ne conviendrait-il pas de faire aussi appel à des magistrats spécialisés ? Il y aurait là une difficulté pratique grave dans les petits tribunaux, mais la nécessité d'une juridiction spéciale pour examiner ces espèces paraît cependant certaine.

En outre, comment constatera-t-on les infractions, comment déclenchera-t-on la poursuite et comment diligentera-t-on la procédure ? Le procédé préalable de l'enquête officieuse est assez dangereux tant les réticences seront grandes chez les témoins. Les moyens mis à la disposition du juge d'instruction présentent les mêmes inconvénients. Il faudrait certainement organiser des services spéciaux d'enquête, par des assistantes sociales par exemple, et il serait certainement bon de demander l'avis de certains groupements spécialisés. Ici encore, l'instruction des délits commis par des mineurs peut nous servir de modèle.

Nous aurons, du reste, dans la conclusion de notre travail, à revenir sur ces questions.

2°) *ABANDON PECUNIAIRE*. — C'est le fait bien précis de s'abstenir de payer une pension alimentaire. Ce délit n'existe pas uniquement à l'égard des enfants. Il existe aussi à l'égard du conjoint et des ascendants. Il existe même à l'égard de l'ex-

conjoint, décide la jurisprudence, même si la pension impayée n'a qu'un caractère indemnitaire et non alimentaire (article 301).

Eléments du délit :

1°) *Conditions de fait* : existence d'une décision de justice et non paiement de la totalité de deux mensualités.

Il ne peut y avoir de délit s'il n'y a pas de décision de justice fixant une pension alimentaire. D'autre part, un paiement partiel est assimilé, quant à ses effets, à un défaut de paiement. La loi de 1942 ne laisse plus de doute à ce sujet. On fait ainsi une situation plus sévère au débiteur qui reste devoir quelques francs sur chacune des deux mensualités qu'à celui qui a payé une mensualité et n'a rien payé le mois suivant. C'est certainement contraire à la logique et tout aussi certainement contraire à l'équité.

2°) *Elément intentionnel* : Le défaut de paiement doit être volontaire : la loi nouvelle précise que l'insolvabilité dont le débiteur peut certainement se prévaloir, ne doit pas résulter de l'inconduite habituelle, de la paresse ou de l'ivrognerie. En dehors de ces motifs d'excuses qui ne sont pas admis, les juges useront de leur pouvoir d'appréciation.

Une question débattue a été celle du débiteur qui au lieu de payer la pension a payé diverses sommes dans l'intérêt du créancier d'aliments (des loyers, par exemple). Dans tous les cas une jurisprudence bien établie estime qu'il n'y a pas là un motif de non-paiement de la pension. Il faut payer la pension et non des équivalents.

Pénalités.

Emprisonnement de 3 mois à un an ou amende de 1.000 à 20.000 francs. Comme dans l'abandon matériel il ne peut y avoir application de l'article 463 en cas de récidive. En outre, dans ce cas c'est toujours la peine d'emprisonnement qui sera prononcée.

Situation particulière aux deux délits. — La loi de 1942 apporte une exception aux principes de la compétence. Dans tous les cas c'est le tribunal du domicile de celui qui aura été abandonné qui sera compétent. En outre, le même texte précise que les pensions ou subsides déterminés par le juge seront tou-

jours payables au domicile du créancier. Ce sont donc des paiements qui sont portables. Enfin, les titres de pension et actes de procédure, de poursuite ou d'exécution, devront être déposés entre les mains du Procureur de la République. C'est sans doute parce que ce magistrat exercera son contrôle sur le bien fondé de la réclamation.

Transfert de la puissance paternelle : En dehors de la question de l'abandon de famille, la loi du 23 Juillet 1942 traite des cas où la mère sera attributaire de la puissance paternelle. Ce sont là des dispositions qui relèvent du droit civil et qui ne constituent pas des sanctions pénales. Nous y reviendrons cependant plus loin en parlant de la déchéance.

CONCLUSION

VUE D'ENSEMBLE SUR LA LEGISLATION

Voici donc exposés, dans les limites que nous nous étions tracées, les principales mesures qu'a prises notre législation pour réaliser la protection des mineurs et pour réprimer les manquements aux devoirs et obligations qui pèsent sur tous les individus (et sur les éducateurs en particulier) quant aux enfants.

La première question qui se pose, avant de rechercher si tout a été bien réglé est de voir si tout a été prévu. En effet, dans une matière comme la nôtre, dans des lois pénales, il faut avant tout ne pas oublier de sanctionner les faits dont le caractère anti-social est certain.

A cette question nous sommes obligés de répondre par la négative.

Sans doute, en ce qui concerne la personne physique du mineur, la protection a-t-elle à peu près tout prévu. Il faut d'ailleurs remarquer que les faits de nature à porter atteinte à la personne physique de l'enfant ne font pas l'objet d'hypothèses bien variées.

Encore que sur ce terrain une lacune est peut-être à signaler : Une loi du 25 Octobre 1941 réprime et érige en délit le fait de laisser commettre certains délits et le fait de ne pas porter secours à des personnes en danger.

On peut se demander si, lorsque les délits prévus par l'article 2 de cette loi sont commis sur des enfants, le silence et l'abstention de celui qui en est témoin n'ont pas une gravité particulière. On doit surtout se demander si l'omission de porter secours à un être en péril, prévue et punie par le second alinéa de l'article 4 de la loi, ne devrait pas faire l'objet de sanctions pénales spéciales lorsque la personne en danger est un enfant, car, dans cette hypothèse, le danger est plus grand. Il est bien évident, en effet, que les motifs qui ont notamment conduit le

législateur à réprimer les violences commises sur des enfants plus sévèrement que celles commises sur les adultes, doivent conduire à penser qu'il est plus grave de laisser courir un danger à un enfant qu'à un adulte en état de se protéger par lui-même.

Mais c'est surtout parmi les délits de la classe de ceux qui ont fait l'objet des deuxième et troisième parties, que la protection est incomplète et que tout n'est pas prévu.

D'une part, aucun texte ne réprime le mauvais conseil ou le mauvais exemple donné à un enfant. Si, dans certaines hypothèses particulières, le mauvais conseil ou le mauvais exemple, tombe sous le coup de la répression du délit d'excitation habituelle à la débauche, il n'en reste pas moins qu'il est le plus souvent impuni. Lorsque, en effet, cet exemple ou ce conseil n'a pas déterminé directement d'infraction, l'application de l'article 60 est à écarter ; s'il n'a été qu'un fait isolé c'est l'application de l'article 334 qui est le plus souvent impossible et cependant ce sont surtout des conseils ou des exemples isolés qui sont à l'origine de la perversion des enfants. Cela, est bien entendu, d'autant plus grave lorsque les faits sont commis par les parents des enfants.

De même, il serait opportun de punir le fait qui consiste à se faire assister d'un enfant pour commettre un délit : nombreux sont, dans la pratique, les cas de vols dans lesquels les auteurs principaux se font assister d'enfants ; nombreux sont aussi les vols dont les instigateurs cachent leur personnalité derrière celle d'un enfant. Dans tous ces cas, un semblable délinquant doit être puni pour l'acte dont il a été l'auteur ou le complice, mais il devrait l'être bien davantage pour avoir incité un enfant à devenir comme lui un délinquant. Dans tous ces cas, en effet, ce qui est le plus navant est de voir qu'un enfant, dont l'esprit et le cœur étaient encore purs, devenir un vaurien sans que celui qui l'a incité au mal soit puni pour sa pernicieuse influence.

Sur la protection du patrimoine de l'enfant notre législation est encore assez sommaire. Si on a prévu un délit spécial à l'article 406, on n'a rien prévu pour le fait qui consiste à exiger ou à obtenir d'un mineur ce qu'on ne demanderait même pas à un adulte : pratiquer dans une vente un prix supérieur au

prix normal, faire accepter par un mineur ce qu'on n'aurait pu faire accepter à un adulte. Si la protection de biens mobiliers ou immobiliers appartenant aux majeurs n'appelle pas une répression spéciale, il n'en est pas de même de celle des biens appartenant aux mineurs. Le droit civil protège ces biens puisqu'il édicte à leur égard une suspension de la prescription ; le droit pénal les a oubliés.

Ces lacunes de notre droit étaient d'ailleurs difficilement évitables. En effet, malgré tous les bouleversements sociaux auxquels la France a assisté, depuis la fin du XVIII^{me} siècle, malgré les nombreux changements de régime (ou a cause peut-être de ces changements), aucun travail de synthèse n'a jamais été entrepris dans notre droit depuis les codes.

D'une part, les législateurs du courant du XIX^e ou du XX^e siècles, ont souvent apporté des retouches à l'œuvre de leurs prédécesseurs, et nous avons vu dans notre introduction que c'est à eux que l'on doit presque toutes les lois qui protègent actuellement l'enfance. Mais, par contre, ces mêmes législateurs n'ont peut-être jamais eu les vastes idées générales qui s'appuient sur des notions bien nettes et d'où devraient se dégager des principes certains. Leur méthode de travail leur aurait d'ailleurs rendu difficile ce gros travail de synthèse devenu si nécessaire à l'heure actuelle. Il aurait été difficile de discuter, au cours des réunions d'une trop nombreuse assemblée, de notions qui, par leur nature, auraient nécessairement échappé à la plus grande partie des membres de cette assemblée. Les législateurs, recrutés depuis longtemps par la voie de l'élection, pouvaient mal s'élever au-dessus des questions plus terre-à-terre concernant directement leurs électeurs. Ils étaient, par ailleurs, trop absorbés par les questions, d'ailleurs souvent urgentes, qui passionnaient ces électeurs, et s'en tenaient à des discussions sur ces questions. L'opinion publique française s'est souvent intéressée, et c'était son devoir le plus élémentaire, aux questions sociales ; les diverses lois postérieures aux codes ont eu pour but principal de résoudre ces questions ; mais, là encore, on peut se demander s'il y a eu une véritable législation sociale. A plus forte raison, il n'y a pas eu une législation de l'enfance. Sauf exceptions, l'opinion publique ne s'est jamais passionnée pour tout ce qui touche au droit pénal, et les légis-

gislateurs, qui ont marqué peu d'intérêt à tout ce qui ne présentait pas des avantages électoraux certains, ne pouvaient pas consacrer beaucoup d'efforts à cette partie du droit.

C'est ainsi que les idées générales manquent à notre système de la protection pénale des enfants.

Parmi les idées générales qui devraient dominer la législation qui nous occupe, se trouve en premier lieu la notion même de l'enfant :

Selon les délits, il s'agit soit d'un nouveau-né, soit d'un enfant au-dessous d'un certain âge (âge qui varie d'ailleurs avec les délits), soit d'un enfant encore incapable de se protéger par lui-même ; on peut se demander quelle est la raison de la multiplicité des formules qu'a employées le législateur.

Sans doute, il n'est pas question d'imaginer une formule unique et générale. Il est certain que le désir de protéger la jeunesse ou l'enfance conduira à poser des limites différentes selon qu'il s'agira d'une exposition d'enfant ou d'une excitation à la débauche : l'enfant qui est déjà en situation physique de réaliser la propre protection, et qui ne court plus de risque spécial s'il est exposé en un lieu solitaire, n'a pas toujours la formation morale suffisante pour ne plus avoir besoin d'une protection spéciale quant aux actes qui l'incitent au vice.

Mais, cependant, on voit mal pourquoi le législateur passe si facilement de la limite de 7 ans de l'article 348 à celle de 15 ans de l'article 311 et à celle de 21 ans des articles 334 ou 354.

Pourquoi l'article 349 laisse-t-il au juge le pouvoir de décider s'il s'agit d'un enfant « hors d'état de se protéger » par lui-même ?

Pourquoi surtout le juge, qui dispose d'un pouvoir souverain d'appréciation quant au délit de l'article 349, est-il lié aussi étroitement en ce qui concerne les autres délits ?..

La raison certaine paraît être celle que nous avons donnée plus haut ; il s'agit de textes d'époques différentes et d'auteurs différents.

Il semble, cependant, qu'une bonne réforme consisterait à donner le plus souvent possible au juge des pouvoirs de l'ordre de ceux que, dans un cas spécial, lui donne l'article 349. Sans doute, il est dangereux de trop accroître les pouvoirs du juge, mais, dans des espèces aussi délicates que celles qui tou-

chent les enfants, il est peut être plus dangereux encore de s'en tenir à l'arbitraire du législateur. En dehors de l'infanticide pour lequel la formule « enfant nouveau-né » donne au juge un pouvoir d'appréciation (d'ailleurs difficile à exercer en pratique), la plupart des délits sont circonscrits par le législateur dans les limites trop rigides d'un âge arbitrairement fixe. Il est bien certain qu'il y a des états successifs entre l'enfance et l'adolescence et que, si certains faits sont certainement délicieux à l'un de ces états, d'autres ne le sont peut-être plus. C'est ainsi que l'on conçoit que l'article 311 porte une limite d'âge inférieure à celle de l'article 354 et supérieure à celle de l'article 348. Mais, comme nous l'avons dit, pourquoi arbitrairement 15 ans plutôt que 14 ou que 16 ?...

De nombreuses critiques ont toujours été présentées en droit civil à la règle qui, irrévocablement, fait cesser la minorité à 21 ans. Ces critiques peuvent tout aussi bien être émises contre l'idée selon laquelle, par exemple, le délit spécial de coups et blessures sur un enfant cesse dès que cet enfant a atteint l'âge de 15 ans.

Sans doute, dans beaucoup de délits on a pensé bien faire en admettant comme critère de l'enfance l'âge de la minorité. Les législateurs des articles 334 et 354 ont peut-être pensé qu'ils laissaient au législateur du Code Civil la responsabilité d'une discrimination qu'ils voulaient à tout prix simplifier.

Il semble donc, qu'au moins si chaque texte répressif avait pris soin de préciser par une formule non équivoque quelle est la raison pour laquelle il édicte une peine spéciale, on aurait pu sans danger donner aux juges les pouvoirs d'appréciation que nous aimerions voir à leur disposition.

Il est bien certain d'une part que, selon les circonstances dont il est accompagné, un délit devrait être considéré comme consommé selon que la victime est plus au moins âgée. Telle circonstance de fait commande peut-être de faire cesser la protection, telle autre commande peut-être de la prolonger.

D'autre part, et c'est là que nous avons une vive critique à formuler contre l'arbitraire du législateur, si l'âge auquel on limite la protection doit varier avec les délits, il devrait aussi pouvoir varier avec les enfants. Sans doute, lorsqu'il s'agit de minimiser la gravité des faits et la sanction à prononcer, les

juges puisent, en général, dans l'article 463 le pouvoir de descendre à une peine assez basse lorsqu'ils estiment que l'enfant est assez développé pour ne plus motiver une protection spéciale. Il en est, cependant, autrement quand un enfant a dépassé l'âge prévu par la loi et quand la nature de cet enfant, sa déficience physique ou mentale, ou même certaines caractéristiques du milieu dans lequel il a vécu, commanderaient en équité de lui accorder encore la protection qu'il n'a plus. La possibilité qu'ont les juges de se déplacer entre le maximum et le minimum de la peine ne constitue pas toujours une garantie suffisante de saine et bonne justice, puisque c'est de la rigidité de l'un des éléments constitutifs du délit que vient la difficulté.

Quant au danger que présenterait l'octroi aux juges d'une trop grande liberté, il est certain, et on aurait tort de le sous-estimer. Dans des délits commis sur les enfants, l'instruction est difficile et ne donne souvent que des résultats douteux ou incomplets. Est-il alors opportun de choisir les affaires dans lesquelles ils sont le moins bien éclairés pour donner aux juges un plus grand pouvoir ?... Bien que le danger d'une telle réforme soit sérieux nous pensons qu'il peut être le plus souvent évité par la création, pour ces matières, des juridictions spéciales dont nous parlerons plus loin.

Mais la question de l'âge des enfants pose un autre problème : dans les cas où les juges ont à rechercher l'âge des enfants, comment détermineront-ils cet âge et sur quels éléments se fonderont-ils ?

Remarquons d'abord que si en droit la question est toujours la même, elle est en fait différente selon qu'il s'agit d'un crime de la compétence de la Cour d'Assises, d'un délit de la compétence du tribunal correctionnel ou d'une contravention de la compétence du tribunal de simple police.

Dans le premier cas la Cour d'Assises rend, en dernier ressort, des décisions qui ne sont pas motivées. La Cour et le jury réunis répondent comme bon leur semble par oui ou par non à la question de savoir si la victime est mineure de 13 à 21 ans. La Cour d'Assises, surtout depuis la nouvelle composition du jury, aura le souci de respecter les principes du droit et saura certainement tenir compte de l'acte de naissance ; mais si des circonstances de fait sont de nature à faire échec aux énon-

ciations de l'acte de naissance elle répondra souverainement oui ou non sans tenir un plus grand compte de l'acte de naissance.

Au contraire, les juges correctionnels, ou pour les conventions les juges de simple police, devront motiver sérieusement leurs décisions. Ils devront donc s'en tenir aux règles du droit civil. S'il existe un acte de naissance conforme à la possession d'état, ils ne pourront que s'incliner devant les énonciations de l'acte. S'il n'y a pas d'acte de naissance, les juges devront puiser dans les faits de la cause des éléments leur précisant la date de la naissance de l'enfant. Il en sera de même si l'acte de naissance est en contradiction avec « l'état » que possède l'enfant. Il a été jugé (Cr. 5 Mars 1863) qu'en l'absence d'un acte de naissance les juges peuvent fonder leur conviction sur tous les éléments de la cause et que leur décision échappe au contrôle de la Cour de cassation.

On voit donc les graves questions qui se poseront lorsque l'identité de l'enfant, c'est-à-dire l'âge de celui-ci, sera mise en discussion. Remarquons ici, qu'en dehors des avantages dont nous avons parlé plus haut le système selon lequel la qualité « d'enfant » serait laissée à l'appréciation des juges aurait entre autres avantages celui de faire disparaître la source des difficultés ci-dessus.

De même nature que le problème de l'âge est celui de la filiation. Dans de nombreux délits en effet, (nous reviendrons sur ce point), la qualité d'ascendant chez l'auteur de l'infraction est soit un élément constitutif, soit une circonstance aggravante ; dans tous les cas, il faut donc préciser la filiation de la victime. Il faut encore ici faire une distinction entre la Cour d'Assises et les autres juridictions. La Cour d'Assises est, en effet, souveraine ; sans risquer aucune cassation, puisqu'elle répond à une question de fait, elle répondra oui ou non, comme bon lui semblera, à toute question sur la filiation de la victime ou de l'accusé. Le Tribunal Correctionnel devra suivre les règles du droit civil. Si ces règles sont claires (si on se trouve, par exemple, en présence de la règle « pater is est » ou en présence d'une reconnaissance régulière), le juge correctionnel est lié ; si ces règles sont contradictoires (car cette contradiction peut se présenter) le juge correctionnel aura à trancher.

Si, enfin, une action susceptible de faire modifier la filiation est pendante devant les juges civils, il faudra que les juges correctionnels après avoir prononcé le sursis à statuer attendent la décision des juges civils.

Nous voyons donc qu'ici encore les difficultés ne manquent pas. Comme pour ce qui a trait à l'âge de l'enfant, il est navrant que le législateur ne se soit pas douté du problème... Il lui aurait été facile d'y apporter une solution pratique. Mais ici encore il s'agissait d'une idée générale qui a fait défaut au législateur du Code Pénal car l'œuvre législative était trop vaste, et qui a, plus encore, fait défaut aux législateurs successifs du XIX^e ou du XX^e siècle.

Enfin, parmi les problèmes généraux, que soulève le droit pénal, relativement au problème de la protection de l'enfance, se pose celui de la situation de certaines personnes auxquelles le mineur est lié par un lien de subordination.

Pour la plupart des délits ou des crimes, une cause d'aggravation résultera de ce que l'auteur de l'infraction était l'un des parents de la victime ou au moins une personne ayant autorité sur cette victime. Parfois même cette situation sera non lement une circonstance aggravante mais encore un élément constitutif.

L'article 333, par exemple, au sujet des attentats à la pudeur et des viols, prévoit une circonstance aggravante dans le fait que le crime a été commis par les ascendants, les personnes qui ont autorité sur les mineurs, les instituteurs ou serviteurs, les ministres des cultes.

L'article 312 parle seulement des ascendants ou des autres personnes ayant autorité sur l'enfant ou ayant l'enfant sous leur garde.

L'article 350 parle encore des ascendants (sans donner sur le sens de ce mot les précisions de l'article 312), des personnes ayant autorité sur l'enfant ou ayant l'enfant sous leur garde.

D'où vient cette diversité de textes ? Elle est sans doute due à la lacune que nous avons eu déjà l'occasion de signaler, à savoir que les différents textes (art. 333 et la loi du 12 Mai 1863, art. 311 et 350 et la loi du 19 Acril 1898) ont été rédigés par des auteurs différents, à des époques différentes, et inévitablement à la suite de conceptions différentes. Chaque fois qu'un de ces

textes a été rédigé, son auteur n'a pas bien connu quels seraient les textes anciens qui l'encadreraient dans notre vieux code ; il est donc compréhensible que chaque texte ne soit pas, quant à sa forme et même (et cela est plus grave) quant à son esprit, en parfaite harmonie avec les textes plus anciens.

En dehors de cette raison des divergences d'expressions, raison qu'on peut qualifier de technique, il y a peut-être aussi une autre raison. Si l'on n'était pas d'accord en 1863 et en 1898 sur la formule à insérer dans le code, était-on d'accord sur l'esprit des textes de ces deux époques ?

A-t-on voulu, tant en 1863 qu'en 1898, sanctionner le défaut d'accomplissement du droit de garde ?... A-t-on voulu punir en quelque sorte cet abus de confiance qui consiste à se rendre coupable d'un délit ou d'un crime sur un enfant à la sauvegarde duquel on se devait d'apporter une vigilance particulière ?... A-t-on voulu dans les attentats aux mœurs punir particulièrement cette sorte d'inceste qui consiste pour des parents à abuser de leurs enfants ?... A-t-on voulu apporter une force de plus aux liens de famille ?...

On ne sait pas bien exactement à laquelle de ces idées répondent les textes. A toutes, semble-t-il. Malgré ce, faute d'avoir posé un ou plusieurs principes à la fois généraux et précis, les textes nous laissent un peu dans l'embarras lorsqu'il s'agit de certaines interprétations.

Le mal, cependant, est au fond moins grand qu'on ne pourrait le craindre. En effet, hors le cas où la qualité d'ascendant est un élément constitutif (attentat à la pudeur commis sans violence sur les mineurs de 13 à 21 ans) les différences de texte sont peu importantes.

En effet, les instituteurs ou les serviteurs à gages de l'article 333 entrent, dans la plupart des cas, dans la formule de l'article 311 ou de l'article 350, lorsque cette formule vise ceux qui ont autorité sur l'enfant, ou ceux qui en ont la garde. Cela, cependant, n'est pas absolu, le serviteur à gage s'il est parfois susceptible d'avoir la garde de l'enfant, n'est pas un des attributaires normaux de cette garde. Il semble qu'en visant les instituteurs ou les serviteurs on a voulu sanctionner, hors le cas d'abus d'autorité ou hors le cas de violation du devoir de garde, l'abus qui peut être fait de la confiance de l'enfant dans l'inti-

mité duquel on se trouve placé. C'est peut-être la raison pour laquelle l'article 311 ne prévoit ni les instituteurs ni les serveurs à gage, puisque les faits délictueux ne portent alors que sur la condition matérielle de l'enfant, et puisque, pour de tels délits, ces personnes peuvent, plus difficilement que pour les délits d'ordre moral, user de leur situation pour trahir la confiance qui est nécessairement mise en eux.

D'autre part, ce n'est que dans l'article 333 qu'il est question des ministres du culte. La raison, comme pour les serveurs ou les instituteurs est qu'on a surtout voulu leur interdire les atteintes à la moralité des enfants. Une telle atteinte serait, en effet, d'une gravité exceptionnelle tant pour la victime que pour le ministère qu'exercerait le coupable. C'est donc peut-être autrement que par l'effet du hasard ou de l'insconstance que les ministres des cultes ont été visés dans certains textes seulement. Quoiqu'il en soit, on aurait aimé, là encore, mieux connaître l'esprit du législateur. On aurait eu la certitude d'appliquer les lois pénales conformément à l'intention de leurs auteurs.

Après examen de ces idées générales il nous reste, pour terminer notre sujet, à étudier :

1° La déchéance de la puissance paternelle.

2° Les dépistage et la poursuite des crimes et délits commis envers les mineurs.

3° Une vue d'ensemble des législations étrangères.

DECHEANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE

Nous avons vu que le législateur réprime avec une sévérité particulière les crimes ou délits envers les enfants lorsque les auteurs de ces crimes ou délits sont justement les parents des enfants. Cette sévérité est une sanction pénale nécessaire. On s'est, cependant, demandé si, malgré toute sa fermeté, cette sanction était suffisante. Car il importe avant tout d'éviter le retour des faits que l'on réprime. Si ces faits sont dûs à une cause accidentelle, ils sont en général faciles à éviter dans l'avenir ; s'ils ont pour cause au contraire, une déficience ou une lacune dans la formation morale des parents, ils semblent inévitables. Si d'autre part, ils se renouvellent, on doit se demander s'il ne vaut pas mieux séparer définitivement les parents coupables de leurs enfants victimes de ces faits. C'est dans cet esprit de remède nécessaire à des situations graves que la loi du 24 Juillet 1889 remaniée plusieurs fois par la suite, notamment par la loi du 15 Novembre 1921 a imaginé de retirer à certains parents les attributs de la puissance paternelle.

On a imaginé, en effet, de déchoir de cette puissance les parents qui, par le mauvais usage qu'ils font de leur autorité, discréditent cette autorité et se montrent rapidement incapables d'en demeurer utilement investis.

Ce n'est d'ailleurs sans doute pas par le simple effet d'une omission que le Code Civil était muet sur la possibilité d'une déchéance de la puissance paternelle. Nous avons vu, en effet, dans l'introduction de notre étude, que les rédacteurs du Code avaient voulu, par l'institution de la puissance paternelle, consacrer par les textes une sorte d'omnipotence du père de famille, une véritable magistrature familiale. Malheureusement, nous l'avons également vu, les abus n'ont pas été rares au cours du 19^e siècle et l'affaiblissement certain du sens moral au cours de cette époque a contribué à multiplier ces abus. On a donc été amené en jurisprudence à un véritable contrôle judiciaire de la puissance paternelle. Ce contrôle était d'une part insuffisant, il était, d'autre part, le plus souvent contraire aux textes ; aussi bien on a compris la nécessité de légiférer sur les abus

de la puissance paternelle et sur les manquements aux obligations imposées aux parents par l'exercice de cette puissance.

C'est la loi du 24 Juillet 1889 qui a imaginé et organisé dans le détail la déchéance de la puissance paternelle. C'est l'institution de cette déchéance que nous allons nous efforcer d'étudier.

Mais, avant d'en aborder l'étude, précisons que nous ne voulons pas assimiler la déchéance de puissance paternelle à d'autres institutions antérieures telles que le contrôle de la puissance paternelle, la délégation volontaire de la puissance paternelle et la destitution de la tutelle. Seule la déchéance de la puissance paternelle se rattache au droit pénal. C'est d'elle seule que nous allons nous occuper.

Disons d'abord que la déchéance de puissance paternelle est une institution assez souple ; elle est soit automatique, soit facultative, soit totale, soit partielle.

I. — Examinons d'abord la déchéance générale et de plein droit. Lorsqu'il y a lieu à cette déchéance celle-ci résulte de plein droit des condamnations dont nous allons parler. Bien qu'elle soit en pratique prononcée effectivement comme une sorte de peine accessoire, elle n'a pas, en droit, à être prononcée. Pratiquement, le Ministère Public, pour éviter des omissions ou des confusions, demande d'une façon expresse le prononcé de la déchéance, mais cette précaution n'est pas indispensable.

Elle est aussi générale : elle s'étend à tous les enfants de la personne déchue, à tous les descendants et même aux enfants non encore nés ; elle s'étend même aux fonctions de tuteur, curateur, subrogé-tuteur ou membre d'un conseil de famille, que la personne déchue est, ou pourrait être dans l'avenir, amenée à remplir. Elle s'applique à tous les droits ou attributs de puissance paternelle. L'article 1^{er} de la loi de 1889 donne une longue énumération des droits dont la déchéance emporte privation, mais on a précisé par le mot « notamment » que cette énumération n'est pas limitative. Elle entraîne même une extinction de l'obligation alimentaire, mais depuis le décret du 30 octobre 1935, cette conséquence de la déchéance est laissée à l'appréciation du Juge. Elle ne porte, cependant, pas atteinte aux droits de succession.

La déchéance générale de plein droit est la conséquence de :

1° Une condamnation des parents par application de l'alinéa 2 de l'article 334. Il s'agit de celui qui a excité ses propres enfants à la débauche.

2° Deux condamnations pour excitation habituelle de mineurs à la débauche.

Si ce délit a été commis sur d'autres enfants que ceux de son auteur, il y a encore déchéance générale de plein droit mais seulement à la seconde condamnation.

3° Les parents ou autres ascendants se voient encore infliger la déchéance générale de plein droit s'ils sont condamnés pour crime sur la personne de l'un de leurs enfants. La situation est la même qu'ils soient auteurs principaux, co-auteurs ou complices. Peu importe aussi la peine prononcée ; la déchéance est de plein droit même si le fait n'est puni que de peines correctionnelles par suite du jeu des circonstances atténuantes. La déchéance résulte donc uniquement de la qualification légale du fait.

En outre, la même déchéance est encourue par les parents qui ont été condamnés comme co-auteurs ou complices du crime commis par un de leurs enfants.

4° La déchéance générale est encore de plein droit à l'encontre des parents qui auront été condamnés deux fois pour des délits commis sur leurs enfants.

Remarquons ici que, depuis la loi du 3 Septembre 1941 qui punit l'infanticide d'un simple emprisonnement correctionnel, il n'y a plus là qu'un « délit » et qu'un seul infanticide n'entraîne plus la déchéance de plein droit. Cette déchéance n'est encourue que si la condamnation pour infanticide est suivie d'une seconde condamnation pour un nouveau délit, qui n'est pas nécessairement un second infanticide.

II. — *Examinons maintenant la déchéance facultative*

Cette déchéance, par différence avec celle dont nous avons parlé ci-dessus, n'est pas une déchéance résultant de plein droit de certaines situations. Même lorsqu'elle résulte de condamnations pénales, elle n'est pas la conséquence nécessaire de ces condamnations : elle exige toujours une disposition expresse dans la rédaction des jugements.

Elle peut être prononcée dans les cas suivants :

1° à l'égard des parents condamnés aux travaux forcés ou

à la réclusion pour des crimes autres que ceux prévus par les articles 86 à 101 du Code Pénal. Il s'agit là de tous les crimes autres que ceux contre la sûreté intérieure de l'Etat. A l'heure actuelle, il y a dans la rédaction de l'article 2 de la loi de 1889 une lacune car tous les crimes contre la sûreté intérieure de l'Etat ne sont plus punis par les articles 86 à 101. Ils sont, dans beaucoup de cas, punis par des décrets récents. Il en résulte que la déchéance pourrait être prononcée pour des faits qui n'affectent que la sûreté intérieure de l'Etat si ces faits sont punis par une loi récente.

2° A l'égard des parents condamnés deux fois pour séquestration, suppression, exposition ou abandon d'enfants, ou vagabondage. Il n'est pas nécessaire que les deux faits aient eu les mêmes enfants pour victimes.

3° A l'égard des parents condamnés deux fois en moins d'un an, pour ivresse, à des peines correctionnelles. Une telle hypothèse suppose en réalité trois condamnations car la première condamnation pour ivresse ne sera jamais qu'une condamnation à des peines de simple police.

4° A l'égard de parents condamnés en vertu des articles 1, 2 et 3 de la loi du 7 Décembre 1874. Cette loi punit les parents :

a) qui livrent leurs enfants âgés de moins de 16 ans à des individus exerçant la profession de saltimbanque ou certains métiers analogues (art. 2).

b) qui placent leurs enfants âgés de moins de 16 sous la conduite de vagabonds (art. 2).

c) qui obligent leurs enfants de moins de 16 ans à se livrer habituellement à la mendicité (art. 3).

d) qui, s'ils exercent eux-mêmes la profession de saltimbanque ou certaines professions analogues, occupent pour leur profession leurs enfants âgés de moins de douze ans (art. 1^{er}).

5° Depuis la loi du 23 Juillet 1942 sur l'abandon de famille, à l'égard des parents condamnés pour l'un des deux délits d'abandon de famille. Signalons ici une particularité : même si la déchéance n'est pas prononcée contre le père condamné pour abandon de famille, les droits de la puissance paternelle sont tout de même attribués à la mère « sauf décision contraire ».

° A l'égard des parents dont un enfant a été envoyé dans

une maison de correction par application des articles 66 à 69 du Code Pénal.

7° A l'égard des « père et mère qui compromettent par de « mauvais traitements, par des exemples pernicioeux d'ivrognerie habituelle ou d'inconduite notoire, par un défaut de soins « ou par un manque de direction nécessaire, soit la santé, soit « la sécurité, soit la moralité de leurs enfants ou d'un ou plusieurs de ces derniers ».

Les deux derniers cas prévoient une déchéance en dehors de toute condamnation pénale. On est donc arrivé à prévoir la déchéance toutes les fois que les parents se montrent incapables de remplir leur rôle. Nous avons d'ailleurs dit que ces fautes dans les devoirs d'éducation devaient être sanctionnées par des peines sévères. Signalons enfin que pour ces déchéances facultatives les tribunaux ne peuvent et ne doivent tenir compte que de l'intérêt de l'enfant. La loi de 1889 prévoyait seulement le cas d'inconduite « notoire » des parents, il s'agissait donc des parents qui étaient pour le public un sujet de scandale. La loi du 15 Novembre 1921 a comblé cette lacune en prévoyant le « manque de direction nécessaire » qui couvre tous les manquements aux devoirs d'éducation. Le regret que l'on peut avoir est, cependant, que la loi de 1921, pas plus que celle de 1889, ne prévoit rien contre les parents qui dilapident le patrimoine matériel de leurs enfants.

Puisque les déchéances ci-dessus sont facultatives, il faut, avons nous dit, qu'elles soient prononcées par les juges.

En ce qui concerne la procédure à la suite de laquelle elles sont prononcées, il faut faire une distinction :

Pour les cinq premiers cas la déchéance peut-être prononcée par la juridiction répressive en même temps que la condamnation. Le Tribunal a alors un complet pouvoir d'appréciation et juge après une procédure qui ne présente aucune différence d'avec les procédures pénales ordinaires. Il peut, en outre, prononcer la déchéance soit sur la réquisition du Ministère Public, soit d'office. Mais, pour ces mêmes cas, si le Tribunal Correctionnel n'a pas statué, l'action en déchéance doit être portée devant le Tribunal Civil. C'est aussi le Tribunal Civil qui est seul susceptible d'être saisi dans le sixième et le septième cas.

Voyons donc comment va statuer le Tribunal Civil :

La déchéance est poursuivie, soit à la requête du Ministère Public, soit par des parents des mineurs (parents jusqu'au degré de cousin germain inclusivement). Bien entendu, tout autre parent, tout allié ou même tout intéressé peut solliciter l'action du ministère public. C'est devant la chambre du Conseil que l'action est portée et seul le jugement sera rendu en audience publique. De ce que l'action est portée devant la chambre du Conseil du Tribunal Civil, il faut conclure que les règles ordinaires de procédure sont applicables aux actions en déchéance.

Il y a, cependant, des différences importantes d'avec le droit commun : la procédure débute par la rédaction d'un mémoire que la partie demanderesse présente elle-même, par ministère d'avoué, au Président du Tribunal et signifie ensuite à la partie défenderesse. Le défendeur comparait obligatoirement en personne, sans ministère d'avoué. Les éléments d'appréciation seront, outre les éléments fournis dans la requête du demandeur : une enquête sommaire et officieuse qu'a diligentée le Procureur de la République dès le début de l'instance, l'avis du juge de paix (qu'il est indispensable de provoquer) et un rapport d'un juge. En outre, le Tribunal peut ordonner la convocation et demander l'avis d'un conseil de famille des mineurs pour la réunion duquel on renvoie aux articles 892 et 893 du Code de procédure civile. Il peut aussi ordonner une enquête qui a lieu comme en matière ordinaire. Par ailleurs, la Chambre du Conseil peut, dès le début de l'instance, prendre des mesures provisoires dans l'intérêt des enfants : cet intérêt est alors un élément souverain d'appréciation. Les décisions rendues sur ces mesures sont exécutoires par provision. Dans tous les cas, les jugements en matière de déchéance sont susceptibles d'opposition (délai de 8 jours de la signification à personne ou d'un an de la signification à domicile) et d'appel (délai de dix jours à compter du prononcé du jugement pour les jugements contradictoires, et à compter du jour où l'opposition n'est plus recevable si le jugement était rendu par défaut).

Enfin, la décision (qu'elle soit rendue par le tribunal correctionnel ou par le tribunal civil) précise quels droits elle vise. L'action vise tout ou partie des droits constituant la puissance

paternelle. Si elle est totale elle est, dans son étendue quant aux droits, identique à la déchéance de plein droit dont nous avons parlé. Enfin, le Tribunal précise à quels enfants s'applique la déchéance. Là encore il a de pleins pouvoirs d'appréciation.

Voyons maintenant les effets de la déchéance (tant de la déchéance de plein droit que de la déchéance facultative) quant à la dévolution des attributs de la puissance paternelle.

En ce qui concerne les droits de consentir au mariage, à l'adoption ou à l'émancipation tout se passe comme si la personne déchue était décédée. La mère possède donc ces droits après la déchéance du père, sauf si elle est elle-même déchue.

En ce qui concerne les autres droits : la loi de 1889 modifiée par celle du 15 Novembre 1921, prévoyait que le Tribunal devait décider si la mère devenait attributaire de la puissance paternelle ou si une tutelle était organisée. Dans le cas où la mère n'est pas attributaire de la puissance paternelle, le Tribunal décide si une tutelle est organisée conformément au droit commun, ou si l'enfant est seulement remis à l'assistance publique. Nous devons dans tous les cas retenir qu'il semble bien que la mère exerce la puissance paternelle sauf décision contraire. C'est la solution qu'apporte d'une façon très explicite le nouvel article 373 du Code Civil modifié par l'article 3 de la loi du 23 Juillet 1942.

En ce qui concerne la dévolution de la puissance paternelle, signalons que, même si le père, condamné pour abandon de famille, n'est pas l'objet d'une mesure spéciale de déchéance, il est cependant privé de tous les droits constituant la puissance paternelle (loi du 23 Juillet 1942).

Réintégration dans la puissance paternelle :

La déchéance, même de plein droit, n'est pas nécessairement irrévocable et les parents qui en ont été frappés peuvent demander à se faire réintégrer dans la puissance paternelle.

Ces parents doivent s'adresser à la chambre du conseil qui statue suivant la même procédure qu'en matière de déchéance, avec cette différence que l'avis du Conseil de famille ou de la personne à laquelle ont été attribués les droits retirés est alors obligatoire.

L'époque à laquelle la demande de réintégration peut être

faite varie selon les conditions dans lesquelles la déchéance a été encourue ou prononcée.

1° S'il s'agit de la déchéance de plein droit de l'article 1^{er}, ou de l'une des déchéances facultatives des alinéas 1, 2, 3 ou 4 de l'article 2, il faut d'abord que la personne déchue obtienne sa réhabilitation. Bien que ces textes ne le prévoient pas, il doit en être de même en cas de déchéance prononcée en vertu de l'article 4 de la loi du 7 Février 1924, modifiée par celle du 23 Juillet 1942.

2° S'il s'agit de la déchéance des alinéas 5 et 6 de l'article 2, il suffit qu'un délai de trois ans soit écoulé.

En fait, les demandes en restitution de puissance paternelle sont assez rares.

Voici donc étudiée la mesure générale qu'a imaginée la loi de 1889 pour remédier à l'incurie de certains parents et spécialement pour éviter certains délits susceptibles d'être commis sur la personne de l'enfant.

Certaines déchéances particulières avaient bien été prévues, celle de l'article 335, celle de la loi du 7 Décembre 1874, mais ce n'étaient là que des mesures isolées, sans lien avec l'esprit général du Code Pénal. Depuis 1889 on peut dire que la protection des enfants contre les délits susceptibles d'être commis par leurs parents a fait manifestement un progrès.

Il restait cependant, une autre œuvre à accomplir et la loi de 1889, et celle du 15 Novembre 1921 qui la modifie, prévoyaient de nombreuses possibilités de retrait de la puissance paternelle. Mais ce retrait, s'il est une nécessité, n'est pas un remède. Il constitue la vraie solution dans le cas où les parents se sont manifestement révélés indignes mais il ne tranche pas la difficulté posée par les parents médiocres.

Un décret-loi du 30 Octobre 1935 a essayé de remédier à cette lacune. Il a décidé que le Président du Tribunal aurait le pouvoir, sur requête du Ministère Public, de prendre une mesure de « surveillance ou d'assistance éducative » dans le cas où l'éducation la moralité ou la santé de l'enfant seraient compromises ou insuffisamment sauvegardées. Cette surveillance où l'éducation, la moralité ou la santé de l'enfant seraient compromises, soit des institutions agréées par l'autorité « administrative ou le tribunal, ou encore par des particuliers

« qualifiés, notamment par les assistantes sociales ou les visitieuses de l'enfance ».

L'esprit de cette mesure législative doit être pleinement approuvé bien que, cependant, l'efficacité de la solution qu'elle propose ne soit pas certaine.

Malheureusement, l'expérience de ces dernières années semble montrer que les applications de ce texte ont été assez rares. Nous allons donc rechercher les raisons de cet échec. Le texte du décret du 30 Octobre 1935 est-il imprécis ? Il ne semble pas. Sans doute, il pourra y avoir des difficultés d'interprétations sur les mots « compromises et insuffisamment sauvegardées ». Il sera difficile de savoir à partir de quel moment existe le danger et jusqu'à quel moment ce danger ne justifie pas une action en déchéance. Malgré tout, la raison de l'oubli partiel dans lequel est tombé le décret du 30 Octobre 1935 ne doit pas résider dans cette difficulté. S'il résidait là, on se trouverait en présence d'interprétations confuses ou contradictoires du texte, et en fait on voit que le texte n'est que rarement appliqué par les Présidents des Tribunaux.

Il faut voir ailleurs la cause de l'échec d'une réforme cependant nécessaire : à tort ou à raison, n'est pas encore entrée dans les mœurs l'idée selon laquelle les Tribunaux doivent contrôler la vie familiale. Les magistrats du ministère public, suivant en cela une très forte tradition, considèrent qu'ils doivent découvrir et faire réprimer les infractions mais que leur devoir ne leur commande, le plus souvent, d'intervenir que si une infraction est consommée ou prête à être consommée. Pour remplir ce rôle, les Parquets disposent de différents moyens de faire effectuer des enquêtes officieuses mais ils ne disposent d'aucun rouage leur permettant de contrôler l'attitude, au jour le jour, d'un père et d'une mère sur ses enfants.

Il faut d'ailleurs reconnaître que ce contrôle serait particulièrement difficile. On sait quelles sont les difficultés auxquelles se heurte la justice quand il s'agit d'étudier un fait matériel bien précis, dès que celui-ci touche de près à l'honneur ou à la paix d'une famille. Les témoins étrangers à la famille sont rarement au courant, et, s'ils le sont, se dérobent volontiers ; quant aux membres de la famille, ils présentent difficilement l'impartialité nécessaire. Mais il est bien plus difficile encore

de faire une enquête sur l'insuffisance avec laquelle des parents veillent à l'éducation de leurs enfants. Ce qui aux uns apparaîtra comme une négligence sera une attitude normale aux yeux d'autres observateurs, et ce seront le plus souvent les renseignements les plus contradictoires qui seront mis à la disposition des Parquets, dans l'hypothèse où ceux-ci auront prescrit une enquête officielle.

Ce qui arrête peut-être aussi les Présidents des Tribunaux dans les applications qu'ils seraient tentés de faire du décret du 30 Octobre 1935, est cette circonstance que le décret leur montre une difficulté à résoudre, leur fait voir qu'une action est nécessaire, mais ne leur donne pas les moyens de prendre des mesures efficaces. Ils doivent réaliser une surveillance et une « assistance éducative », mais qu'est-ce à dire ? A suivre l'esprit de la loi, il faudrait que, par l'intermédiaire de services sociaux, le Président du Tribunal puisse constamment diriger l'action des parents et contrôler leur attitude. Il faudrait qu'il puisse alors leur signaler leurs défaillances et leur proposer les remèdes que nécessitent ces défaillances. Mais comment les père ou mère défaillants vont-ils accueillir la surveillance que pourra faire exercer le Président du Tribunal ? Dans les milieux dans lesquels la surveillance devra être exercée, on rencontrera une majorité de sujets assez rustres et peu enclins à s'ouvrir à l'assistante sociale ou à la visiteuse chargée de cette surveillance. Ces individus risquent de voir dans l'assistance dont on veut qu'ils fassent l'objet, une sorte de mise en tutelle et une mesure vexatoire. Ils réagiront comme ils réagiraient devant une mesure de contrainte et cependant l'assistance éducative doit procéder d'autres principes que de la contrainte.

Mais la principale difficulté que soulèvera l'application du décret du 30 Octobre 1935 sur l'assistance éducative consiste dans le choix des personnes qui assureront en fait la surveillance ou l'assistance. Les qualités que doivent posséder les personnes que désignera le Président du Tribunal sont analogues à celles que doivent posséder les délégués à la liberté surveillée de la loi de 1912 sur les mineurs délinquants. Il faut des personnes qui possèdent un sens profond de la psychologie, qui arrivent facilement à comprendre l'état d'esprit des parents et

des enfants, et qui aient aussi dès l'abord une autorité qui s'impose et qui soit suffisante pour impressionner les familles surveillées. Il faut en même temps des personnes qui aient l'expérience de toutes les difficultés de la vie, des difficultés matérielles, comme de celles de l'éducation des enfants. Une formation aussi vaste est encore assez rare chez les assistantes sociales qui ne sont recrutées en assez grand nombre que depuis peu d'années et qui ne représentent pas encore l'expérience suffisante. La difficulté est, en effet, beaucoup plus sérieuse ici que pour diligenter une simple enquête car ce n'est pas un simple effort passager de compréhension mais un effort continu de surveillance qui est nécessairement requis.

Dans ces conditions, nous voyons que les cas d'application du décret sur l'assistance éducative sont inévitablement assez rares. Cette rareté est due en premier lieu à la difficulté inhérente à la tâche qui est ainsi dévolue au magistrat. Elle est due aussi à la difficulté qu'éprouve la justice de trouver des auxiliaires suffisants.

Ces difficultés sont malheureuses car, de jour en jour, la nécessité de l'assistance éducative s'affirme plus clairement. Si les limites de cette assistance sont mal définies (de nombreuses solutions jurisprudentielles auraient d'ailleurs assez vite corrigé cette imprécision), il n'en demeure pas moins que l'œuvre à accomplir serait des plus importantes, tant il est nécessaire de venir en aide aux familles par une assistance qui ne consiste pas dans la solution brutale de la déchéance.

COMMIS CONTRE LES ENFANTS DES POURSUITES EN MATIERE DE DELITS

Sans doute, certains délits commis contre les enfants ne motivent pas en principes de procédure spéciale quant aux poursuites qu'ils peuvent entraîner. Cependant, dans d'assez nombreux cas, la situation de ces délits est différente de celle des délits ordinaires.

L'enfant, en effet, plus que l'adulte, est sous la dépendance de deux groupes : la famille et la société. Tout délit commis contre l'enfant affecte à la fois sa famille et la société. Le problème familial et le problème social existent l'un et l'autre dès qu'un enfant est coupable ou victime d'un délit, car l'enfant a des droits et des devoirs aussi bien dans sa famille que dans la société.

Cette différence entre les délits commis contre les enfants et les autres délits est plus importante encore si les délits ont été commis par les parents des enfants ou par des personnes ayant vis-à-vis des enfants une position analogue à celle des membres de la famille.

La difficulté de notre matière résulte de ce qu'il est nécessaire de prévoir l'hypothèse où les intérêts de la famille seront opposés à ceux de la société. Nous avons dit au début de notre étude que la famille et la société ont, l'une et l'autre, des droits sur l'enfant et qu'il faut rechercher quels sont ceux de ces droits qui, en cas de conflit, seront jugés dominants.

Même dans la théorie de ceux (parmi lesquels nous nous rangeons personnellement résolument) qui admettent au premier chef la notion de la dignité inviolable de la personne humaine, et l'idée que la famille est la communauté naturelle la plus nécessaire et la plus haute, en même temps que la première dispensatrice de l'éducation, on est nécessairement conduit à admettre que la société doit élever sa voix en présence de celle de la famille, et que l'Etat a le droit et même le devoir de contrôler la famille, et au besoin, si elle est défailante, (mais dans ce cas seulement) de se substituer à elle.

Ainsi, donc, lorsque certaines poursuites affecteront des familles ou porteront atteinte à la dignité de certains enfants, on devra être conduit à arrêter les poursuites.

Ainsi il est bien évident que l'intérêt social commande la recherche de la répression de tous les attentats à la pudeur ou de tous les crimes de séduction de mineurs. Cependant, on peut se demander si des poursuites, au moins telles qu'on les exerce à l'heure actuelle et, avec la publicité dont elles s'accompagnent, ne risquent pas de causer à l'enfant, à la fille surtout, un préjudice beaucoup plus grave que le délit lui-même, si celui-ci n'a pas eu trop de retentissement. Pourquoi, dans ces hypothèses, ne pas laisser la famille juge, non du coupable bien entendu, mais de l'opportunité de la poursuite. De même qu'en matière d'adultère, par exemple, la poursuite ne peut être déclenchée que par le conjoint offensé, seul juge de l'honneur du ménage, il serait certainement bon de prévoir, par un texte, l'avis des chefs de famille dans des faits de la nature de ceux dont nous parlons.

Une autre idée qui se rattache à celle du mal que la poursuite peut faire au mineur, est celle de la publicité des débats. Sans doute le huis-clos permet aux Tribunaux ou aux Cours d'Assises d'éviter le scandale ; il est cependant insuffisant pour éviter la publicité qui est toujours donnée aux faits dont le mineur a été la victime. Il est toujours pénible de voir une fillette venir raconter à la barre ou même dans le cabinet du juge d'instruction, les abus dont elle a été victime. Et, même si le huis-clos est prononcé, de telles confidences portent encore atteinte à l'honneur de la fillette. Si ces confidences sont nécessaires pour connaître la vérité sur les faits reprochés à l'inculpé et apprécier la culpabilité de ce dernier, il faudrait leur permettre de se manifester dans un cadre véritablement étanche. Une atteinte à la publicité des débats et des jugements était grave dans l'esprit des rédacteurs du Code qui croyaient encore à la vertu des décisions rendues au grand jour et au « nom du peuple Français » ; elle ne nous alarmerait plus de nos jours si, même sans être nécessaire pour éviter un scandale public, elle évitait de blesser inutilement la dignité des enfants.

De nombreuses difficultés se posent aussi lorsque les délits ont été commis par des membres de la famille des mineurs.

Nous sommes ramenés ici, d'ailleurs, aux considérations dont nous avons parlé au sujet de l'assistance éducative.

En premier lieu, difficulté dans la découverte des infractions. Il s'agit, en effet, dans cette recherche et surtout dans l'instruction des affaires, de pénétrer dans l'intérieur des familles. Les moyens dont disposent la police judiciaire et les juges d'instructions sont-ils toujours appropriés ? Certainement non. Il s'agit ici de recueillir non des aveux ou des témoignages mais des confidences. La difficulté est un peu la même que lorsque c'est l'enfant qui a commis le délit. Dans cette hypothèse et, puisqu'il y a ces éléments spéciaux à étudier, la loi, qui précise que la procédure ordinaire ne sera pas applicable, donne en outre aux juges le moyen de faire faire une enquête sur l'enfant, sur la mentalité, les antécédents, les goûts de celui-ci, en même temps que sur l'éducation qu'il reçoit.

Pour certains délits spéciaux au moins, délits de défaut d'éducation, délits commis contre la moralité des enfants, il serait utile pour les Parquets et pour les Tribunaux, de posséder un rouage composé d'éléments ayant une excellente connaissance et une pratique courante de tout ce qui touche à l'enfance.

Dans ce domaine, nous avons le regret de constater que notre droit n'a rien prévu. Il faudrait que la question du dépistage soit l'un des chapitres d'une vaste « Charte de l'Enfance » qui, comme nous le dirons plus loin, existe déjà dans certains pays étrangers.

Toutes les fois que l'on veut enquêter sérieusement sur la situation morale d'un enfant, sur le milieu dans lequel il vit, sur la valeur de ce milieu et des personnes qui le composent, on se demande à qui on va faire appel.

Il existe bien en France le Secrétariat Général à la Famille et à la Santé. Auprès de ce Secrétariat Général fonctionne le « Conseil supérieur de Protection de l'Enfance », doté depuis 1937 d'une section permanente. Mais si, à l'échelon national, il y a un organisme qui cherche à coordonner, il y a malheureusement à l'échelon local une poussière d'organismes publics et privés qui, sous une forme ou sous une autre, s'occupent de l'enfance, mais qui entre eux n'ont pas de lien sérieux. Il ré-

sulte de cette organisation générale que les services administratifs ou les services privés collaborent mal à l'œuvre judiciaire.

Il existe bien, depuis quelques années surtout, des assistantes sociales auxquelles les tribunaux ont assez souvent recours. Depuis le décret du 30 Octobre 1935 sur l'assistance éducative, ces assistantes sociales sont devenues les collaboratrices reconnues de la justice.

Ces assistantes sociales, sur la formation desquelles il y a cependant bien des réserves à faire, sont encore le plus souvent en mesure d'éclairer les Parquets ou les Juges sur beaucoup de situations confuses. Il est malheureux qu'on ne fasse appel à leur concours que dans un petit nombre d'hypothèses. Dans beaucoup d'informations pour attentat à la pudeur, ou pour défaut de soins, par exemple, le Juge d'instruction aurait beaucoup à gagner à avoir à sa disposition des assistantes sociales qualifiées.

Il est vrai qu'on peut se demander si des femmes, en général célibataires et en fait le plus souvent assez jeunes, peuvent étudier assez attentivement des problèmes qui sont familiaux autant que sociaux. On peut se demander surtout si le défaut d'expérience d'une vie familiale propre ne rend pas un grand nombre de ces auxiliaires inaptes à comprendre la vie familiale d'autrui.

Quoiqu'il en soit, il faut souhaiter que la formation des assistantes sociales soit mieux dirigée peut-être dans le sens des réalités et des nécessités de la vie, mais il faut surtout souhaiter que la collaboration de ces assistantes et des services judiciaires s'intensifie et se régularise.

Le procédé de l'enquête officieuse (de police ou de gendarmerie), auquel a recours le Parquet toutes les fois qu'un délit lui est signalé, est un peu désuet et s'avère de jour en jour plus incertain. Il serait urgent que les parquets puissent avoir un organe de dépistage et d'enquête en la personne de l'assistante sociale dont le rôle est trop strictement limité. Il faudrait, en même temps que le Juge ou le Tribunal qui prend une décision possède à la fois une source d'éléments d'appréciation et un moyen de faire contrôler et surveiller l'exécution de sa décision.

Un autre essai que l'assistante sociale a été réalisé avec

l'assistante de police. Il n'existe pas en France, avons-nous dit, d'organisme général officiellement chargé du dépistage des cas d'enfants malheureux. Le seul essai tenté chez nous est celui des assistantes de police. Ce service fonctionne à Paris depuis le 8 Avril 1935 : les assistantes exercent leur surveillance sur la voie publique, aux abords des lycées et écoles, des squares et des gares. L'expérience a été concluante et dès le mois de Décembre 1935, une proposition de M. Massart au Conseil Municipal de Paris tendait à la création d'une vingtaine de postes d'assistantes de police.

A Grenoble il existe deux postes d'assistantes de police depuis le 30 Décembre 1935 : ces assistantes s'occupent de la surveillance de l'enfance, de l'hygiène, de la moralité publique et éventuellement de la lutte contre la prostitution. L'expérience de Grenoble a, comme celle de Paris, été très concluante.

Malheureusement, ce système de police de l'enfance est très limité, mais il convient cependant de souligner le rôle utile que peuvent jouer les assistantes au point de vue du dépistage. C'est en particulier l'assistante d'hygiène scolaire qui peut agir, elle a la surveillance d'une zone urbaine où elle a un accès facile et où elle peut faire un travail continu, mais cette institution, comme la précédente, n'est pas assez généralisée.

Avec les assistantes de police, comme avec les assistantes sociales en général, il est nécessaire de laisser une liberté d'action suffisante à ces auxiliaires pour éviter d'en faire de simples agents administratifs qui perdraient certainement la confiance des familles. On ne saurait cependant aller trop loin dans cette voie car ces assistantes sont le plus souvent des célibataires dépourvues de l'expérience nécessaire. Enfin, si ce personnel féminin que constitue les assistantes est un auxiliaire nécessaire il n'est pas suffisant et une partie du personnel masculin de la police devrait être lui aussi spécialisé dans le sens du dépistage de ce qui concerne l'enfance.

Nous voyons donc, qu'en dehors de quelques services isolés et bien organisés, la règle générale reste que le dépistage est non spécialisé. La source habituelle des informations du parquet reste, de droit commun, la dénonciation ; on signalait en 1935 que 7.000 lettres environ parvenaient, chaque année, au Parquet de la Seine pour dénoncer des cas de sévices commis

envers des enfants. Mais la valeur de ces manifestations de l'initiative individuelle est très variable, d'une part certains faits sont relatés d'une façon tendancieuse, et d'autres, pour des raisons plus ou moins avouables (craintes, méfiance ou simple négligence) ne sont pas signalés du tout. La police, de son côté, ne fait pas toujours preuve de toute la compréhension nécessaire en présence des situations dont elle est saisie. Ce qui manque surtout à l'instruction des affaires qui ont fait l'objet de l'enquête officieuse, c'est une étude de longue haleine, résultant d'une longue surveillance du milieu où se passent les faits à étudier. Les officiers de police judiciaire ne peuvent pratiquement procéder qu'à des interrogatoires ou à des perquisitions et aucun de ces deux moyens d'instruction, de par sa brièveté même, n'est suffisant pour apporter une lumière assez nette. On est donc conduit à admettre la nécessité d'autres auxiliaires de la justice, relevant à la fois des compagnies judiciaires et des services du Secrétariat d'Etat à la Famille et à la Santé, qui étudieraient les faits dont la justice doit être saisie et instruiraient les affaires à soumettre aux Tribunaux.

Il est d'ailleurs à remarquer que certains Etats étrangers ont compris cette nécessité et ont mis sur pied un système complet et cohérent d'organes de dépistage. Nous reviendrons d'ailleurs en terminant, sur les législations étrangères.

Une fois les infractions découvertes, il faut les sanctionner. Ici encore, le Tribunal ou la Cour d'Assises ne sont pas toujours pourvus du personnel particulièrement bien choisi.

Au moins, en ce qui concerne les délits commis par les parents, il faudrait une juridiction composée autrement que le Tribunal de droit commun. Deux catégories de personnes seraient particulièrement qualifiées pour faire partie de ce Tribunal chargé de juger les personnes coupables de certains délits sur des enfants : des magistrats spécialisés d'une part et des personnes s'occupant quotidiennement des questions relatives à la protection de l'enfance. Parmi les magistrats, en effet, il serait bon de spécialiser certains juges dans les questions relatives à la famille. Pour apprécier sainement, par exemple, le délit qu'ont pu commettre des parents sur leurs enfants, le magistrat doit avoir non seulement la formation juridique, qu'il possède d'ailleurs toujours, mais doit, autant que possible,

avoir l'habitude d'étudier les affaires se rapportant à des enfants. D'une part, le magistrat doit connaître la psychologie des enfants victimes des infractions, et, d'autre part, ce même magistrat doit être rompu à la connaissance de la vie familiale quotidienne. Il doit bien connaître la situation matérielle et morale de ceux qui sont mêlés au problème de l'enfance. Il est donc dangereux de faire appel à des magistrats qu'un tour de rôle appelle successivement aux diverses chambres du Tribunal ou de la Cour et il serait bien préférable de posséder des magistrats qui, pendant une partie importante de leur carrière, se seraient rompus aux difficultés spéciales que pose la protection des mineurs ou qui, par leur situation de père de famille, connaîtraient par leur expérience personnelle ce que leur vie professionnelle les conduirait quotidiennement à juger. C'est d'ailleurs pour joindre l'expérience du magistrat à celle du père de famille que l'on peut être conduit à imaginer des juridictions dans lesquelles aux côtés des magistrats de carrière, siègent des personnes particulièrement au courant des problèmes soulevés par cette question délicate. Surtout à notre époque où les pouvoirs publics tendent à favoriser la famille et où, par ailleurs, le législateur n'hésite pas à frapper sévèrement les défaillances de la famille, il ne serait pas mauvais d'appeler les représentants qualifiés des familles à donner leur avis sur certaines poursuites relatives à des enfants malheureux ou à des parents indignes. C'est une juridiction composée à la fois de magistrats spécialisés et de personnes choisies à raison de leurs connaissances ou de leurs activités, dans les matières touchant à l'enfance malheureuse, qui a été instituée pour remplacer dans l'avenir nos tribunaux pour enfants et adolescents. Comme nous l'avons dit, la question de ces délits commis contre les enfants est liée à celle des délits commis par ces enfants. Dans les deux cas, c'est à la fois un aspect familial et un aspect social que présentent toujours ces délits. Il y a certainement des aspects communs dans la répression des uns et des autres de ces délits ; il y a des principes communs dont, dans les deux cas, peuvent s'inspirer les poursuites, car dans les délits de cette nature plus que partout ailleurs il s'agit de prévenir et d'éviter les nouvelles infractions plus encore que de sanctionner celles qui ont été commises dans le passé.

Dans la pratique, nous sommes encore loin de ces Tribunaux spécialisés. Il faut pourtant dire un mot de deux réalisations :

D'une part, la nouvelle ordonnance du 2 Février 1945 sur la protection de l'enfance délinquante institue des juridictions dans lesquelles on voit, à côté de magistrats de carrière des personnes (hommes ou femmes) ayant la pratique des questions touchant à l'enfance. Il est cependant malheureux que la compétence de ces juridictions ne soit pas étendue hors des cas où ce sont les enfants qui sont poursuivis. Incontestablement l'esprit des mesures tendant à protéger les mineurs des délits qui sont commis contre eux est le même que celui des mesures tendant à protéger les mineurs des délits qu'ils pourraient commettre eux-mêmes. Nous avons dit que les mêmes auxiliaires de la police judiciaire devraient collaborer à l'instruction des affaires rentrant dans l'une ou l'autre des deux catégories. Nous pouvons pour les mêmes raisons penser que les mêmes juridictions peuvent connaître des deux catégories d'affaires.

Signalons aussi que l'ordonnance du 2 Février 1945 fait un premier pas dans la voie de la spécialisation des magistrats pour enfants en décidant que le « juge des enfants » sera nommé par décret pour trois ans.

En outre, il ne faut pas oublier l'organisation du Tribunal de la Seine. La première section de la XV^{me} Chambre du Tribunal Correctionnel de la Seine est chargée de l'enfance délinquante (loi de 1912). La deuxième section s'occupe des enfants lorsqu'ils sont co-auteurs de majeurs et s'occupe également des affaires dans lesquelles les enfants sont les victimes. La Chambre du Conseil statue en matière de déchéance et le Président du Tribunal pour enfants et adolescents est compétent en matière d'application des décrets de 1935 sur le vagabondage, la correction paternelle et l'assistance éducative. En outre, le Parquet du Tribunal pour enfants et adolescents est spécialisé dans tout ce qui intéresse les enfants, tant au pénal qu'au civil (article 83 C. Pr. Civ., affaires communicables). Enfin, des Juges d'Instruction spéciaux assurent l'instruction des affaires pénales concernant les mineurs.

On voit donc que, pour ce qui est de la spécialisation des magistrats, le T.E.A. de la Seine a réalisé la réforme qui s'im-

posait. Mais, ce qui est remarquable surtout, et tout différent des comités qui fonctionnent çà et là, est l'ensemble des services annexes de ce Tribunal. Parmi ces services, il est indispensable de signaler le service social de l'enfance. Ce service créé en 1923 par le Président Aubry et le Juge Rollet, du Tribunal pour enfants et adolescents, a permis de développer les enquêtes sociales dans les matières où la procédure les admet, en matière de déchéance notamment. On est ainsi arrivé à utiliser en quelque sorte la loi de 1889 à titre préventif : on commence la procédure de déchéance, la famille qui en est l'objet est suivie et on ne donne suite à la procédure que si la famille ne s'amende pas. C'est cette méthode qui a inspiré la rédaction du décret de 1935 sur l'assistance éducative.

Au point de vue des réalisations pratiques on est donc conduit à préconiser la création d'un Tribunal de l'Enfance qui devrait être une des réalisations de la Charte de l'Enfance qu'il faudra que notre pays arrive, lui aussi, à posséder. Ce Tribunal devrait être sensiblement ce qu'est le Tribunal pour Enfants et Adolescents dont la compétence serait élargie et s'étendrait à tout ce qui touche aux enfants. La principale raison d'être de ce Tribunal est la nécessité de protéger les droits de la famille mis en cause par toute mesure concernant l'enfant. Le Tribunal de l'Enfance comprendrait un Juge professionnel, qui, outre la formation habituelle du magistrat, posséderait des connaissances étendues sur les questions sociales et sur la psychologie de l'enfant et qui aurait la possibilité de faire appel à l'avis de conseillers choisis parmi les personnes s'occupant habituellement de la protection de l'enfance. Les juges d'instruction près ce Tribunal devraient avoir à leur disposition des assistantes sociales et des inspecteurs qui les aideraient dans les recherches.

Signalons, enfin, que dans les projets qui ont été élaborés on érige le Parquet du Tribunal de l'Enfance en section judiciaire du Comité Départemental de la Protection de l'Enfance. Ce comité serait chargé de tout ce qui touche à l'enfance, il posséderait une section judiciaire chargée de dépister toutes les situations qui appelleraient l'intervention des Tribunaux. Cette section judiciaire aurait le pouvoir de déférer devant les Tribunaux ceux qui auraient commis des manquements aux lois sur la protection et la sauvegarde de l'enfance.

APERÇU DES SYSTEMES ETRANGERS

Après avoir examiné les idées qui inspirent notre législation et celles qui s'en dégagent, il est bon de voir rapidement où en sont les législations étrangères :

Certaines législations ont, dans des préambules, posé des principes généraux qui ne se rencontrent pas dans notre droit. En Allemagne, la Constitution de Weimar avait fixé une position de principe dans son article 112 : « On doit protéger les mineurs contre les dangers de l'exploitation, ainsi que contre les dangers d'ordre spirituel, moral ou corporel ». Cette déclaration a été reprise avec une portée beaucoup plus générale par la loi du 9 Juillet 1942 sur l'assistance à la jeunesse : on trouve là une idée générale, le « droit de l'enfant à son développement normal ».

Nous retrouvons une idée analogue dans les dix principes énoncés de la « Patronato Nacional de Menores » en Argentine (I. - on doit se préoccuper des enfants d'autrui comme des siens propres. II - tout enfant a le droit d'être protégé. IX - tout enfant a droit à une vie saine et joyeuse...).

L'utilité de telles positions de principe n'a pas à être sous-estimée. Non seulement on fixe ainsi un principe dans les institutions philosophiques nationales, non seulement on souligne l'importance du problème en le situant à une place prédominante, mais encore on définit la ligne d'action, l'organisation, la conception philosophique à laquelle se rattache le législateur.

Au nombre de ces déclarations il faut encore citer la déclaration de Genève sur les droits de l'enfant.

Voyons maintenant de quelle façon pratique les législations étrangères ont résolu les difficultés :

En général, elles ont adopté pour l'âge des enfants une limite supérieure un peu plus élevée que la nôtre. Le Code des mineurs du Brésil du 12 Octobre 1927 pose, dans son article premier, le principe suivant : « Le mineur de l'un ou l'autre sexe, abandonné ou délinquant, ayant moins de 18 ans d'âge sera soumis aux mesures d'assistance et de protection ». Le

Children Act anglais choisit 17 ans comme limite. La loi finlandaise du 1^{er} Janvier 1927, la loi suédoise du 6 Juin 1924, la loi du 21 Décembre 1927 de la République Argentine, le New South Wales Child Welfare Act de 1925, la loi autrichienne du 18 Juillet 1928 et la loi allemande de 1922 retiennent 18 ans.

Certaines législations distinguent plusieurs périodes dans l'enfance ; ainsi le Children Act anglais de 1908 distingue entre les children (moins de 14 ans) et les young persons (14 à 16 ans). De même, l'article 375 du Code Pénal Belge modifié par la loi du 15 Mai 1912 organise une répression du viol variable selon que le mineur a moins de 10 ans, de 10 à 14 ans, ou de 14 à 16 ans. De même encore la loi finlandaise crée deux classes de protection : les mineurs de 16 ans et les adolescents de 16 à 18 ans.

Dans un domaine très voisin de celui de la protection pénale, certaines législations définissent la notion de l'enfant à protéger :

Le Children Act de 1933 considère comme en danger moral les mineurs de 17 ans, orphelins ou dont les parents ou le tuteur sont incapables d'exercer leurs droits et devoirs pour cause d'indignité ou d'inconduite.

Les lois hongroises VIII.XXI de 1901, donnent la définition de l'enfant matériellement abandonné. Le Social Security Act Américain, du 14 Août 1935, définit également l'enfant abandonné. Le Code des mineurs brésilien fait une classification entre les enfants trouvés, les mineurs abandonnés et les vagabonds.

Les textes législatifs qui traitent de la protection de l'enfance peuvent se présenter de façons variables :

Ils sont souvent insérés dans les Codes, dans le Code Pénal en particulier. Ils peuvent aussi se trouver insérés dans de grandes lois sociales comme la Poor Law anglaise de 1930 ou le Social Security Act des Etats-Unis du 14 Août 1935.

Souvent ils sont, comme en France, insérés dans des lois de détail rattachées aux Codes. Parfois aussi, et cela est intéressant, il y a eu des groupements de textes : Les Children Acts en Angleterre en 1908, 1933 et 1937, de même la loi Belge du 15 Mai 1912 appelée parfois « Charte de l'Enfance », de même aussi la loi allemande de 1922.

Dans cet ordre d'idées le texte le plus général est le Code des mineurs du Brésil (Décret n° 17.943, A, du 12 Octobre 1927). C'est un Code réellement complet sur tout ce qui touche à la protection de l'enfance. L'Uruguay possède un Code analogue depuis 1934.

Voyons maintenant quelles sont les institutions qui existent dans certains états étrangers.

Dé nombreux états ont parfaitement compris la nécessité d'une police spécialisée dans ce qui touche à l'enfance. Les Etats-Unis ont une police féminine spéciale depuis 1917, l'Allemagne l'avait depuis 1903. Amsterdam possède une police pour enfants depuis le 1^{er} Mai 1920. Cette police hollandaise surveille les enfants et ceux qui s'occupent des enfants. Elle comprend à la fois du personnel masculin et du personnel féminin. Les agents assurent les services de surveillance publique, les « agentes » se chargent des enquêtes et réalisent la liaison avec les familles. Les résultats de ce système d'Amsterdam ont été en général très encourageants.

Nous avons vu aussi que des thèses différentes sont, selon les cas, admises pour décider qui doit provoquer l'intervention judiciaire relative aux mineurs.

Selon les uns, cette intervention est déclenchée par tout individu qui a connaissance d'une situation digne d'intérêt : c'est le système des pays anglo-saxons.

Selon d'autres, l'intervention est déclenchée par des organismes spécialisés : c'est le système allemand des offices de la Jeunesse.

Il y a enfin une position différente dans les pays dans lesquels le problème de la protection de l'enfance est résolu dans le cadre administratif : cette solution est celle des Etats scandinaves. C'est à peu près la même solution qui est adoptée en Italie.

La question des organismes chargés de la protection a été assez diversement résolue : le système le plus original est celui des Etats scandinaves qui ont une institution fondamentale : le Conseil de Tutelle Communal. Le Conseil règle, à l'exclusion du Tribunal, les difficultés relatives à l'enfance délinquante, la corruption des mineurs, les sévices et manques de soins en-

vers les enfants, le travail des enfants... Les résultats sont en général excellents.

En Allemagne existe l'organisme Jugendampt (Office Communal de la Jeunesse) ; il règle une partie des questions touchant au travail des mineurs, aux enfants remis en garde à autrui et à côté de cet organisme administratif existe un organisme judiciaire, le Tribunal des Tutelles.

Au Portugal existent des organismes judiciaires formés de juges qui sont des spécialistes des questions touchant à l'enfance. Ces Tribunaux, créés par la loi du 25 Mai 1912, les « Tutorias », ont compétence pour toutes les situations intéressant les mineurs et notamment pour les procédures contre les adultes responsables des enfants. Les Tutorias ont une activité considérable et avant l'audience ont lieu des séances préparatoires consacrées à l'étude des éléments du dossier.

En Italie, l'Onmi (Œuvre Nationale pour la protection de la maternité et de l'enfance), créé par la loi du 10 Décembre 1925, modifiée par celle du 5 Janvier 1928, comprend à la base un comité de patronage communal qui surveille toutes les institutions touchant à l'enfance.

En Belgique, la loi du 15 Mai 1912 a prévu dans chaque Tribunal la spécialisation d'un magistrat chargé des délits commis notamment par les personnes ayant des enfants en garde. De même en Grèce, la loi du 7 Juillet 1931 et en Autriche la loi du 18 Juillet 1928.

De même en République Argentine la loi du 21 Décembre 1937 a créé un tribunal de chef-lieu à juge unique spécialisé dans les questions de l'enfance. Ce juge doit être marié.

Comme mesures de répression des actes dommageables aux mineurs, certaines législations étrangères nous montrent des situations que notre Code Pénal n'a pas prévues.

En Belgique, l'article 385 du Code Pénal modifié par la loi de 1912 aggrave les sanctions de l'outrage public à la pudeur si ce délit est commis en présence d'un enfant.

En Italie, l'article 530 du Code Pénal punit de réclusion la corruption des mineurs.

La notion de viol est étendue aussi dans certains cas : en

Belgique et en Italie on considère comme viol tout rapprochement charnel avec un mineur de 14 ans.

Le Code Pénal italien fait une distinction entre les divers cas d'enlèvement selon que l'acte est un crime contre l'état-civil, a été commis en vue du mariage, ou a été commis en vue de la débauche.

En Angleterre, le Children Act de 1908 formulait diverses dispositions interdisant le prêt sur gage aux enfants et interdisant l'admission des enfants dans les bars.

La question du cinéma a été examinée par certains états étrangers et de nombreux états ont réglementé ou même interdit le travail des enfants dans les studios.

En ce qui concerne la protection de la santé des enfants, il est intéressant de noter dans le Children Act de 1908 deux incriminations : le fait pour une personne de plus de 16 ans de causer la mort d'un enfant de moins de 3 ans en couchant dans le même lit que lui, et le fait de laisser un enfant au risque d'être ébouillanté.

L'abandon de famille a été, dans certains états, puni bien avant la loi française de 1942 : l'article 570 du Code Pénal italien punit le manquement « aux obligations d'assistance inhérentes à la puissance paternelle et à la tutelle légale ».

Pour la déchéance de puissance paternelle, on s'oriente, en général, vers une déchéance par deux degrés : Au premier degré la « surveillance préventive » de la loi allemande du 9 Juillet 1922, ou le système des « soins sociaux » de la loi suédoise du 6 Juin 1924. Au second degré, c'est le placement de l'enfant hors de sa famille.

Bibliographie

- FAUSTIN HELIE. — Pratique Criminelle des Cours et Tribunaux.
- CHAUVEAU et HELIE. — Théorie du Code Pénal.
- DONNEDIEU de VABRES. — La Justice Pénale d'aujourd'hui.
- VANCOSTENOBEL. — Le Ministère Public et la protection des mineurs.
- Code Pénal Annoté (Dalloz).
- GARRAUD. — Droit Pénal spécial.
- LELOIR. — Etude sur la loi de 1898 relative à la protection de l'enfance.
- DUBOIS. — Petit traité juridique des enfants martyrs.
- Rapports de M. de FOLLEVILLE à la Chambre et de M. BERANGER au Sénat (Sirey 1898).
- PLANIEL et RIPERT. — Traité de Droit Civil.
- LE POITTEVIN. — Dictionnaire des Parquets.
- DALLOZ. — Répertoire pratique, Suppléments au Répertoire et Additions 1938.
- D^r BOURGUIN. — La Protection Sociale de l'Enfance en France.
- WAQUET. — La Protection de l'Enfance.
-

Table des Matières

Introduction

1° Protection de l'enfance, généralités.....	7
2° Historique de la protection de la personne de l'enfant.....	17
3° Délimitation du Sujet-Plan	27

PREMIERE PARTIE

Crimes et délits sur la personne physique de l'enfant

Introduction à la première partie	35
Chapitre premier : L'Infanticide	37
Section I : Aperçu historique. Considérations d'ordre social....	37
Section II : Etude du délit. Eléments constitutifs.....	49
Chapitre II : Abandon et exposition d'enfants	53
Chapitre III : Infractions sur la législation des enfants en bas âge	63
Chapitre IV : Violences commises à l'égard des enfants.....	67
Chapitre V : Enlèvements de mineurs	75

SECONDE PARTIE

Crimes et délits contre la personne morale des mineurs

Introduction à la seconde partie	87
Chapitre premier : Inexécution de l'obligation scolaire.....	89
Chapitre II : Délits d'excitation à la débauche	93
Chapitre III : Attentats à la pudeur	109
Chapitre IV : Excitation des mineurs à l'ivrognerie	113

TROISIEME PARTIE

Délits contre le patrimoine des mineurs

Introduction ⁿ à la troisième partie	117
Chapitre premier : Abus des faiblesses d'un mineur.....	119
Chapitre II : Abandon de famille	121

CONCLUSIONS

Vue d'ensemble de la législation	129
Déchéance de la puissance paternelle	139
Des poursuites en matière de crimes et délits commis contre les enfants	151
Aperçu des législations étrangères..	161
Bibliographie	167
Table des matières	169
Additions	171

Additions

Pendant que les chapitres qui précèdent étaient sous presse, deux modifications législatives sont intervenues dans des matières qui entrent dans le cadre de notre étude. En voici l'économie.

I. — *Enlèvements de mineurs*

L'ordonnance du 28 Juin 1945 est venue modifier les articles 356 et 357 du Code Pénal.

Nous avons vu que le « rapt de séduction » existait seulement si la victime était une fille mineure de 16 ans. Depuis le nouveau texte l'infraction existe quelque soit le sexe de la victime, à la seule condition qu'il s'agisse d'un mineur de 18 ans. En outre la peine ne sera plus les travaux forcés mais un emprisonnement correctionnel de 2 à 5 ans et une amende de 1.000 à 10.000 francs. Enfin il n'est plus fait de situation particulière à l'inculpé mineur de 21 ans. Quant à la disposition de l'ancien article 357, selon laquelle le ravisseur qui épouse la fille ravie ne peut être poursuivi qu'après annulation du mariage, elle reste inchangée dans sa substance.

II. — *Attentats à la pudeur*

L'ordonnance du 2 Juillet 1945 est venue ici modifier l'article 331 du Code Pénal en élevant de 13 à 15 ans la limite d'âge au-dessous de laquelle est consommé l'attentat à la pudeur sans violence. Elle a réalisé la réforme de la loi de 1863 préconisée au Sénat lors de la discussion de la loi de 1898.



